



Gilbert Mury

*L'Albanie, terre
de l'homme
nouveau*

Introduction.....	p.2
1. Naissance d'une nation.....	p.4
2. Une nouvelle terre.....	p.13
3. Vie quotidienne.....	p.23
4. Les machines et les villes.....	p.33
5. La main et le cerveau.....	p.44
6. Le contrôle ouvrier.....	p.51
7. Loin de l'usine.....	p.62
8. L'homme nouveau.....	p.73
9. Le peuple et le Parti.....	p.91

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié par les Editions François Maspero, Paris, 1970

WWW.MARXISME.FR

L'Albanie est-elle une terre inconnue ? En tout cas, il n'existait, en France, aucun livre qui permette de comprendre comment fonctionne, là-bas, un modèle original de socialisme.

L'Albanie n'est ni la Tchécoslovaquie du « printemps de Prague », qui évoluait vers le libéralisme, ni l'Union Soviétique de Khrouchtchev et Brejnev, où les militants révolutionnaires risquent à nouveau la prison. Elle se veut fidèle aux traditions d'Octobre, soeur de la Chine maoïste, engagée en Europe dans la construction d'un monde révolutionnaire qui est celui de la liberté.

« La dictature du prolétariat a pour aspect principal la démocratie de masse » — cette phrase d'Enver Hoxha, secrétaire général du Parti, en rejoint une autre : « un pays où un homme a peur de critiquer un autre homme n'est pas un pays socialiste ».

C'est de ce socialisme là que parle aujourd'hui un militant qui a vécu de longues semaines en Albanie.

Introduction

Ouvrez votre journal habituel. Qui parle de l'Albanie ? Quel est le rédacteur assez hardi, ou assez peu soucieux de ses intérêts personnels, pour évoquer la vie quotidienne de ce petit peuple indomptable ?

Quelques extraits de la presse albanaise parviennent cependant jusqu'au public français : il s'agit de déclarations de politique étrangère, mais jamais de cette réalité humaine, économique et sociale, familiale et personnelle dans laquelle s'enracine toute politique véritable.

Un silence aussi systématique doit bien, en fin de compte, cacher quelque chose.

Ce livre a pour seule prétention de lever un coin du voile maintenu par la grande presse sur le seul pays d'Europe dont les dirigeants n'ont pas effacé Staline de leur mémoire et se sont liés d'une amitié fraternelle à la Chine.

En tout cas, les faits qui sont rapportés ici peuvent aisément être vérifiés. Le lecteur incrédule ou critique n'a, en effet, qu'à se rendre sur place afin de contrôler l'information.

En 1969, sur 8 000 touristes venus en un an, on a compté bon nombre de Suédois, de Norvégiens, d'Allemands et même d'Anglais, mais très peu de nos compatriotes. Pour ma part je n'en ai rencontré aucun.

Or, le Français moyen — pour lequel les prix sont bas et le confort des hôtels tout à fait honorable — trouverait là un pays admirable : les montagnes tombent presque directement sur la mer. A Vlora, notamment, il est possible d'embrasser du regard une Méditerranée aussi bleue qu'en Grèce, des arbres aussi verts qu'en Italie et les hautes croupes rouges et grises des montagnes sauvages.

Pour ceux qui voudront contrôler les informations politiques et sociales contenues dans ce livre, par exemple, un séjour à Durrës, en été, est particulièrement recommandé. La plage attire des dizaines de milliers d'Albanais. A proximité immédiate, la ville industrielle groupe une population ouvrière et intellectuelle. La conversation peut s'engager, souvent en anglais, en français ou en italien. Dans ce peuple qui, il y a vingt-cinq ans, vivait dans un véritable Moyen Age, les lois de l'accueil existent toujours malgré l'expérience douloureuse de tant d'invasions.

Si, comme on l'en accuse parfois, le gouvernement de Tirana voulait proscrire les rencontres entre Albanais et étrangers, il n'installerait pas à la fois à Durrës l'essentiel de son équipement en hôtels

destinés à la population locale et en établissements ouverts aux voyages organisés des clients étrangers.

Bien entendu, il existe certaines réalités dont il faut tenir compte. L'Albanie fait face à la Grèce, au sud. Mais le gouvernement d'Athènes entretient des revendications sur l'Albanie méridionale, et ferme la frontière. Au Nord et à l'Est, les rapports avec les Yougoslaves ont été également très difficiles. Après la libération du territoire — en 1945 — le gouvernement du maréchal Tito aurait volontiers annexé le pays. Depuis 1948, le rapprochement de la Yougoslavie avec les Etats capitalistes, l'établissement d'une économie fondée sur le marché ont considérablement éloigné les régimes sociaux des deux pays. Toutefois depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie, dans les moments où la Yougoslavie se sent menacée par les forces soviétiques, une certaine détente se manifeste dans les rapports entre les deux Etats balkaniques — sans que le conflit idéologique entre les Partis au pouvoir soit atténué pour autant. Enfin toute la façade maritime de l'Albanie est bordée par l'Adriatique. Elle est donc en contact avec une Italie qui, récemment encore, l'a envahie. La flotte américaine est tout près en Méditerranée. Et tout près aussi, en Bulgarie, campent des troupes soviétiques dont l'exemple tchèque montre la véritable nature. L'Albanie se considère, à juste titre, comme une forteresse assiégée.

Le danger est d'autant plus grand que ce petit pays atteint seulement 340 km du nord au sud et 148 de l'est à l'ouest, soit une surface de 28 348 km². En outre, le caractère sinueux des frontières multiplie leur longueur. Sur plus de 12 000 km, elles ne sont pas tracées par des cours d'eau ou par des lacs — ce qui veut dire qu'en dépit du relief montagneux du pays, une grande vigilance s'impose.

Il n'est donc pas question de laisser n'importe quel visiteur circuler en voiture d'un bout à l'autre du territoire albanais.

Au demeurant, la préférence donnée au tourisme collectif a une autre racine. Tout visiteur de l'Albanie est frappé par l'impossibilité où il est de faire accepter par le personnel des hôtels le moindre pourboire. Je n'ose conseiller à un touriste éventuel d'essayer, dans la mesure où la plupart des serveurs réagissent avec beaucoup de dignité, mais aussi beaucoup d'émotion à toute tentative en vue de leur faire accepter de l'argent.

Or, il n'y a pas si longtemps, des réactions du même ordre auraient pu s'observer ailleurs, par exemple en Yougoslavie. Là pourtant, le développement d'un tourisme individuel, la libre circulation des voitures, la recherche par le touriste des services intéressés rendus par l'habitant, les chances de gains individuels faciles ont très vite corrompu le pays d'accueil. L'Albanie ne permettra jamais que se développe sur son sol une exploitation du touriste à l'espagnole, ni que grandisse le goût du lucre.

Mais le caractère collectif du tourisme n'empêche personne de contrôler les informations que je donne. Et je conviens bien volontiers que je ne suis pas un témoin « objectif », si le seul regard objectif est celui d'un observateur indifférent aux hommes, à leurs rêves, à leurs passions, à leurs actes, à leurs combats. J'ai, tout au contraire, cherché à pénétrer dans les sentiments autant que dans les raisons, à rencontrer véritablement un peuple si mal connu dans notre pays.

Il n'est de véritable témoin que celui qui prend le risque de pénétrer dans un univers différent du sien autrement qu'à coups de statistiques. Il n'est pas inutile d'aligner quelques chiffres... à condition de savoir aussi pourquoi l'on travaille et comment on s'aime. Je ne me cache pas de vivre heureux en Albanie : chaque voyage m'aide à retrouver ce mélange d'émerveillement et de familiarité, de découverte et de fidélité à soi-même qui est une composante essentielle du patriotisme albanais. J'aime les châteaux de Scanderberg qui fit face aux Turcs, dans le passé. Et je vole au passage quelques leçons de guérilla quand les partisans qui combattirent au cours de la Seconde Guerre mondiale consentent à évoquer leurs exploits devant un résistant français. C'est pourquoi Enver Hoxha, président de la République et secrétaire général du parti du Travail, a pu me dire un jour, dans ce français à résonances romantiques qu'il parle avec un enthousiasme jamais lassé : « Camarade Mury, l'Albanie est votre seconde patrie. »

C'est donc d'un pays qui ne m'est plus tout à fait étranger que je m'apprête à évoquer le souvenir. Le mieux est de décrire l'expérience que j'ai vécue grâce à mes amis albanais en sillonnant le pays du sud au nord et de l'est à l'ouest, en ayant, avec les responsables politiques et syndicaux, avec les gens simples, travailleurs, jeunes, femmes, sur le lieu du travail, de l'habitation ou du loisir, ces conversations détendues et prolongées que permet l'hospitalité albanaise. Il me semble possible de répondre à une question pour le moins décisive : fait-il bon vivre en Albanie ? Au temps de la révolution française, Saint-Just affirmait que le bonheur est une idée neuve en Europe — et il ne séparait pas le bonheur de la liberté. Après deux cents ans, l'Europe capitaliste et l'ensemble des pays qui suivent l'Union soviétique n'ont certainement pas éliminé les injustices économiques. Mais le pire est peut-être qu'ils ont tous instauré une civilisation de l'ennui : nul n'est le maître de sa propre vie.

Or l'Albanie présente cette situation paradoxale d'échapper à la fois à l'emprise de l'impérialisme américain et à celle de Moscou. De se présenter dans son indépendance profonde avec un genre de vie qui lui est propre. C'est donc au niveau d'un peuple de deux millions d'habitants que se pose la grande question de Saint-Just : l'homme est-il heureux ? Si le bonheur est d'agir et non d'être agi, qui agit ? Les chefs ou les masses ? Le Parti, les directeurs d'usine, le peuple, l'Etat ? Est-ce que l'homme albanais subit l'écoulement des jours, est-ce qu'il sent, est-ce qu'il sait qu'il est le maître de sa propre vie ?

Peut-être certaines pages de ce livre paraîtront-elles s'adresser surtout aux militants déjà engagés dans une action politique, d'autres à l'homme simplement soucieux de comprendre un type original de civilisation et de vie quotidienne. Il n'est pas facile de parler à deux interlocuteurs à la fois tant et si bien que ce livre risque fort de paraître indûment politique au lecteur le moins engagé et par trop préoccupé de sentiments, d'aspirations, d'images et d'émotions au lecteur qui cherche ici une arme et une leçon. A l'un et à l'autre, je peux seulement répéter que l'Albanie révolutionnaire ne sépare pas sa vie quotidienne de la construction du socialisme et que, sur cette terre, le rêve n'empêche pas l'action.

I - Naissance d'une nation

L'Albanie d'aujourd'hui a réalisé en vingt-cinq ans le passage de l'agriculture aux charrues de bois à celle des tracteurs et des engrais chimiques, d'un artisanat pittoresque à une industrie moderne, d'une tyrannie féodale à la démocratie de masse sous la direction du prolétariat.

C'est dire que le Moyen Age est trop proche pour se laisser oublier. Une brève incursion dans le passé nous aidera à comprendre comment une nation placée entre l'Italie et la Grèce est restée si longtemps en marge de toute croissance industrielle.

Tout avait pourtant commencé comme si l'Albanie était destinée à devenir partie intégrante de l'Europe économique et politique, avec ses ambitions, ses injustices, mais aussi son dynamisme. Puis le « pays des aigles » (*Le vrai nom de l'Albanie, c'est Shqipëria, le pays des aigles.*) a été contraint par les empereurs grecs et les sultans turcs à suivre un autre chemin.

Trois mille ans avant notre ère, une population stable est déjà installée en Albanie. Elle élève des troupeaux, cultive des céréales, connaît la houe de corne, le tamis de terre cuite, la meule de pierre. Ces groupes humains semblent avoir été déjà proches parents des Illyriens qui, venus du Nord, peuplent l'ensemble des Balkans vers la fin de l'âge du Bronze et le début de l'âge du Fer. Alors les légumes et les arbres fruitiers s'ajoutent aux céréales. L'élevage se perfectionne. Les armes et les bijoux, les vases de céramique et les outils agricoles se multiplient. Les navigateurs sillonnent l'Adriatique.

Qui sont les Illyriens ? Des tribus dont la civilisation est originale et dont la langue — conservée aujourd'hui dans la seule Albanie — n'a en commun avec le latin ou le slave qu'une lointaine origine « indo-européenne ».

A partir du VII^e et surtout du V^e siècle avant Jésus-Christ, les Illyriens d'Albanie vont subir l'influence des colonies grecques installées en certains points de la côte. C'est-à-dire que s'effacent peu à peu leurs antiques traditions communautaires et égalitaires.

L'esclavage se développe rapidement. Les villes grandissent. Elles deviennent les capitales de royaumes locaux. La civilisation grecque domine les plaines et les côtes. Les montagnes, elles, préservent un genre de vie beaucoup plus fidèle aux coutumes illyriennes. Le même contraste se retrouve quand les armées romaines — de 229 à 167 avant notre ère — réussissent à conquérir les royaumes illyriens. Militaires et colons venus d'Italie s'installent sur les terres les plus fertiles. Des tribus entières sont vendues sur le marché des esclaves qui fait la prospérité de Rome. Mais la montagne se bat toujours pour sa liberté. Les révoltes se succèdent.

A partir du I^{er} siècle avant Jésus-Christ, l'Albanie est plus ou moins pacifiée. Auguste et les empereurs romains se résignent à laisser une certaine liberté aux montagnards, parmi lesquels l'écrivain Ptolémée d'Alexandrie cite une certaine tribu, turbulente entre toutes : les Albanoi dont le chef réside à Albanopolis.

L'Illyrie ne sera donc pas privée de toute indépendance. Mais elle profite largement d'une situation exceptionnelle au carrefour d'importantes voies de communication entre Rome et l'Orient. Duracchium, le futur Durrës, joue un rôle essentiel. D'autres cités importantes existent. Les grandes propriétés terriennes, caractéristiques de l'agriculture esclavagiste antique, les « latifundia », se font de plus en plus nombreuses. Dans les villes, le latin tend à devenir la langue la plus répandue. Artisans, marchands, marins, soldats, fonctionnaires apportent leurs coutumes et leur civilisation. Réciproquement, de nombreux Illyriens passent en Italie et sept d'entre eux porteront, à Rome, la couronne impériale. Là, comme à travers tout l'Empire, dès le II^e siècle, le christianisme s'implante et contribue à l'unification religieuse du bassin méditerranéen.

En 395 après Jésus-Christ, le monde romain est divisé en deux Etats. L'Albanie forme la frontière occidentale de l'Empire d'Orient. Et, tant que le commerce entre l'Est et l'Ouest demeure très actif, elle ne souffre pas encore de cette séparation. C'est au début du V^e siècle que Duracchium atteint 80 000 habitants. Et les villes se multiplient sur la route des caravanes.

Mais les territoires illyriens — dont fait partie l'Albanie actuelle — sont très vite entraînés dans les désordres et les désastres de l'Empire d'Orient. Les propriétaires d'esclaves engagent des conflits armés avec les paysans libres et les habitants des villes. En même temps, les Barbares déferlent sur les Balkans. Au VI^e siècle les Huns et les Bulgares, et, à partir du VII^e siècle, les Slaves s'installent dans les territoires jusqu'alors habités surtout par les Illyriens. Ceux-ci ne maintiendront leur peuplement, leur langue et certains traits de leur civilisation que dans l'Albanie actuelle, ainsi que dans le Kosovo et sur les plateaux de Dukagjine et de Dibra, aujourd'hui annexés par la Yougoslavie, mais qui n'ont jamais perdu leur caractère national.

A la même époque, l'Europe occidentale subit, elle aussi, des invasions. Pourtant, après une période de grandes migrations germaniques, la situation tend à se stabiliser. Les Balkans, au contraire, sont agités d'incessantes secousses dont beaucoup sont provoquées par les armées que, depuis Constantinople, l'empereur d'Orient lance pour reconquérir les territoires perdus.

Pourtant, l'Albanie n'est pas encore engagée dans une voie très différente de celle que suit l'Europe. Certes, elle semble, un moment, destinée à revenir à des formes d'organisation sociale antérieures à l'esclavage. Les champs, les pâturages, les eaux, les jardins sont propriété commune du clan qui

répartit les lots entre les familles. La monnaie tend à disparaître en même temps que le commerce. Mais un retour partiel à une économie dite « naturelle » peut aussi être observé à l'Ouest.

En tout cas, vers le X^e siècle, un ordre féodal, assez semblable à celui du Moyen Age européen, tend à se constituer en Albanie. Les propriétés peuvent être partagées ou vendues. Les institutions religieuses, les chefs militaires, les riches s'attribuent des titres de noblesse et prétendent exercer un pouvoir sur la personne des paysans auxquels ils louent la terre en échange d'une partie de la récolte.

L'évolution de la société, sa division en classes différentes ou hostiles tendent donc à devenir semblables à celles qui s'affirment en Europe de l'Ouest — en Italie par exemple.

La guerre menée sur son sol par des armées étrangères va sceller pour plusieurs centaines d'années le destin de l'Albanie. A partir du X^e siècle, le Moyen Age occidental s'oriente vers une agriculture améliorée qui permettra par la suite de nourrir les villes en expansion. L'Albanie, elle, est ravagée par les armées du tsar bulgare et de l'empereur d'Orient qui se disputent les Balkans. Puis le pape lance les Normands catholiques à la conquête d'une région qu'il veut arracher à l'influence de l'église orthodoxe. Enfin l'Empire slave entre en ligne — avant de s'effondrer en 1355.

Une certaine évolution économique reprend malgré tout, en dépit des ravages et des invasions. Au XIV^e siècle, le rendement des céréales augmente. Les légumes, les arbres fruitiers, le mûrier porteur de ver à soie sont cultivés. Les artisans des villes produisent instruments agricoles, ustensiles de ménage, meubles, vêtements. Le commerce entre villes et campagnes fait réapparaître les échanges monétaires. Quelques exportations permettent à Durrës de retrouver une population de 20 000 habitants. Les bourgs deviennent plus nombreux. Les bâtisseurs de cathédrales y font leur apparition.

L'Albanie du XIV^e siècle, malgré ses malheurs militaires, voit ainsi se développer des cités où les « bourgeois » commerçants et artisans « font la commune », donc arrachent ou achètent au seigneur féodal certaines libertés. Le paysan, lui, reste soumis non seulement dans ses biens, mais dans sa personne. Il ne peut s'éloigner de la terre qu'il cultive. Il doit de nombreux jours de travail gratuits à son maître.

Seuls les montagnards restent en marge de cette évolution. Vainqueurs ou vaincus, ils parviennent à préserver leur genre de vie traditionnel.

Mais l'Albanie des plaines, des vallées et des côtes semble prête à participer à la vie sociale et politique du reste de l'Europe au moment où va se produire la révolution industrielle. Son commerce et son artisanat, sa proximité de centres maritimes comme Venise jouent en sa faveur. Elle peut être partie prenante dans le « démarrage économique » qui se généralise en Europe.

C'est alors que l'Albanie est envahie par les Turcs. En vain, elle cherche des alliés en Italie. La République de Venise est un centre commercial important mais son armée est faible et sa politique sans perspectives. Venise finit par signer une paix séparée avec le Sultan. La résistance organisée cesse en Albanie dans les années 1430. Cette fois, la séparation d'avec l'Occident se prolongera jusqu'au XX^e siècle.

Les Turcs imposent à l'Albanie leur propre régime social, économique et politique. Bien sûr, il ressemble à la féodalité européenne. Mais les nobles sont en même temps des fonctionnaires du Sultan. Si, en cas de guerre, ils ne se mettent pas à sa disposition en amenant un nombre suffisant de soldats, ils perdent leur terre.

Ces domaines sont donc réservés à des Turcs, ou à un petit nombre d'Albanais étroitement surveillés et contraints, par exemple, à envoyer leurs enfants en otages à la cour du Sultan. Le plus petit fief ou *timar* va aux cavaliers ou *sipahis* ; le grand *zéamète*, au sous-préfet qui commande un *vilayet* ; l'immense *hassé* est réservé au préfet ou Sand-jak-bey dont la juridiction s'étend sur les trois quarts de

l'Albanie actuelle. Seul, à l'Ouest, Charlemagne vieillissant avait imaginé, au IX^e siècle, un tel compromis entre un système féodal et une hiérarchie militaire centralisée. Mais celui-ci n'avait pas survécu à son fondateur.

Ce régime menait droit à une double exploitation des serfs albanais : par les seigneurs d'abord, mais ensuite et surtout par le Sultan turc qui frappait les populations conquises de lourds impôts. Le plus odieux de tous était le *djizé*, payé par tout habitant chrétien dès l'âge de quatorze ans. La haine de l'ennemi vainqueur, l'irritation contre les tracasseries administratives sans nombre et surtout la difficulté à trouver l'argent des taxes dressaient les paysans contre l'Etat turc. Les exactions des seigneurs locaux, en particulier albanais, étaient malgré tout moins pesantes.

C'est ainsi que, durant plusieurs siècles, les soulèvements héroïques du peuple furent placés sous l'autorité des nobles. Ceux-ci parlaient la même langue que leurs serfs. Dépossédés d'une large part de leurs domaines, exclus des plus hautes fonctions de l'Empire, nécessairement étrangers à tout sentiment de loyauté envers le Sultan, beaucoup de seigneurs albanais se considéraient eux-mêmes comme les chefs militaires naturels de la rébellion. Mais il n'existait, pas une nation albanaise au sens moderne du terme. Une solidarité de classe inconsciente unissait au contraire les féodaux d'origine diverse. Ainsi les insurrections populaires étaient-elles vite abandonnées par leurs propres dirigeants.

Tel ne fut pourtant jamais le cas du héros de la résistance albanaise — Skander-bey, plus connu sous le nom de Scanderberg. De 1443 à sa mort, en 1468, Scanderberg, souvent complètement seul, occasionnellement soutenu par de faibles secours napolitains, battra un nombre incroyable d'armées turques parfois fortes de 150 000 hommes, alors que lui-même ne disposera jamais de plus de 18 000 hommes et très généralement de 8 000. En une seule année, par exemple, cinq invasions de grandes armées turques seront refoulées. Mais la résistance albanaise ne pouvait vaincre que dans la mesure où l'ensemble des forces du pays étaient regroupées sous un commandement unique. C'est sur ce point que devait échouer Scanderberg, à la fois en raison de l'opposition des féodaux albanais à toute ébauche d'Etat unifié, à cause de la trahison de ses alliés, et par l'effet des tentatives de séduction des Turcs qui parvinrent à corrompre plusieurs de ses lieutenants.

Pourtant, si l'Albanie n'a pu, au XV^e siècle, se délivrer définitivement, elle a sauvé l'Europe du joug turc : seule l'action de Scanderberg, immobilisant les flancs de l'armée du Sultan, a permis les contre-attaques frontales des Hongrois. Ainsi l'avance des envahisseurs fut-elle stoppée. Mais les Balkans n'en restèrent pas moins aux mains des Turcs. En vain, le pape Calixte III rêva d'une nouvelle croisade. Scanderberg, livré à ses propres forces, mourut, et l'indépendance avec lui.

Ici, par conséquent, nous voyons une lutte imposante de libération nationale s'efforcer de déboucher sur la création d'un Etat unifié complètement indépendant, engagé dans une Europe en plein essor. Pourtant, au terme de combats qui durent plusieurs dizaines d'années, l'Albanie retourne sous le joug.

A travers le XIV^e siècle, des insurrections sans nombre échouent les unes après les autres. En outre, l'oppression turque et son régime social archaïque portent des fruits amers. Les grandes villes d'autrefois, comme Durrës, Vlora, Berat, sont réduites à de simples villages. Le pays est pressuré et pillé sans que l'Etat ou les féodaux se soucient d'améliorer le rendement de leurs terres : ils consacrent toutes leurs ressources à préparer des expéditions militaires à l'étranger.

Seuls les montagnards contraignent toujours le Sultan à reconnaître les *vénomes*, c'est-à-dire les libertés et les coutumes traditionnelles. Ils mènent une existence communautaire. Leurs chefs ne sont pas des seigneurs arrogants. Les impôts payés aux Turcs restent faibles.

Dans les vallées et les plaines, les Albanais, écrasés d'impôts, se soumettent à l'Islam, non par conviction, mais pour échapper à deux périls : la terrible taxe du *djizé* qui frappe les chrétiens et, surtout, les enlèvements d'enfants non musulmans, arrachés tout jeunes à leur famille, élevés dans l'Islam et destinés à devenir les soldats d'élite, les célèbres janissaires du Sultan. La conversion forcée

des Albanais aura, beaucoup plus tard, de terribles conséquences politiques quand les grandes puissances et leurs alliés balkaniques prétendront confondre « Turc » et « musulman ».

Dès la fin du XVI^e siècle les Turcs voient s'écrouler leur vieux rêve de conquérir l'Europe. Les conséquences ne sont pas seulement militaires et politiques, mais aussi économiques et sociales. Les chevaliers armés, ou *sipahis*, renoncent à s'enrichir dans les expéditions lointaines. Ils comptent désormais sur les revenus tirés de leurs fiefs et sur les gains acquis dans des spéculations commerciales.

Le lien entre le seigneur et le serf perd ainsi jusqu'à son faux-semblant de solidarité militaire devant l'ennemi commun. Les nobles cessent aussi d'accepter le paiement de la rente en blé, volailles, etc. Ils exigent de l'argent et, faute d'en obtenir, expulsent les fermiers pour en faire de simples journaliers. Le semblant de sécurité que le régime féodal assurait contre l'expulsion tend à disparaître. L'aristocratie militaire turque n'est plus qu'un groupe de propriétaires terriens uniquement soucieux de s'assurer un revenu d'argent. En Europe de l'Ouest, le remplacement des versements en nature par la rente monétaire conduit dès le XII^e siècle à la décadence de la féodalité classique et aboutit, quelques siècles plus tard, au capitalisme. Sous le joug turc, cette dislocation s'accompagne d'une surexploitation économique telle que tout développement de la paysannerie et de sa production devient illusoire. En effet, c'est à peine si l'agriculteur conserve la moitié de ses maigres récoltes.

Certes, l'argent circule. Donc le commerce renaît. L'artisanat se déplace vers les bourgs. Une civilisation urbaine esquisse des pas chancelants. Mais les ports restent fermés au commerce avec l'Europe. C'est Berat, une ville de l'intérieur, et non plus Durrës, qui joue le rôle de centre principal.

Il faut attendre le XVIII^e siècle pour aller plus loin : la production des objets de luxe s'ajoute à celle de l'équipement militaire et de l'artisanat rural. Les orfèvres albanais deviennent célèbres à travers l'empire turc. Les ports reprennent vie. La flotte marchande albanaise acquiert une certaine réalité.

Le XVIII^e siècle albanais est comparable au XIII^e siècle français avec ses corporations moyenâgeuses qui portent le nouveau nom *d'esnafs*. Les coalitions *d'esnafs*, les *tarafs*, deviennent capables de jouer un rôle politique à l'intérieur de certaines villes.

Mais ce Moyen Age tardif cherche en vain à se transformer en Renaissance sur le terrain de l'enseignement et des idées. La diversité religieuse constitue un frein puissant : les musulmans vont dans les écoles turques, les chrétiens orthodoxes dans les écoles grecques, les catholiques dans les écoles italiennes. L'albanais a d'autant plus de mal à devenir une langue écrite qu'il est transcrit dans trois alphabets différents.

D'autre part, tout essor économique est entravé par les conditions politiques décadentes de l'empire turc. Les hauts fonctionnaires se rendent plus ou moins indépendants du Sultan. Ils s'opposent les uns aux autres avec l'appui de tel ou tel groupe de corporations. Les bandes armées se multiplient. Les caravanes et les marchés des villes sont pillés.

De bataille en bataille, se constituent alors de véritables principautés qui s'opposent au Sultan, lui tiennent tête un certain temps avec l'appui des Français, des Autrichiens ou des Russes — et sont finalement détruites.

Encore au début du XIX^e siècle, les révoltes féodales font renaître l'espoir : l'Albanie semble, à plusieurs reprises, sur le point de se constituer en Etat-nation, selon le modèle européen et dans la tradition de Scanderberg. Mais il apparaît vite que les conflits entre chefs rivaux sont plus importants que la volonté commune de libérer le pays.

Pendant ce temps, l'Empire turc essaye d'introduire certaines mesures de modernisation, par exemple les réformes du *tanzimat* qui comportent l'établissement d'une administration centralisée et visent à

dépouiller les seigneurs provinciaux de toute possibilité de séparatisme. Mais la rénovation de l'Etat turc ne représente rien pour les Albanais. Ceux-ci se soulèvent contre le Sultan étranger, aux côtés de leurs seigneurs qui eux, cherchent uniquement à défendre des privilèges féodaux.

Pourtant, en 1847, les masses rurales mènent enfin leur propre combat contre l'introduction du service militaire, contre les impôts abusifs, et, en même temps, contre les propriétaires fonciers particulièrement féroces. Cette prise de conscience patriotique et progressiste trouve son expression intellectuelle chez des hommes comme Kristoforidhi, dont le but est de développer une culture proprement albanaise, donc d'en finir avec les écoles musulmanes turques, orthodoxes grecques et catholiques italiennes, pour créer un enseignement national et populaire.

Mais il faudra attendre quarante ans pour que, le 7 mars 1887, s'ouvre à Kortcha, sous l'impulsion de Frasherri, le premier établissement proprement albanaise, fréquenté indifféremment par des enfants musulmans et chrétiens. Cette action militante d'un Kristoforidhi devait se révéler très importante pour l'avenir du pays. Mais elle venait trop tard, peut-être, pour empêcher la confusion entre religion et nationalité — enracinée dans tout l'Empire turc — d'avoir de terribles conséquences. A partir de 1861, la Serbie, la Grèce, le Monténégro (*Serbie et Monténégro font aujourd'hui partie de la Yougoslavie.*), la Bulgarie prétendent annexer chacun son morceau d'Albanie. Celle-ci se voit donc refuser par ses voisins tout droit à l'existence nationale : être chrétien, c'est être Serbe ou Grec, être musulman, c'est être Turc — et les Etats balkaniques qui se libéreront du pouvoir imposé par le sultan voudront prendre leur revanche et annexer le plus possible de territoires turcs. Ou bien ils refuseront de comprendre pourquoi les montagnards demeurés chrétiens, les habitants du Sud orthodoxes comme les Grecs, restent liés à leurs compatriotes asservis à l'Islam.

L'incorporation du Kosovo à la Yougoslavie, les prétentions d'Athènes sur l'Albanie méridionale — où la population n'a jamais parlé grec — témoignent aujourd'hui encore de cet atroce conflit. Les victimes de l'Empire turc — dès le XIX^e siècle — se jettent sur un peuple qui a subi la même oppression, pour la seule raison qu'il a été — dans sa majorité — contraint à embrasser l'Islam ! En 1880-1881, les Albanais organisent leur autodéfense contre les Monténégrins. Battus, ceux-ci font appel aux grandes puissances européennes qui obligent l'armée turque à intervenir contre les Albanais pour arracher à ceux-ci un lambeau de territoire national et le livrer au Monténégro.

Le même problème va se poser bien des fois. En 1912, par exemple, quand les Albanais, restés neutres dans la guerre entre Turcs et Balkaniques, proclament leur indépendance à Vlora. Mais Serbes, Grecs et Monténégrins veulent partager tout le territoire entre eux. Leurs prétentions s'opposent à celles des Italiens qui, eux-mêmes, sont en guerre avec les Autrichiens.

L'existence d'une nation albanaise, amputée dès ce moment de la moitié de son territoire, n'est d'ailleurs reconnue par les grandes puissances et par les autres pays balkaniques qu'à la faveur de conflits entre ambitions rivales.

La situation est de plus en plus confuse à l'intérieur de l'Empire ottoman : en 1905, par exemple, démocrates bourgeois et patriotes créent à Monastyr un Comité pour la libération de l'Albanie. Leur action de guérilla commence en 1906 et s'amplifie en 1908. Mais, à l'intérieur de l'Empire du Sultan, se développe le mouvement Jeune-Turc, d'inspiration bourgeoise lui aussi. Faut-il s'allier aux Jeunes-Turcs réformistes mais autoritaires, qui veulent imposer partout le pouvoir du gouvernement central ? Faut-il rechercher certaines libertés en soutenant les féodaux, réactionnaires, mais plus respectueux des particularismes locaux ? Faut-il combattre tout le monde à la fois ?

On ne s'étonnera pas que l'indépendance du pays soit proclamée en 1912 par le gouvernement du patriote Ismaël Kemal dans une indiscutable confusion politique. Qui sont les amis ? Qui sont les ennemis de l'Albanie ? On ne le sait avec certitude ni d'aucune grande puissance, ni d'aucun Etat balkanique, ni d'aucune force politique turque, ni même du prince Guillaume de Wied à qui les principaux Etats européens ont fait aimablement cadeau, le 7 mars 1914, du trône d'Albanie.

La Première Guerre mondiale éclate au moment où les bandes pro-serbes d'Esad Pacha occupent le pays, sauf l'extrême Sud, livré aux Grecs. Au moment où éclate la guerre de 1914, les masses paysannes se soulèvent enfin. Mais les démocrates bourgeois se refusent à les soutenir... sous prétexte de ne pas se compromettre avec des fanatiques musulmans.

Alors commence une des périodes les plus douloureuses de l'histoire de l'Albanie. Le pays sombre dans le vide politique le plus total au moment où les armées serbes, autrichiennes, grecques, italiennes, françaises déferlent sur cette malheureuse nation. En fin de compte, l'Albanie se retrouve exsangue sans avoir vraiment combattu. Elle trouve pourtant la force de chasser les bandes féodales pro-serbes d'Esad Pacha et de culbuter les occupants italiens — derniers en date. Son indépendance dans ses frontières de 1913 est consacrée en 1920 par la Société des Nations.

De 1921 à 1925, se déroule une âpre lutte pour le pouvoir entre le très réactionnaire colonel Ahmed Zog et une force politique démocratique qui parut longtemps capable de l'emporter grâce à des patriotes comme Bajram Curri et Avni Rustemi.

Mais il était trop tard pour qu'un gouvernement libéral bourgeois fût capable de résoudre les problèmes en suspens. Le retard économique et social de l'Albanie est devenu tel qu'elle ne peut pratiquement offrir aucun produit à des prix compétitifs sur le marché mondial. Elle ne saurait parvenir à créer une industrie nationale puisque l'importation de produits fabriqués à l'étranger est plus rentable à court terme, quels que soient les droits de douane.

En effet, l'Albanie demeure entièrement paysanne et le grand moyen de production est la charrue de bois traînée par des bœufs. Le rendement agricole est extrêmement faible. Les plaines sont envahies par les marécages, les plateaux ne parviennent pas à nourrir leur population. Dans les villes, on trouve quelques petites entreprises équipées de rares machines, mais elles demeurent si peu nombreuses et si modestes que l'essentiel de la production est assuré par les seuls artisans. Le réseau routier est inexistant et seules quelques pistes primitives ont été tracées. 90 % de la population demeurent illettrés. La guerre a aggravé par de nouvelles dévastations la misère du peuple. Dès lors, il ne suffit plus, pour mobiliser les masses, de garantir les libertés démocratiques, les libertés d'expression, de réunion et d'organisation. Il faut, à tout le moins, réaliser rapidement une réforme sociale.

Or, nombre de bourgeois, et même de beys comptent parmi les éléments dirigeants de la révolution albanaise. Les cadres de l'armée, traditionnellement recrutés parmi les privilégiés de l'ancien régime, ne se cachent pas d'exiger le renvoi à plus tard de transformations économiques radicales.

Les démocrates albanais, sous prétexte d'union sacrée, en viennent à pratiquer la politique de leurs adversaires, c'est-à-dire à renoncer à la réforme agraire qui leur aurait assuré définitivement l'appui des masses paysannes.

Les éléments bourgeois progressistes se condamnent ainsi à la défaite. Le colonel Ahmed Zog peut donc revenir sur le sol albanais avec des bandes mercenaires composées notamment de Serbes au Nord et venus de Grèce au Sud. Il s'empare de nouveau du pouvoir sans rencontrer de résistance armée organisée.

Il va de soi que le pouvoir de Zog, d'abord « président », puis « roi » d'Albanie repose sur une répression féroce et la mise en œuvre d'une force de gendarmerie commandée à l'origine par des officiers anglais. Zog s'appuie sur les grands propriétaires terriens et les chefs réactionnaires des tribus. Il leur donne de hauts grades dans l'armée et leur verse ainsi — sous forme de soldes — de véritables rentes extrêmement élevées. En même temps, il livre le pays au capitalisme étranger.

A partir de 1927, les principaux moyens de l'économie albanaise appartiennent à des sociétés économiques italiennes, toute l'armée albanaise est aux mains d'officiers instructeurs fascistes, et l'installation d'une base navale à Vlora fait de l'Adriatique un lac dominé par Mussolini. Ainsi il

apparaît que la dernière chance de la bourgeoisie albanaise a été manquée, que le gouvernement libéral était voué à l'échec faute de vouloir ou de pouvoir pousser jusqu'au bout la défense des revendications populaires. Désormais, c'est une autre force politique qui va occuper le devant de la scène.

En 1930, c'est-à-dire au moment où un complot d'éléments démocrates bourgeois vient d'échouer, se crée à Kortcha le premier groupe communiste. Bientôt d'autres surgissent à Tirana, Vlora, Elbosom, etc. Le joug fasciste se fait de plus en plus lourd. Et la crise mondiale rend plus dure encore l'exploitation qui pèse sur les paysans et les travailleurs.

Mais les forces révolutionnaires grandissent durant cet affrontement.

En 1935 — après un affrontement armé à Berat où tombe Riza Cerova, Zog prend peur. Il lui faut accepter un semblant de démocratie et, en particulier, l'existence d'une presse moins esclave. Mais, dès 1936, de grandes grèves se déclenchent notamment contre une société pétrolière italienne. Le gouvernement prétendu libéral fait ouvrir le feu sur une manifestation d'ouvriers et d'artisans de Kortcha. Bientôt il démissionne, remplacé par une équipe de fascistes avoués. Mais les différents groupes communistes, notamment à Kortcha et à Shkodra, poursuivent inlassablement un travail de pénétration dans les masses.

En 1939, les pro-hitlériens yougoslaves prennent le pouvoir à Belgrade et laissent les mains libres à l'Italie en Albanie. Mussolini adresse à Zog un ultimatum. Il exige une annexion de fait. Zog est prêt à céder, mais il veut pour lui-même quelques avantages matériels. Il tente de cacher la situation au peuple qui cependant manifeste pour obtenir des armes, sous la direction des communistes.

Le 7 avril 1939, les forces fascistes débarquent. Naturellement les cadres italiens de l'armée albanaise ont fait disparaître les munitions, rendu inutilisable la minuscule artillerie, bref, désorganisé l'armée. Malgré tout, une résistance héroïque s'affirme dans les rues de Durrës, puis de Shkodra et de Gyrocastër. Le 10 avril pourtant, l'ensemble du pays est occupé par l'Italie fasciste. L'armée et la diplomatie albanaises sont incorporées dans l'armée et la diplomatie italiennes. L'ancienne opposition bourgeoise à Zog achève de se démasquer en rentrant dans le pays et en se mettant au service de l'envahisseur. Dès lors, seuls les communistes, défenseurs intransigeants de l'indépendance nationale et de la révolution socialiste, apparaissent aux ouvriers, aux paysans, aux employés et aux étudiants comme capables de comprendre et de guider une résistance spontanée.

Le pays, une fois de plus, se trouve placé dans une situation tragique : occupé par les fascistes, il est ouvertement menacé de démembrement par ses voisins. En effet, lorsque les Grecs battent les armées italiennes et pénètrent dans le sud de l'Albanie, ils interdisent le drapeau national, installent leur propre administration civile et arrêtent les patriotes. Bref, ils manifestent par tous les moyens leur volonté d'annexion. Ils refusent même la création d'une légion albanaise, dotée de son propre drapeau, qui aurait combattu à leurs côtés. Au contraire, en 1941, après l'écrasement de la Yougoslavie et de la Grèce par les armées allemandes, les envahisseurs tentent une offensive de charme : l'Albanie reçoit les régions dont elle était amputée c'est-à-dire le Kossovo yougoslave et la Caméria grecque. Ainsi sa superficie se trouve doublée. Plus encore, les problèmes alimentaires sont en partie résolus en raison de la fertilité du Kossovo. Mais le peuple albanais sait préférer sa liberté à ses frontières : sa seule réplique à l'entreprise fasciste de séduction, c'est l'attentat dirigé contre le roi d'Italie par l'ouvrier albanais Basil Laçi.

L'entrée en guerre de l'Union soviétique, le 22 juin 1941, donne un nouvel élan au mouvement de libération national albanais. La guérilla s'organise dans les montagnes. De puissantes manifestations dirigées personnellement par Enver Hoxha vont, notamment à Tirana, jusqu'à l'affrontement physique avec l'occupant fasciste et les collaborateurs.

Le 8 novembre 1941, le parti communiste albanais est constitué : les groupes locaux fusionnent en une seule organisation. Cette décision est prise sur la base d'une expérience politique acquise en dix années

de lutte et d'une résistance militaire qui s'annonce déjà comme très importante. Ainsi se justifie l'affirmation selon laquelle le Parti naissant est l'expression de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse et de tous les Albanais qui combattent à leurs côtés.

Ce n'est pas ici le lieu de décrire l'héroïque résistance albanaise, mais plutôt d'insister sur cette guerre du peuple qui réalise une unité de fer entre les combattants révolutionnaires et les masses. Les patriotes ainsi rassemblés autour du Parti discernent et dénoncent les alliances, longtemps plus ou moins cachées, avec l'Italie et surtout l'Allemagne, avec des nationalistes bourgeois qui, partant d'une prétendue résistance, finissent par entrer en 1943 dans le gouvernement pro-nazi.

Pendant ce temps, sous la direction d'Enver Hoxha et des partis communistes albanais, le Front de libération nationale multiplie les offensives. Songeons que, en dehors même des forces collaboratrices, 7 000 Italiens et Allemands ont été mis hors de combat, 2 000 chars d'assaut et blindés, plus de 4 000 mortiers, canons et mitrailleuses, ont été anéantis ainsi que 216 dépôts de matériel militaire.

Malheureusement, les ravages sont immenses. Un Albanais sur treize a été tué ou blessé. Mais, grâce au sacrifice de ses soldats, l'Albanie devient une république populaire et entreprend la construction du socialisme.

Ainsi l'indépendance albanaise, proclamée en 1912 et confirmée en 1920, n'a pas débouché sur un changement important des structures sociales. La classe dominante des propriétaires terriens, née de la domination turque, ne pouvait accepter le développement du capitalisme industriel sans détruire elle-même les bases de son pouvoir et de sa richesse. Les trusts internationaux — et surtout italiens — détenaient les droits exclusifs de prospection minière sur 23 % du territoire albanaise, c'est-à-dire sur l'ensemble des régions où il existait une chance quelconque de trouver pétrole, cuivre, ferro-nickel, etc. La position géographique des gisements et l'état du marché mondial des matières premières n'incitaient aucune de ces métropoles à faire un effort particulier d'investissement. Quelques forages italiens ne pouvaient modifier profondément la situation du pays.

Ainsi, l'économie albanaise n'aurait pu être réellement développée que par une bourgeoisie nationale. Malheureusement, une telle bourgeoisie n'avait qu'une apparence de réalité. Certes, il existait une couche de gens aisés, plus cultivés que les autres. Mais les véritables maîtres de l'argent restaient les propriétaires terriens, associés à deux autres couches sociales : d'une part, les bureaucrates de Zog, les « enrichis politiques » comme on dit aujourd'hui dans certains pays d'Afrique, d'autre part, un réseau de commerçants et d'usuriers dont le négoce rappelait les pratiques du Moyen Age plutôt que les échanges du monde capitaliste. Mais il n'existait pas de conflit profond entre ces deux groupes.

Les démocrates ne pouvaient s'appuyer que sur la paysannerie. Mais ils hésitaient à jouer le jeu révolutionnaire du partage des terres. Ils étaient même heurtés par l'idéologie paysanne, par des coutumes, une manière de voir et de penser qu'ils jugeaient archaïque au ridicule faute de comprendre ses liens avec la vie réelle. Les intellectuels libéraux formaient ce que la France de l'ancien régime appelait une « bourgeoisie des lumières ». C'est elle qui voulut la révolution de 1789. Mais elle ne parvint à la réaliser que dans la mesure où elle tirait ses forces d'une bourgeoisie de la fabrique et du commerce et prenait appui sur la colère paysanne.

Les communistes albanais vont hardiment dans les quartiers pauvres des villes et dans les campagnes. Certes, le prolétariat est plus artisanal qu'industriel. Mais il trouve dans ses rangs des militants de pointe qui renforcent le Parti. L'expérience montre que c'est là un facteur important de mobilisation des masses, même dans un pays agraire arriéré.

Le partage des terres ne pourra, certes, être décrété qu'en 1945. Mais, en fait, déjà pendant la Seconde Guerre mondiale, la paysannerie des régions libérées était arrachée à la fois à l'oppression de l'occupant fasciste ou nazi et à l'arbitraire du propriétaire terrien. Le pas décisif fut franchi en 1942 lorsque la Conférence de Peza fit du Front de libération nationale — aujourd'hui Front démocratique

— à la fois l'organisation de masse ouverte à tous les patriotes et le détenteur du pouvoir d'Etat. Le peuple albanais, si longtemps dépossédé de son propre pays, puis asservi à une classe historiquement condamnée, redevenait maître de son destin.

Cette liberté ne pouvait être placée que sous la garantie du parti communiste, devenu à la libération le parti du Travail. Historiquement, en effet, ce parti représentait la seule force organisée qui ait lutté pour arracher le pays au Moyen Age. Sauf lui, toutes les formations politiques s'étaient liées à l'un ou l'autre occupant étranger. Quiconque se serait réclamé de Zog n'aurait obtenu en échange que des rires ou des coups de fusil. La seule hésitation possible devant le nouveau pouvoir se trouvait dans les hautes régions du Nord — là où des montagnards obstinés avaient appris, durant des siècles, à confondre la défense de leurs traditions les plus archaïques avec celle de la patrie.

Il ne faudra pourtant pas longtemps pour que les Mirdites découvrent la différence entre les communistes albanais d'aujourd'hui et les Jeunes-Turcs d'autrefois. Et les appels anglo-américains à l'insurrection réactionnaire ne rencontreront que le vide.

Le peuple a pris le pouvoir, il ne le lâchera plus.

2 - Une nouvelle terre

Les enfants albanais — mi-effrayés, mi-émervillés — entendent, aujourd'hui encore, les témoins du passé raconter la grande misère des bergers errants, des paysans exténués, des ouvriers et des artisans affamés. Les beys — seigneurs féodaux égarés en plein XX^e siècle — les agas — aussi féroces mais qui faisaient de la terre une propriété bourgeoise — les chefs tyranniques des clans montagnards, ne sont plus que les ogres des légendes ou des cauchemars.

En 1938, ils sont terriblement réels : l'Albanie est un pays colonisé, soumis à la double et terrible exploitation de ses envahisseurs et de la poignée de bandits qui collaborent avec eux. L'Italie fasciste interdit jusqu'à la création d'une usine textile : elle préfère vendre ses propres productions. Et la bourgeoisie commerçante locale gagne davantage à ce trafic d'importation de produits finis qu'à se donner le mal d'acheter des machines, et de monter des industries, sans parler du risque politique de faire grandir en nombre la classe ouvrière.

Dans tout le pays, on ne trouve pas quatre-vingts entreprises industrielles employant dix travailleurs ou davantage. L'équipement est démodé et usé. Les mines ressemblent à celles qu'avait connues notre Moyen Age.

Toutes les centrales électriques albanaises réunies d'alors ne produisent pas autant de kilowatts-heure qu'une seule des centrales thermiques d'aujourd'hui.

Aussi le rendement du travail est-il très faible, non seulement par un extrême retard technique, mais aussi parce que les ouvriers sont épuisés et hostiles à cette vie de misère : ils subissent des journées de quatorze heures et se trouvent relégués dans des endroits malsains — par exemple dans les sous-sols des maisons habitées par leurs patrons.

L'industrie mécanique n'existe que sous forme de garages et de services où sont réparés les véhicules des sociétés étrangères ou de quelques grands personnages.

Le bâtiment se contente des 12 000 tonnes de ciment produites par la seule fabrique de Shkodra.

Voici d'ailleurs quelques chiffres qui permettent de mieux comprendre dans quel état se trouve l' « industrie » albanaise en 1938.

<i>Albanie 1938</i>		
	<i>Quantité totale</i>	<i>Quantité par habitant</i>
Energie électrique	9 315 000 Kwh	8,9 Kwh
Pétrole brut	108 000 tonnes	103,9 kg
Charbon	3 700 tonnes	3,5 kg
Minerai de chrome	7 000 tonnes	6,7 kg
Briques	3 400 milliers	3,3 briques
Ciment	9 000 tonnes	8,7 kg
Tissus coton	35 800 mètres	0,3 mètre
Chaussures et sandales	220 000 paires	0,2 paire
Macaronis	450 tonnes	0,4 kg
Tabac	307 tonnes	0,3 kg

Bien entendu, les importations — toujours supérieures aux exportations — ne comportent pratiquement pas de machines ni d'équipements.

Cette extrême faiblesse de l'industrie a, comme toujours, pour complément une terrible pauvreté de l'agriculture. 87 % des Albanais vivent directement ou indirectement de la terre. Mais ils cultivent avec des charrues de bois le sol de montagnes arides, ou, au contraire, de marécages à malaria. Malgré des efforts incessants, 9,6 % seulement de la terre albanaise sont mis en valeur : en 1938, 221 000 ha sont ensemencés. Encore les paysans ne savent-ils faire pousser que des céréales (96,5 % de la surface totale) et surtout du maïs (52 %). Et il faut encore acheter du pain à l'étranger !

Les plantes industrielles ne représentent que 1,3 % des surfaces ensemencées — 290 ha de coton et 2 600 ha de tabac, pratiquement rien pour l'orge, la betterave, etc.

Mais la misère de tous fait la richesse d'une poignée de rapaces, maîtres de 40 % du sol cultivé et, bien entendu, des meilleures terres. Le reste de la population rurale se partage de minuscules parcelles. Près de 22 000 familles ne disposent que de leurs bras.

L'Albanie ne possède que de maigres troupeaux de moutons et surtout de chèvres : des pays qui ne peuvent même pas nourrir les hommes — alors les bêtes...

Les forêts couvrent 47 % du territoire. Mais, mal exploitées, souvent dégradées, elles ne constituent même pas une richesse — au mieux une réserve de bois pour répondre aux besoins de chauffage les plus urgents. Une production annuelle de 3 165 m³ — dans la même période où des forêts entières se dégradent en broussailles — voilà un exemple, parmi d'autres, de ce que réalisait une clique mi-féodale, mi-bourgeoise sous le signe de Zog !

La guerre aggrave encore ce régime de misère et de famine. L'Albanie — déjà peu peuplée — perd 7,3 % de sa population, 22 % de ses habitations. Tous les ponts détruits, toutes les mines dévastées, toutes les centrales électriques anéanties, un tiers du cheptel disparu, voilà quelques-uns des malheurs qui s'abattent sur le pays ! A l'heure de la libération les rares fabriques qui ont échappé au désastre ne fonctionnent plus, faute de matières premières. La valeur globale des dégâts matériels atteint un milliard de dollars — soit 960 dollars par habitant, contre 838 pour la Grèce, 705 pour la Yougoslavie, 232 pour l'Italie...

La victoire permet au peuple albanais de s'emparer du pouvoir politique. Encore faut-il résoudre deux séries de problèmes économiques : d'une part, assurer la collectivisation des banques, de l'industrie, du commerce et réaliser la réforme agraire, bref chasser les exploités et remettre toutes les forces productives aux mains des travailleurs. D'autre part, développer rapidement l'agriculture, créer des usines, des moyens de transport, des ressources en énergie et en matières premières — donc, transformer un pays agraire arriéré en un pays agricole et industriel — étape atteinte aujourd'hui — puis en pays surtout industriel, en même temps que la production des campagnes continuera d'augmenter.

C'est seulement quand ces deux tâches auront été remplies que les Albanais jugent possible de construire complètement le socialisme.

Le pouvoir ouvrier et paysan établi le 29 novembre 1944 ne se lance pas immédiatement dans une campagne de nationalisation. Il établit, en revanche, un contrôle d'Etat rigoureux sur la production et la distribution. Cette période permet à la classe ouvrière d'apprendre à surveiller, puis à diriger l'ensemble de l'industrie et du commerce.

En février 1946, le comité central du Parti tire les conséquences de ces premiers succès et appelle à faire passer tout le pouvoir économique entre les mains des travailleurs. Des ce moment, toutes les fabriques et usines, tous les échanges intérieurs (au niveau du commerce de gros) et extérieurs, tout le système de crédit, toutes les ressources financières, appartiennent à l'Etat ouvrier. A la fin de 1947, le secteur socialiste de l'économie assume 87 % de toute la production industrielle.

L'agriculture pose d'autres problèmes. Dès l'été 1944, le Conseil de libération nationale, alors retranché dans les montagnes, commence à étudier la réforme agraire. L'achat et la vente des terres, le paiement des loyers aux propriétaires fonciers sont abolis dès la Libération. Les comités de paysans pauvres (ouvriers agricoles, fermiers ou petits propriétaires ayant trop peu de terre pour en vivre) préparent la réforme agraire, puis contribuent puissamment à la réaliser. Dès le 18 mai 1945, tous les canaux, tous les ouvrages d'irrigation sont enlevés aux propriétaires terriens et rendus au peuple — décision d'autant plus importante que l'eau est alors souvent un bien rare et précieux.

Le 29 août 1945, neuf mois après la Libération, la loi sur le partage des terres est adoptée. Elle présente encore des faiblesses : 100 000 ha cultivés sur 172 000 échappent à l'expropriation, donc tous les paysans pauvres ne peuvent recevoir un lot suffisant. Les anciens riches conservent des parcelles trop importantes et, de ce fait, continuent leur travail de sape chez les paysans. Mais, déjà, les agriculteurs sont considérés comme maîtres de la terre qu'ils cultivent, des logements qu'ils occupent et du matériel qu'ils emploient.

En fait, le pouvoir ouvrier remet la réforme agraire aux mains des paysans travailleurs. Des tâtonnements sont inévitables ; faute de statistiques précises, il n'est alors même pas possible de prévoir avec certitude de quelle surface de terre cultivée chaque famille pourra disposer ! Dans le cours de son application, la loi de 1945 se révèle insuffisante. Le fusil des partisans avait donné l'autorité au peuple. C'est le peuple des campagnes qui, en fait, par sa pratique, dicte le décret du 27 juin 1946.

En fin de compte, étaient expropriés totalement tous ceux qui ne cultivaient pas eux-mêmes la terre ; on expropria sans oublier les oliveraies et les vignobles. Personne ne peut obtenir plus de cinq hectares par famille, auxquels s'ajoutent deux hectares par couple de fiancés. Matériel et bétail sont confisqués sans indemnisation.

Quand la réforme agraire est achevée, 322 000 ha de terre ont été arpentés : 148 000 ha sont confisqués. Plus de 70 000 familles (*La famille est beaucoup plus large et plus nombreuse en Albanie qu'en France.*) — sur 155 000 foyers d'agriculteurs — reçoivent des terres, des arbres fruitiers et du bétail.

La surface cultivée et la production agricole dépassent déjà — à la fin de 1946 — celles de 1938. Le paysan libéré travaille enfin pour lui-même et pour les siens.

Le partage des terres ne représente pourtant que la première étape de la révolution à la campagne. Il faut ensuite passer à une forme collective de travail. Tout en respectant strictement le principe de l'adhésion volontaire des paysans, dès 1946, les coopératives s'efforcent de prouver leur supériorité technique et humaine sur l'exploitation familiale. Mais le grand mouvement de collectivisation ne commence qu'en 1955, après que le premier plan quinquennal a apporté de nouveaux moyens en machines et en produits industriels destinés à l'agriculture. (*Sur les débuts de ce grand mouvement de collectivisation, on relira le livre de Gaston Monmousseau, Le Père Tomori, Paris, 1957.*)

En même temps le climat social, économique et politique favorise cette transformation. Partout dans la plaine, et aussi très largement dans les montagnes, les coopératives se créent. En 1960, 80 % des terres étaient déjà travaillées en commun. En 1968 le cinquième Congrès du Parti lance le mot d'ordre de la collectivisation du pays à 100 % — et le pays répond à cet appel. La révolution agraire franchit une étape décisive.

L'enthousiasme paysan, le courage albanais, les relations plus étroites entre les villes et les campagnes ont permis, en outre, d'augmenter immédiatement la production agricole qui, en 1969, atteint le triple de celle de 1938. Le bétail s'est accru de 43 %. Les cultures industrielles se sont développées à une allure record : 77 fois plus de coton albanais en 1969 qu'en 1938. La production de blé a doublé. La production de maïs s'est élevée de 63 %. Depuis le début de la grande campagne de collectivisation en 1956, 209 000 ha de terre ont été défrichés alors que l'Albanie de la Libération ne disposait que de 172 000 ha. La surface utile a plus que doublé. La superficie irriguée a été multipliée par huit.

Ainsi le mouvement de la production a-t-il suivi le mouvement de la collectivisation. La preuve est faite qu'il est possible de passer d'un régime semi-féodal au socialisme sans subir toute l'évolution qu'ont connue les pays capitalistes industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord.

Depuis la réunion décisive du comité central en 1946, à travers d'autres étapes, la classe ouvrière fait la même expérience victorieuse que la paysannerie. Dès la fin de 1947, toute domination bourgeoise — albanaise ou étrangère — est abolie dans l'industrie. Le pouvoir politique révolutionnaire repose sur une base économique solide qu'il faut seulement développer de deux manières : en établissant de nouveaux rapports entre les hommes engagés dans la production, et en faisant naître sans cesse de nouvelles usines, de nouveaux chantiers, de nouveaux moyens de transport, bref en assurant la croissance accélérée des forces productives.

Si lourd qu'ait été le prix du sang payé par le peuple pour sa libération nationale et sa révolution socialiste, il ne fait aucun doute, pour tout Albanais, que les progrès réalisés en vingt-cinq ans ont permis d'épargner plus de vies humaines — enfants ou adultes préservés de l'épuisement, de la famine, de la maladie ou de la mort — que les combats n'en ont coûté. Il ne fait, non plus, aucun doute que la contre-violence opposée par la guérilla aux fascistes et aux envahisseurs a seule permis aux opprimés d'hier de vivre debout, en hommes libres.

La prise du pouvoir politique par la lutte armée et la conquête du pouvoir économique par l'expulsion des propriétaires privés ont ainsi créé les conditions nécessaires à l'édification du socialisme.

Dès 1946, dans le grand élan de la victoire, la totalité des installations industrielles est remise en marche. Leur production dépasse celle de 1938. En même temps, les masses travailleuses participent largement à l'effort entrepris en vue d'élaborer un plan de développement.

Contrairement à l'industrialisation capitaliste classique, le plan albanais prévoit le développement de l'industrie lourde en premier lieu. Le progrès est ainsi plus rapide et sert d'ailleurs à l'industrie légère

elle-même. Cette ligne générale n'exclut nullement que, à tel ou tel moment particulier, l'agriculture, l'industrie légère, l'industrie d'alimentation puissent occuper le devant de la scène.

Il est clair aussi qu'un pays comme l'Albanie, tragiquement arriéré techniquement voilà vingt-cinq ans, n'a encore pu résoudre complètement le problème des moyens de production. Ses progrès foudroyants lui permettent de se suffire en énergie, en minerais, en industrie chimique, en alimentation, en tissus, etc. Il reste que les marchandises de toute nature sont, pour l'essentiel, achetées à l'étranger. Certes, les Albanais fabriquent eux-mêmes, bien souvent, les pièces détachées nécessaires à l'entretien des installations qu'ils ont importées. Mais avec la construction du combinat d'ElBasan le pays fait actuellement un pas important vers la production des machines elles-mêmes.

Les plans se succèdent au rythme de la croissance industrielle. Le premier (1951-1955) voit construire la centrale hydro-électrique Lénine, le combinat textile Staline, des usines pour le traitement du bois et des produits agricoles (coton, riz, tabac). Les usines et les puits de pétrole sont considérablement développés. En 1955, il suffit de 35 jours à l'industrie albanaise pour produire autant que dans toute l'année 1938.

Le deuxième plan quinquennal (1956-1960) fait plus que doubler la production de 1955. Il suffit de quinze jours en 1960 pour égaler les fabrications de toute l'année 1938. Les usines et l'industrie lourde, ainsi que les articles destinés à l'agriculture connaissent une grande extension. Avec les nouveaux puits de pétrole et une puissante raffinerie, avec l'extraction accélérée de la houille, du cuivre et du ferro-nickel, des progrès impressionnants sont réalisés. La centrale hydro-électrique Karl Marx, des conserveries de produits alimentaires, des briqueteries et des tuileries renforcent le potentiel économique.

La rupture avec Moscou marque profondément le troisième plan quinquennal (1961-1965). Khrouchtchev croit pouvoir mettre à genoux le peuple et le parti albanaise en rompant toutes les relations économiques, commerciales et techniques d'Etat à Etat. Ainsi, les hommes du Kremlin pensent que leur brusque disparition, en privant l'Albanie des pièces détachées nécessaires à ses machines, de l'engrais nécessaire à ses champs, des camions et wagons nécessaires à ses transports l'obligera à obéir à la baguette de Moscou.

Or, le troisième plan quinquennal est presque complètement réalisé : à 97 %. La production industrielle globale atteint trente-cinq fois celle d'avant-guerre. En 1965, il suffit de onze jours pour égaler les résultats obtenus durant toute l'année 1938. Les centrales hydro-électriques Engels et Staline sont mises en marche.

Des mines de cuivre, de chrome et de ferro-nickel sont découvertes et mises en exploitation. La sidérurgie et la métallurgie des métaux non ferreux connaissent d'importantes réalisations. De puissantes usines chimiques commencent à produire des engrais minéraux nécessaires à l'agriculture.

Bon nombre d'ouvrages ont été achevés durant le quatrième quinquennat (1965-1970). On peut voir fonctionner désormais l'usine sidérurgique du laminage de l'acier, les établissements où le minerai de cuivre est transformé, depuis le stade de la fusion jusqu'au raffinage et au tréfilage, les usines chimiques (engrais azotés et phosphatés, soude caustique), les cimenteries, le combinat textile Mao Tsétoung, et bien des fabriques plus modestes dont les produits sont destinés à la consommation courante. Une gigantesque centrale hydro-électrique s'achève.

Dans l'ensemble, l'Albanie est passée en vingt-cinq ans de l'artisanat arriéré à une phase de grande production industrielle fondée sur la technique et la science modernes. L'industrie minière — pétrole compris — couvre les besoins nationaux et permet d'appréciables exportations. L'énergie électrique répond à toutes les demandes, même à l'électrification « hors plan » de tous les villages, fussent-ils perdus dans la montagne. L'industrie mécanique assure l'entretien et l'efficacité des installations. Elle passe peu à peu de la production des pièces détachées à celle des machines, notamment de machines

agricoles. L'industrie chimique, l'industrie des matériaux de construction, l'industrie légère et alimentaire disposent de moyens importants à l'échelle du pays.

Rien ne vaut d'ailleurs, en pareil cas, l'éloquence des chiffres. La production industrielle a, en 1969, progressé de 11 % par rapport à 1968. Et — fait plus important encore — elle dépasse de 8 % les objectifs prévus pour 1970. Elle atteint cinquante-huit fois celle de 1938. C'est-à-dire que, pour l'industrie albanaise, il suffit d'un peu moins d'une semaine pour réaliser toutes les fabrications qui, avant-guerre, demandaient un an.

Le taux d'accroissement moyen annuel prévu par le quatrième plan quinquennal était de 8,7 %. L'effort des travailleurs a permis d'atteindre — pour chacune des quatre premières années — le niveau effarant de 13,5 %.

<i>Augmentation de la production industrielle</i> (1938 = 1)	1938	1950	1955	1960	1965	1969
Industries :						
pétrolière	1	3,7	5,2	21,8	27,5	52,3
houillère	1	11,3	53,7	78,6	106,3	180,8
de l'énergie électrique	1	2	10	24,4	41	95,2
du chrome	1	7,5	17,4	41,9	44,9	59,3
mécanique	1	3,9	9	21,2	44,7	123
de construction	1	3,6	14,6	30,4	37,7	89
alimentaire	1	5,7	11,4	23,4	31,5	50
légère	1	4	10,6	23,2	31,5	51
Production industrielle globale	1	4,1	11,5	25	34,8	57,5

Le lecteur ne s'étonnera donc pas que le revenu national ait été multiplié par huit entre 1938 et 1970. Et il est tout bonnement impossible de traduire en chiffres la hausse du niveau de vie pour l'Albanais moyen. Tout au plus peut-on indiquer que la production de produits alimentaires et de logements, de chaussures et de vêtements, de fers électriques et de postes de radio permet de répondre à tous les besoins.

« Le fusil d'une main et la pioche de l'autre », selon sa devise, le peuple albanaise a résolu le problème du sous-développement technique.

L'histoire récente de l'Albanie n'est qu'une suite de bonds en avant au rythme accéléré que suppose un taux de croissance de 13,5 % par an. Aucun autre pays au monde ne réalise un pareil pas de géant en douze mois avec cette régularité imperturbable. Mais qu'est-ce que cela veut dire dans la vie quotidienne ? Qu'est-ce que cela change pour l'Albanais moyen de se trouver transporté en vingt-cinq ans du Moyen Age dans un pays industriel agricole développé ?

Pour revivre un passé tout proche, nous avons un témoignage sur l'Albanie : celui d'une des plus grandes figures du mouvement ouvrier français, Gaston Monmousseau, cet anarcho-syndicaliste venu au marxisme-léninisme et qui fut, jusqu'à sa mort, le plus populaire de tous les militants ouvriers.

Monmousseau a écrit seulement deux livres sur les pays socialistes — l'un consacré à la Chine, l'autre à l'Albanie.

Ce vieux militant tourangeau, d'origine paysanne, devenu l'un des dirigeants les plus écoutés du monde ouvrier, nous donne de l'Albanie, telle qu'il l'a vue en 1956, une vision précise, nullement déformée par un enthousiasme d'ailleurs réel, et surtout un certain nombre de prévisions ou de prophéties, comme on voudra, dont il est possible en 1970 de mesurer la vérité. (*Gaston*

Monmousseau, Le Père Tomori ou l'Albanie vue par Jean Brécot, Paris, E. F. R., 1957. Toutes les citations qui suivent sont extraites de ce livre.)

Au temps où Gaston Monmousseau allait de Tirana à Shkodra, il existait bien peu de routes bitumées. On n'y rencontrait guère de camions, mais des charrettes attelées de chevaux ou d'ânes, et surtout ces troupeaux de moutons et de vaches, ces volailles qui terrifiaient, à force de fantaisie, des chauffeurs albanais pourtant capables de coups de frein un peu brusques. Le paysage était splendide. On aurait vainement cherché un restaurant ou un hôtel sur tout le parcours.

Aujourd'hui, le bitume recouvre les routes, sauf dans l'extrême sud, les charrettes n'ont pas disparu, mais elles sont moins nombreuses que les camions. Les coopératives gardent leurs bêtes. Le trajet en voiture est beaucoup plus facile qu'en 1956 ; il existe aussi une possibilité nouvelle : prendre le train.

En outre, pour avoir sillonné dans toutes les directions, non seulement la route de Tirana à Shkodra, mais l'ensemble du territoire albanais, je peux témoigner que j'ai déjeuné dans une multitude de restaurants et de cantines à travers tout le pays. J'y ai rencontré non seulement des touristes, mais surtout des travailleurs.

Heureusement, tout n'a pas disparu du pays que découvrait Monmousseau, on y trouve toujours « la vie, la nature et la belle mer, pour nous qui ne sommes pas des princes ». Mais il n'est plus nécessaire d'ajouter « et qui cassons la croûte comme tout le monde assis sur un tabouret ». Les chaises des cafés ont maintenant des dossiers et, dans tous les hôtels, on trouve des fauteuils profonds à souhait.

Treize ans après Jean Brécot, j'ai visité Shkodra. (*Shkodra, c'est le Nord de l'Albanie, une région qui est restée longtemps, pour des raisons historiques, plus attachée que le centre ou le sud aux traditions.*) Il faudrait aujourd'hui fouiller soigneusement la ville pour rencontrer une femme voilée. On n'en trouverait même pas dans les villages les plus reculés de la montagne, aux pentes abruptes qui dominent la vieille cité. Surtout le temps n'est plus où la mère Esma, chère à Gaston Monmousseau, s'émerveillait d'avoir pu quitter sa cabane en pleine décomposition, aux murs de terre crevés, à la porte et à la fenêtre bâillant de partout, à la toiture éventrée, quant à la cheminée...

« La vieille maison de la mère Esma, n'avait pas de cheminée pas plus que celle de centaines de milliers d'Albanais qui peuplent le pays... »

« Seuls les riches avaient le droit d'avoir une cheminée, dans le temps. » Ils voyaient là un honneur, un signe de noblesse ou de bourgeoisie qu'ils refusaient de partager avec les pauvres gens.

Et c'est vrai que cette interdiction reste étonnamment présente dans l'esprit des masses. Peut-être est-ce parce que la misère pouvait toujours être attribuée à une récolte insuffisante, à la pauvreté de la terre, à une erreur du paysan, alors que l'obligation de faire le feu à même la terre battue, donc d'être enfumé durant tout l'hiver, était visiblement une obligation sociale, une contrainte exercée par les puissants sur les opprimés.

Ainsi comprend-on que la mère Esma ait saisi le bras de Gaston Monmousseau pour l'emmener chez elle vérifier qu'en effet, elle avait pu quitter sa cabane pour une maison où elle disposait d'une pièce pour elle toute seule avec une glace où se regarder et, bien sûr, une cheminée, symbole de la liberté conquise.

Nous ne trouvons donc plus, aux portes de Shkodra, le village de la mère Esma avec sa « vraie maison, plus que neuve pendant qu'une petite Drita de trois ans se promène le ventre et les fesses à l'air ».

La moitié des logements albanais sont neufs et construits par l'Etat ou avec son aide. Il n'est resté du temps jadis que des maisons relativement solides et plus ou moins améliorées. Les cabanes sans cheminée ne sont plus que de douloureux et presque invraisemblables souvenirs.

Oui, tout change, bien que d'une certaine façon les batailles restent les mêmes. Quand Gaston Monmousseau visitait le village de la mère Esma, la coopérative venait de naître — et même de renaître si l'on songe qu'après une timide tentative collectiviste au moment de la Libération, chacun était parti de son côté. Les rivalités entre les paysans, les conflits d'égoïsmes individuels avaient conduit chacun à reprendre son petit train-train séparé et à préférer « tirer le diable par la queue pour son propre compte ». Il avait fallu le don d'un tracteur par l'U. R. S. S. stalinienne pour que la coopérative démarre de nouveau et puisse aller de l'avant.

Gaston Monmousseau explique que le partage des terres entre les agriculteurs risque de remettre en activité tous les ressorts du système capitaliste : toute la cupidité, tout ce besoin de profit, toute cette mentalité qui mène à l'exploitation de l'homme par l'homme. La réforme agraire de 1945-1946 a fait de chacun le propriétaire d'un bout de sol. Et c'est là un premier temps de la libération. Mais, quand des gens s'enrichissent et que d'autres s'appauvrissent comme il est inévitable sous le régime de la ferme individuelle, les plus heureux finissent par accaparer la terre des autres et par les exploiter. C'est ainsi que se reconstitue et que se développe le capitalisme à la campagne. « Et, pourtant, il fallait beaucoup de courage aux paysans, aux voisins de la mère Esma, pour construire des coopératives sur le sol encore pauvre de l'Albanie révolutionnaire, dans la région de Shkodra » en 1956. Comme Monmousseau l'écrivait alors : « Il n'y avait ni eau courante, ni gaz, ni électricité au village, ni école, ni médecin, ni bureau de poste, ni terrain de sport, ni salle de ciné, et même pas de rues, mais tout cela viendra, ils *le* savent : le gouvernement populaire est bien leur gouvernement. »

Tout cela est venu. Aujourd'hui, il suffit de parcourir les rues du même village pour y trouver une bonne partie de ce qui manquait alors : il existe un cinéma, quoiqu'il ne fonctionne pas tous les soirs de la semaine, comme dans bien des petites villes françaises ; le nombre des spectateurs ne le permettrait pas. Il n'y a plus de problème d'eau. L'électricité est partout, à tel point qu'elle sert à tous les usages et rend l'installation du gaz inutile. L'éducation des enfants, les jeux, les spectacles, le sport, les soins pour tous ne font désormais plus défaut. Même si des améliorations demeurent indispensables, elles ne portent que sur des suppléments de confort, de commodité, jamais sur les éléments essentiels de la vie quotidienne.

Ces progrès matériels rapides, cette attention du gouvernement au bien-être matériel de tous ont permis un développement extrêmement rapide de l'esprit communautaire dans les coopératives.

Jadis, celui qui avait fait l'apport de ses terres, de son bétail, décidait parfois de les reprendre. Aujourd'hui, les remparts économiques de l'isolement ou de la solitude sont en train de s'effondrer. On vit à l'heure où les parcelles individuelles disparaissent. On sait que la communauté prendra soin de chacun et que, si quelque catastrophe naturelle s'abattait sur la région, c'est le peuple albanais, dans son ensemble, qui donnerait son soutien à ses frères menacés.

Lors des tremblements de terre qui ont endeuillé le pays voilà quelques mois, la rapidité et l'efficacité des secours spontanés, envoyés des diverses provinces vers la région touchée ont dépassé l'imagination.

C'est là peut-être un des éléments de cette sécurité profonde dans laquelle vivent les Albanais. Ils n'ont pas à se soucier de leur avenir propre. Ils sont libérés de cette angoisse qui existe là où chacun n'est responsable que de lui-même. Au contraire, ils sont libres de reporter leurs initiatives et leurs passions sur les batailles collectives précisément parce que l'individu se sait protégé, assuré d'être défendu ou nourri quoi qu'il arrive.

J'ai retrouvé dans le livre de Monmousseau le récit que me faisait un jour Enver Hoxha : c'est le vieux syndicaliste français qui, à partir de son expérience d'ancien paysan tourangeau, a expliqué aux agriculteurs les secrets de la fabrication du vin. Aujourd'hui, les crus locaux flattent le gosier du touriste. J'ajouterai même qu'ils flattent le gosier des Français, en France. Mais les négociants en gros retirent soigneusement l'étiquette d'origine avant de les vendre dans le public. Il est vrai aussi que le

vin d'Albanie est fort en alcool, qu'il est souvent utilisé pour couper ces piquettes françaises de basse qualité dont le titrage ne permettrait pas la vente sans cet apport extérieur.

Oui, bien des choses ont changé à Shkodra : la femme qui se promène sur les routes ne porte plus un enfant suspendu derrière elle. Seules quelques vieilles filent encore la laine, munies d'une quenouille et d'un fuseau. Encore ne sait-on pas que faire du fil ainsi obtenu. Jean Brécot avait vu construire le complexe Staline, aujourd'hui le combinat Mao Tsétoung s'y ajoute, et les tissus sortent en grande série de ces gigantesques usines textiles.

De même, les costumes régionaux — dont Monmousseau célèbre « la grosse laine et les broderies rouges et bleues, tissées également à la main » mais qui pesaient au bas mot dix-huit kilos et empêchaient la femme de se mouvoir librement — ont été envoyés aux musées. Il faut monter haut dans la montagne pour trouver quelques femmes qui portent encore une version allégée de ces lourds vêtements, même dans cette région de Shkodra qui passe pour plus attachée aux traditions qu'aucune autre.

Ainsi ai-je sillonné les routes — d'ailleurs médiocres — sans y trouver « ces squelettes de dromadaires monstrueux » auxquels notre cher Jean Brécot comparait les dos d'âne albanais. J'ai croisé en montagne d'autres véhicules sans que pour autant ma voiture ait deux roues dans le vide. Je me suis arrêté dans des restaurants. J'ai dormi dans des hôtels. J'ai visité bien des logements neufs. J'ai assisté à la bataille politique pour abolir les derniers restes de l'agriculture individualisée, donc égoïste. J'ai bu le vin des vignes où les paysans suivent les conseils de Gaston Monmousseau. J'ai admiré les robes légères aux couleurs vives qui ont remplacé les harnachements féminins d'autrefois.

Je n'ai pas rencontré dans les rues de Shkodra les formidables moustaches d'Abas Bektechi, à qui Monmousseau demandait : « A quoi bon ce pistolet que vous portez à la ceinture ? », et qui lui répondait : « Ah ! Dame ! à Shkodra on a toujours passé sa vie avec la liberté dans le cœur et un pistolet pour la défendre. » Mais j'ai vu les Albanais, dont chacun a chez lui son arme de guerre, former ensemble, par usine ou par coopérative, des unités armées qui, d'un instant à l'autre, peuvent intervenir contre quiconque prétendrait attenter à leur liberté.

Le passé est-il donc mort ? Oui — s'il s'agit de l'analphabétisme, de la misère et de la vendetta familiale. Non si nous allons plus loin, jusqu'à l'ingéniosité patiente, la solidarité chaleureuse, l'héroïsme silencieux qui ont permis jadis au peuple albanais de survivre et qui animent toujours les combattants du socialisme.

On ne découvrirait plus à Tirana ce marché pittoresque sur lequel le vendeur d'un veston quelque peu usagé disait à Monmousseau : « Je te le vends, c'est pour te rendre service, parce que tu es un ami. » Les tapisseries et les vases à la mode d'autrefois ne sont guère fabriqués que pour l'exportation. Les discussions passionnées entre acheteurs et vendeurs autour de marchandises invraisemblables ont fait place à des procédés plus simples et plus expéditifs. On trouve l'ensemble des objets nécessaires à la vie dans les magasins d'Etat, même si les éventaires ne sont pas ceux de notre société de consommation.

Les objets domestiques, les tissus, les aliments ne manquent pas, le marché de l'occasion disparaît tout simplement parce que les besoins se satisfont par l'achat de marchandises neuves. Ainsi le touriste a beaucoup plus de peine que Gaston Monmousseau à se procurer des « vestes brodées d'or et d'argent », et, surtout, à rencontrer en plein vent des artisans qui sertissent les pierres fines dans « des pièces finement ouvragées ». Comme Jean Brécot le disait lui-même : « Ce marché de Tirana est un marché d'un vieux monde à peine sorti du Moyen Age qui persiste à travers les transformations apportées par la République populaire dans la vie industrielle et commerciale. » Il ne pouvait durer longtemps.

En revanche, nous trouvons toujours les fêtes folkloriques d'autrefois. Elles continuent et elles tendent à s'enrichir parce que le folklore reste vivant. Les paroles des chants populaires mènent leur existence

propre et continuent à évoluer au gré de l'actualité, en fonction surtout des souvenirs différents laissés dans des localités différentes par les combats de la résistance ou de la libération. Sur des thèmes musicaux anciens, l'actualité des scènes suggérées est souvent très frappante. Au fond, tout se passe comme si le passage direct de la communauté villageoise à la société socialiste avait permis au folklore de conserver sa vitalité propre. La fête n'a pas disparu, même si son caractère religieux s'est effacé au profit de l'exaltation d'une volonté révolutionnaire et nationale.

En revanche, la masse des faits nouveaux est écrasante. En 1938 on comptait dans le pays 80 % d'illettrés : il n'en existe plus aujourd'hui. Les adultes, même les vieux, ont fourni l'effort nécessaire pour déchiffrer dans leur quotidien la parole du Parti et des militants révolutionnaires. On comptait 26 000 élèves dans les écoles albanaises en 1938, il y en a 540 000 aujourd'hui. En 1956, Gaston Monmousseau ne trouvait encore que 500 étudiants groupés sous la direction de l'institut supérieur pédagogique. Il en existe plus de 13 000 en 1970, sans compter ceux qui s'instruisent à travers les innombrables « antennes » de l'Université, dans le cadre des entreprises.

Cette véritable révolution scientifique et technique multiplie les cadres intellectuels, mais là n'est pas l'essentiel. Le fait décisif, c'est le succès du programme dont Enver Hoxha entretenait déjà Gaston Monmousseau en 1956 : « Nous sommes en train de créer une classe ouvrière. » A ceci près que Behar Shtylla (*Membre du comité central du parti du Travail.*) pouvait, l'été dernier tenir le fait pour accompli : « Nous avons créé une classe ouvrière, me disait-il. Nous avons maintenant en Albanie une classe ouvrière. »

L'expansion extraordinaire de l'industrie a pour objectif politique essentiel d'inventer, de créer, de forger ce prolétariat que le sous-développement imposé par les Turcs, puis par les fascistes italiens ou allemands, avait empêché de naître. Le temps n'est plus où l'on montrait à Gaston Monmousseau une sucrerie, témoin décisif de l'effort d'industrialisation. Aujourd'hui, il faut vraiment qu'un visiteur le demande pour qu'on lui fasse visiter un bâtiment aussi modeste. De la même manière, la centrale hydro-électrique Lénine, aux environs de Tirana, existe toujours, mais on offre plutôt au voyageur le spectacle des immenses chantiers où s'achèvent en ce moment les installations qui doubleront la production actuelle de courant électrique dans tout le pays.

Ingénieurs, techniciens et ouvriers albanais utilisent un matériel d'une puissance et d'une précision exceptionnelles. Ils parviennent à résoudre à une cadence accélérée les problèmes les plus difficiles. L'industrie a changé d'échelle. Les entreprises qui semblaient, en 1956, le dernier mot de la technique sont désormais rejetées au dernier plan.

Sur cette base solide, quels sont les rapports humains qui sont nés à tous les niveaux de la réalité sociale pour permettre la vie nouvelle et la naissance de l'homme nouveau ? L'objet de ce livre est de répondre à une telle question. Certes la voie parcourue par l'Albanie révolutionnaire est très différente de tout ce que nous pouvons imaginer concernant notre pays. En revanche, le point d'arrivée présente des ressemblances.

L'articulation albanaise de la démocratie d'entreprise et du plan centralisé, le fonctionnement des industries modernes qui se développent avec efficacité et enthousiasme à travers les villes, tout cela n'est pas irréductible à ce qui pourrait se passer en France socialiste à dominante industrielle et réalité agricole fort appréciable, à usines autogérées, mais dans le cadre d'une économie moderne.

Voilà le problème sur lequel nous voudrions insister, non pas en termes de doctrine, d'analyse purement théorique, mais en cherchant à comprendre l'homme nouveau qui grandit dans le cadre d'un pays fidèle aux enseignements du marxisme-léninisme et à la volonté créatrice et contestataire de notre temps.

3 - Vie quotidienne

La paie d'un ouvrier albanais lui permet-elle d'acheter plus ou moins de marchandises que ne peut le faire un ouvrier français ? Il est très difficile de le savoir.

Comment comparer les salaires des ouvriers du bâtiment : en France, ils font chaque année des centaines d'heures supplémentaires alors qu'aucun ouvrier albanais ne peut en réaliser plus de cent quatre-vingts, et seulement dans des cas exceptionnels. Faut-il calculer la paie avec ou sans heures supplémentaires ?

D'autre part, rien ne serait plus commode que de dresser une liste de produits qui existent à la fois en France et en Albanie et d'indiquer leurs prix. Mais, selon que je choisirai une liste ou une autre, j'arriverai à des résultats contradictoires. La façon dont les prix se forment n'est pas la même dans les deux pays.

Lors du cinquième congrès du parti du Travail, Enver Hoxha n'a pas caché la volonté d'empêcher « le libre jeu des prix sur le marché, l'anarchie, la concurrence... ». Il a refusé que « le marché ne se transforme en un régulateur spontané de la production et de la circulation, comme il advient dans l'économie capitaliste et dans les pays où les révisionnistes modernes sont au pouvoir ».

En d'autres termes, les prix sont fixés en tenant compte des besoins, des aspirations sociales, des possibilités d'approvisionnement et des progrès à introduire dans la structure de la production. Le prix de vente au détail des chaussures, des sandales et vêtements de confection pour enfants, est fixé de manière à favoriser les familles nombreuses. On peut acheter à bon compte les instruments aratoires, les outils destinés aux campagnes et, en particulier aux zones de montagne. L'alimentation, les médicaments, les livres sont vendus très bon marché. Le loyer est maintenu uniformément à un maximum de 3 % du salaire, alors que la surface du logement augmente. (*A la différence de la France où M. Chalandon réduit la surface d'une chambre d'H. L. M. de 9 m² à 7 m².*) Les textiles sont abondants, peu coûteux et souvent d'excellente qualité.

Tous ces articles sont moins chers en Albanie qu'en France.

Mais une bicyclette coûte plusieurs semaines du salaire d'un travailleur. Surtout, beaucoup d'articles sont pratiquement introuvables sur le marché normal. La voiture individuelle n'existe pas. Les appareils électroménagers, réfrigérateurs ou aspirateurs, machines à laver ne sont pas très répandus dans les foyers albanais.

Au contraire, n'importe quel ouvrier albanais peut assister à bon compte aux spectacles de toute nature et même participer gratuitement à la création d'un film ou d'un ballet. (*Voir plus loin, le chapitre intitulé « l'homme nouveau ».*) Comment traduire cette possibilité collective en termes de pouvoir d'achat individuel ?

Il doit être clair que l'orientation albanaise ne va nullement dans le sens d'un ascétisme. L'ensemble de la consommation, même individuelle, doit augmenter dans les années qui viennent. C'est d'ailleurs là une raison importante de l'effort en vue d'intensifier la production. Mais il est peu probable que cette consommation évolue dans le même sens qu'aux Etats-Unis, en France ou en Union soviétique. C'est le décalage global qui rend toujours la comparaison difficile.

Enfin, s'il est visible que les Albanais n'ont pas d'automobiles, il est beaucoup plus difficile de savoir si les besoins auxquels répond, en France, la possession d'une voiture, ne sont pas satisfaits d'une autre manière en Albanie.

Le Parti, l'Etat, le Peuple, n'ont pas voulu d'une énorme capitale où s'entasse la moitié du pays. Les maisons n'ont pas été construites en hauteur autour de rues étroites. Des grands ensembles, construits à l'écart des villes, n'existent pas. Partant d'un pays agraire et grâce à leur économie planifiée, les Albanais ont bâti des cités moyennes, à la mesure humaine où la circulation se fait commodément avec quelques transports en commun, des bicyclettes, ou même à pied. Ils ont préservé un style propre de logement et de vie. Chaque jour la foule des promeneurs envahit librement les rues à heure fixe, chacun remonte et descend les principales artères pour rencontrer le plus de gens possible et converser avec eux.

Le fait est qu'aucun Albanais ne possède une voiture particulière. Mais il profite d'une politique qui lui permet d'aller beaucoup plus vite de son domicile à son lieu de travail qu'un Parisien, un Lyonnais ou un Marseillais. Il n'échappe pas seulement aux encombrements. Il dispose de la rue pour sa vie de relations sociales.

Il n'a pas acheté une automobile, mais il a bénéficié d'un avantage difficile à chiffrer en francs ou en lecks. Bien sûr, l'absence de voitures particulières interdit aux promoteurs de construire des logements à des dizaines de kilomètres du lieu de travail. Mais l'Albanie ne tolérerait pas l'équivalent de notre Sarcelles. Qu'en conclure sinon que, comme de nombreux Français, mais peut-être pas tous, l'architecture de Tirana me convient mieux que celle de Paris, de Lyon, ou Marseille ? Nous sommes sur le terrain des préférences, non sur celui des chiffres.

Il est clair, aussi, que les conditions de logement deviennent différentes lorsque la rue est envahie par un enfer d'automobiles ou lorsqu'elle reste libre pour les jeux des enfants et la circulation des piétons. Il n'est pas moins évident que les camions qui circulent constamment sur les routes albanaises pour permettre les déplacements des hommes aussi bien que des matériaux permettent un « camion stop » extrêmement sympathique, tout à fait gratuit... mais qu'on ne peut pas comptabiliser.

Ainsi, au point de rencontre entre les problèmes de circulation et les problèmes de logement, beaucoup de lectures du fait albanais et du fait français sont possibles. S'il s'agit de la quantité de marchandises vendues et achetées, l'Albanie est en retard par rapport à la France. S'il s'agit du niveau de vie, c'est-à-dire de la satisfaction des besoins, la question se complique : la ville albanaise est singulièrement plus accueillante, plus agréable à loger et à vivre que la ville française.

Comment comparer, par exemple, le logement d'un ouvrier français et celui d'un ouvrier albanais ? Il faudrait d'abord tenir compte de l'histoire de la construction dans les deux pays depuis vingt-cinq ans.

Jusqu'à la Libération, l'immense majorité des Albanais habitaient à la campagne dans des villages aux mesures misérables que la guerre devait achever de détruire.

Or, depuis la Libération, la population a plus que doublé.

D'une part, il a fallu loger décemment une paysannerie plus nombreuse que par le passé. D'autre part, le pays a connu l'équivalent de l'exode rural, de la grande ruée vers les centres industriels qui avait eu lieu en Europe occidentale dès le XIX^e siècle. La France, comme les Etats voisins, avait alors subi l'entassement de centaines de milliers de travailleurs dans des taudis putrides. Les paysans chassés de leur terre connaissaient les mêmes souffrances que les immigrés d'aujourd'hui réduits aux bidonvilles, aux hôtels meublés les plus infects, aux foyers « pour célibataires » où habitent bien des hommes mariés, cruellement séparés de leur famille.

Comme il n'existe en Albanie aucun des divers types de taudis que nous avons vu se succéder en France depuis le XIX^e siècle, il faut bien que le régime socialiste ait réussi à contrôler et à organiser l'évolution.

Pour y parvenir, il a mis en œuvre toute une série de moyens d'action.

— Il s'est emparé des logements luxueux réservés à la classe possédante.

— Il a aménagé les logements existants en détruisant les immeubles insalubres, en évacuant une partie des familles vers des constructions neuves — ce qui laissait aux autres une surface plus grande.

— Il a réalisé lui-même — surtout dans les villes — un gigantesque effort de construction.

— Il a fourni, surtout dans les campagnes, les sommes nécessaires pour que les coopératives agricoles bâtissent elles-mêmes les maisons d'habitation.

Il a, depuis 1968, soutenu une initiative de la ville de Tirana en fournissant les matériaux utilisés par les volontaires pour construire de nouveaux appartements. La population d'un quartier constate, par exemple, que plusieurs couples de jeunes mariés n'ont pu trouver de logement indépendant. Elle décide de bâtir un immeuble pour eux.

En 1969, un million d'Albanais — c'est-à-dire la moitié de la population totale, ou encore l'équivalent de toute la population de 1938 — habitaient dans les 130 000 maisons et les 55 000 appartements (*Calculés en unités de deux pièces-cuisine.*) bâtis après la guerre.

Le rythme des constructions n'a certainement pas permis de résoudre tous les problèmes : il reste à vider complètement les vieux logements qui sont encore utilisés. Et le nombre d'occupants des appartements est encore trop élevé : cinq personnes pour un deux pièces-cuisine. Mais le caractère très égalitaire des attributions de logement empêche que l'on trouve dix personnes dans une seule pièce et deux dans un cinq pièces. Le scandale des maisons presque vides et des chambres surpeuplées n'existe qu'en France et non en Albanie.

D'autre part, il a fallu un immense effort pour réaliser, en vingt-cinq ans, des travaux que les pays capitalistes n'ont même pas tous menés à bien en un siècle — adduction d'eau, installations électriques, constructions d'écoles, de locaux commerciaux et administratifs, cinémas, maisons de la culture, routes et rues, voies ferrées pour le ravitaillement, etc.

Dans ce domaine les résultats obtenus sont assez importants pour que de nouveaux moyens soient concentrés sur le logement. Le nombre des appartements bâtis en 1969 a doublé par rapport à celui de 1968 et continue d'augmenter à un rythme rapide en 1970.

Malgré un point de départ beaucoup plus critique l'Albanie ignore les grands drames du logement que la France connaît. Elle pratique des loyers si bas que notre pays ne peut même pas lui comparer les siens. Actuellement, il reste vrai que, dans un appartement de type H.L.M., on trouve en France des deux-pièces occupés par un couple sans enfant et d'autres en « état de surpeuplement critique » — comme disent les services officiels.

Certes, cinq habitants pour un deux pièces-cuisine, c'est encore trop.

Dans la montagne, les conditions d'habitation sont, parfois encore, assez précaires et assez rudes. Dans les coopératives agricoles, la surface disponible pour chaque famille paysanne reste quelquefois restreinte.

Mais le problème du logement ne prend pas une allure dramatique.

La situation actuelle oscille entre un confort modeste et une médiocrité acceptable.

L'effort considérable des services officiels et l'apport nullement négligeable des volontaires permettent ainsi d'augmenter continuellement le nombre et surtout la surface des pièces accordées à chaque

famille. La rapidité de cette production est telle que certains Albanais, encore médiocrement logés, préfèrent attendre avant de faire leur demande ; à deux ou trois ans de distance, ils obtiendront un appartement beaucoup plus agréable.

Sur le plan de l'habitation, en dépit d'un point de départ misérable, l'ouvrier albanais paye moins cher. Et il ne court pas le même risque d'être réduit à un taudis que l'ouvrier travaillant en France.

L'Albanie s'efforce de réduire la différence entre hauts et bas salaires. Cette différence n'a jamais été énorme, mais elle diminue de plus en plus, dans le cadre de la lutte contre la politique suivie par Moscou depuis Khrouchtchev : le « révisionnisme ».

Les Albanais — comme tous les marxistes-léninistes — définissent le révisionnisme de Moscou comme la naissance d'une nouvelle bourgeoisie russe, composée de cadres dirigeants politiques ou industriels qui se détachent des masses et s'opposent à elles. Cette nouvelle classe dirigeante apparaît dans les pays qui se disent socialistes et qui — entre autres erreurs — établissent des salaires par trop inégaux. Mieux payés que les producteurs eux-mêmes les bureaucrates se croient supérieurs au peuple. Ils se convainquent que tout cet argent leur est versé parce qu'ils sont les meilleurs citoyens. Ils confondent, peut-être de bonne foi, le mérite du militant avec son avancement et l'intérêt collectif avec celui de leur caste.

Comme la bourgeoisie française au temps de la Révolution, ils identifient les buts, les besoins de la société tout entière, à ceux de la classe à laquelle ils appartiennent.

En Albanie, le Peuple, le Parti et l'Etat tendent à l'égalité totale des rémunérations. Pourtant ils ne peuvent y parvenir que par étapes. Actuellement, l'échelle des salaires va de un à trois, c'est-à-dire qu'un ministre gagne trois fois autant qu'un balayeur. Dans une même entreprise, le directeur ne gagne pas deux fois ce que reçoit le manœuvre.

Certainement la différence est sensible. Mais elle n'est pas suffisante pour permettre le passage d'un style de vie à un autre. Quand le manœuvre rencontre le directeur, il n'est pas en présence d'un homme dont le genre d'existence est fondamentalement différent du sien. Logement, vêtements et nourriture de l'un et de l'autre se ressemblent assez pour que tous deux puissent se comprendre.

Les Albanais ne pensent pas qu'il est actuellement possible de payer tout le monde au même tarif. Il faut qu'un manœuvre ait matériellement intérêt à devenir un ouvrier qualifié, que celui-ci trouve un profit à acquérir le savoir d'un technicien, etc. Mais ils réduisent sans cesse l'importance de cet appât du gain au profit des « stimulants moraux » — sentiment de solidarité socialiste, joie du travail créateur, patriotisme révolutionnaire, service du peuple...

Pour déterminer l'échelle des salaires, la distinction entre travail qualifié et non qualifié n'est pas seule à intervenir. La paie et certains avantages sociaux ne sont pas les mêmes pour un travail pénible et un travail relativement facile.

Les mineurs bénéficient de rémunérations élevées. Lorsqu'un labeur est dur et qu'il demande, en outre, une compétence particulière, le salaire d'un ouvrier peut atteindre celui d'un ministre. C'est le cas des conducteurs d'engins lourds sur le chantier de la grande centrale hydro-électrique en cours de construction. Ils manœuvrent au millimètre près leurs monstres d'acier. Ils font preuve d'une adresse et d'une force incroyables. Ils gagnent 30 à 40 % de plus que le directeur. J'ai demandé à ce dernier comment il réagissait à cette situation. « Je la trouve toute naturelle, me dit-il, même avec cette différence de salaire je n'aimerais pas changer de place avec ces camarades. »

Cette réponse est très révélatrice de la mentalité albanaise : le travail physique est considéré comme aussi important que le travail intellectuel.

A l'intérieur de l'entreprise, la fixation des salaires est d'ailleurs en cours de modification. Pour séparer plus clairement l'effort collectif de l'intéressement égoïste et pour faire un nouveau pas vers l'égalité, les normes individuelles sont de plus en plus remplacées par les normes collectives. Toutefois, l'introduction de celles-ci se fait lentement, graduellement, pas à pas. Il n'est pas possible de réaliser, par décret, une transformation révolutionnaire des esprits et des pratiques. Les survivances capitalistes freinent évidemment ce mouvement.

Dans une usine textile, par exemple, toutes les travailleuses de certains ateliers conduisent le même nombre de métiers. Les Albanais disent que c'est là un atelier de « front égal », où chacun reçoit un salaire égal. Mais, si le nombre des métiers varie d'une ouvrière à l'autre, une prime modeste viendra récompenser les plus actives.

A la campagne, le passage aux normes collectives est particulièrement avancé dans les fermes d'Etat et les coopératives de pointe. Chaque équipe a une tâche à remplir et réunit des paysans dont l'adresse et la force sont très différentes. Pourtant la rémunération est la même pour tous les membres de la « brigade ».

L'industrie est donc, sur ce point, quelque peu en retard, sauf dans certaines usines chimiques ou dans les centrales électriques, c'est-à-dire dans les secteurs où la mesure du rendement personnel est impossible.

Au combinat textile Mao Tsétoung on cherche de nouvelles formes de division du travail : il s'agit d'attribuer à chaque travailleur, non pas un certain nombre de métiers, mais certaines opérations qu'il pratiquerait sur l'ensemble des métiers de l'atelier. A ce moment la tâche deviendrait effectivement collective. Le processus de fabrication effacerait les différences entre l'œuvre d'un individu et celle d'un autre. On en viendrait donc à l'égalité totale des salaires à l'intérieur d'une même brigade.

Pourtant, même si cette tentative réussit, l'équipe restera libre de réduire la part de l'un de ses membres s'il fait preuve de trop peu d'activité.

En outre, l'égalité des salaires *à l'intérieur d'une même brigade*, n'est pas l'égalité pour tous les travailleurs de l'entreprise.

Sur les perspectives d'avenir, certaines nuances séparent les camarades albanais. Certains pensent qu'il faut tendre, dès les années qui viennent, vers un salaire identique pour tous. D'autres s'en tiennent à une distinction classique de Marx : ils opposent la première étape socialiste de la révolution, pendant laquelle le salaire est proportionnel au travail et la deuxième période, vraiment communautaire. Or, disent-ils, nous n'avons même pas encore construit le socialisme. Il faudra longtemps avant d'arriver à une paie égale pour tous.

Quoi qu'il en soit, l'échelle des salaires entraîne des contestations. Mais elles sont résolues sans trop de peine. Par exemple, lors de la création de l'usine Soude caustique, la première en son genre de toute l'Albanie, comment fixer les rémunérations ?

En l'absence de conventions collectives, la direction avait tenté d'établir une classification des travailleurs par rapport à la métallurgie. Mais cette grille de salaire ne satisfaisait pas tout le monde. Les ouvriers ont alors créé des commissions qui, à l'intérieur de l'usine, ont d'abord examiné la difficulté des différentes tâches, puis ont comparé ces tâches avec celles des ateliers où s'opère la transformation des métaux. Il a fallu quelques semaines et, dans certains cas difficiles, quelques mois, pour résoudre toutes ces questions. Toute inquiétude a disparu dès que le soin de résoudre le problème a été confié aux travailleurs eux-mêmes.

L'égalité des salaires pose encore un problème aux Albanais. En revanche, la loi sur les assurances sociales, établie dès 1945 et plusieurs fois revue et corrigée, notamment en 1966, place tous les salariés sur le même plan.

Ouvriers, employés et cadres bénéficient tous du même régime — même s'ils interrompent leur travail pour suivre une école, pour leur service militaire, etc. Avec le salarié, sont protégés aussi les membres de sa famille y compris son père ou sa mère, voire ses frères et sœurs ou ses grands-parents. Les travailleurs ne payent pas un centime de cotisation, tous les frais sont pris en charge par l'Etat.

Le montant des prestations versées en cas de maladie ou d'accident varie en fonction du salaire, de l'ancienneté à l'entreprise et du caractère pénible du travail. Toutefois, il est calculé de manière à atténuer les inégalités : plus le salaire est bas et plus l'indemnité touchée par le malade se rapproche des 100 % de la paye. Dans le cas d'une incapacité temporaire de travail, les prestations versées atteignent de 70 à 100 % du salaire moyen du dernier mois.

L'invalidité définitive donne lieu au versement d'une pension qui, selon les cas, s'élève à 70 ou 85 % du salaire mensuel moyen lorsque tout travail est désormais interdit. Elle est fixée à 40 ou 60 %, lorsque le travailleur reste capable d'assumer une tâche facile et de faire face à des horaires réguliers.

Quand un travailleur est hospitalisé, il bénéficie à la fois de la gratuité complète et des indemnités de maladie.

En outre, les syndicats prennent souvent en charge des dépenses complémentaires, notamment en faveur des enfants d'assurés sociaux.

Mais, en fait, le versement de prestations ne représente que 20 % des dépenses de sécurité sociale. L'essentiel demeure une assistance médicale gratuite pour tous les salariés. Il est infiniment plus facile qu'en France d'obtenir l'envoi d'un malade dans un sanatorium ou une station climatique et thermale, ou un séjour en maison de repos, souvent en famille. La prise en charge est complète : il n'y a rien à payer.

L'hygiène est très développée. Elle comporte l'éducation physique, l'aménagement de la vie quotidienne, les précautions et les congés réservés aux femmes enceintes ainsi que les horaires de travail allégés accordés aux mères qui allaitent leurs enfants. Elles ont droit à un minimum de six heures par semaine !

Il n'existe évidemment pas, en Albanie, de clinique privée ni, dans les hôpitaux, de services où le malade « personnel » du « grand patron » est traité avec des précautions particulières et installé à part.

Pour les soins à domicile, comme dans les maisons de repos, en passant par toutes les étapes intermédiaires, il n'existe pas de différence entre un paysan et un ministre.

C'est d'ailleurs ce que manifeste la loi votée en 1963 par l'Assemblée populaire : « L'assistance médicale est fournie gratuitement par l'Etat à tous les citoyens de la République Populaire d'Albanie qu'ils soient ou non au service des institutions, entreprises ou organisations étatiques coopérées ou sociales. »

Comme l'observent les Albanais, « cet aspect de notre organisation sanitaire atteste du profond humanisme socialiste qui caractérise le pouvoir populaire et prouve que l'homme, chez nous, est le capital le plus précieux ». (*Réponses aux questions sur l'Albanie, 1969, Tirana, p. 446.*)

C'est en partie grâce à ce système que la population d'Albanie a doublé depuis la Libération, atteignant en mars 1968, le chiffre de deux millions d'habitants. Elle le doit principalement à l'effondrement du taux de mortalité passé de 17 pour 1 000 à 8,4 pour 1 000. La durée moyenne de la vie d'un Albanais

passé de trente-huit ans en 1938 à soixante-six ans en 1968, c'est-à-dire qu'elle dépasse l'âge moyen auquel parviennent les citoyens de bien des pays capitalistes avancés.

L'accroissement des dépenses destinées à la Sécurité sociale est rapide, massif, évident. Le développement de l'équipement sanitaire a absorbé en 1965 — dernière année du troisième plan — des fonds 180 fois plus élevés qu'en 1938.

Toute comparaison devient impossible lorsqu'on passe de la quantité des soins à leur qualité. Les relations établies entre ceux qui soignent et ceux qui sont soignés ne ressemblent ni de près, ni de loin à ce que nous connaissons en France. Dans nos dispensaires et nos hôpitaux, les malades n'ont pas la possibilité de discuter avec le médecin, moins encore de le critiquer. Ils se trouvent placés devant un personnage tout-puissant qui use et abuse des mystères de la science et des détours de l'administration. C'est là une conséquence directe de la distance sociale qui existe entre les hommes : un chef de service hospitalier, par son niveau de vie, appartient à la bourgeoisie moyenne ou grande. Ses subordonnés l'appellent, tout naturellement « le patron ».

Un ouvrier est déjà placé habituellement tout en bas de l'échelle sociale par le capitalisme. Quelle déchéance lorsqu'il est privé de la seule valeur que le monde du profit lui reconnaisse : celle de travailler. Pour le « patron » et ceux qu'il influence, le salarié qui ne peut gagner sa vie n'est plus un adulte, un homme au plein sens du terme. Il n'a même pas le droit d'être informé sur son état.

En outre, l'insuffisance tragique du personnel hospitalier, notamment en infirmières, conduit à considérer que le seul bon malade est celui qui se tait, donc qui accepte, bref à lui imposer une sorte d'héroïsme silencieux et enfantin. Les hôpitaux albanais ne disposent pas d'un matériel plus moderne que le nôtre, tout au contraire. Mais le malade y garde une dignité. Les conditions de travail du personnel permettent que des discussions aient lieu avec lui. Le médecin ne se permet pas d'imposer sans expliquer.

La population d'ailleurs n'hésite pas à exprimer sa satisfaction ou son mécontentement à l'égard de ceux qui la soignent. Dans l'arrondissement de Tirana, j'ai vu un dentiste être renvoyé à la production, comme ouvrier ; ses clients se plaignaient, sinon de l'hygiène et de l'efficacité de ses soins, du moins de son comportement à leur égard, de son indifférence pour leur souffrance, et de l'attitude de supériorité qu'il adoptait avec eux.

Devant l'impossibilité d'obtenir une autocritique ou une modification effective de son comportement, il a semblé nécessaire de lui donner le moyen de se retremper parmi les travailleurs, de se mêler plus étroitement à leur vie. Ce sont ses camarades d'atelier qui décideront de son retour éventuel à sa profession d'origine après une expérience positive.

De ce point de vue, un dentiste ou un médecin n'est pas traité autrement qu'un enseignant, un employé en rapport avec le public ou les vendeuses d'un grand magasin, bref, quiconque est placé par ses fonctions au contact des hommes et non des choses. Si la population d'un village ou d'un quartier se montre mécontente de la façon dont elle est traitée dans un hôpital ou un dispensaire, dans un établissement commercial ou culturel, le Front démocratique (*Organisation de masse groupant tous les Albanais sur la base du quartier.*) organise une réunion à laquelle sont convoquées aussi bien les personnes qui se plaignent que celles dont elles se plaignent. Les échanges d'informations, les tentatives d'explications réciproques suffisent, en général, à dissiper les malentendus ou à modifier les attitudes peu fraternelles. Mais, en dernier ressort, et s'il n'est pas possible de trouver un terrain d'entente, il faut inviter l'employé, l'artiste, le médecin à s'engager dans un travail physique dur, dans une tâche manuelle. L'expérience montre que des hommes ou des femmes qui ne parvenaient pas à communiquer ailleurs avec leurs camarades, peuvent trouver à l'usine un climat nouveau, une atmosphère où il devient possible de se rencontrer vraiment.

Dans un langage qui n'est pas celui des Albanais, je dirais volontiers que la coopération, au niveau des gestes de travail, peut rendre possible le sentiment que nul ne saurait vivre sans tenir compte des autres et communiquer avec eux.

Il s'agit là d'une mesure rééducative qui plaît rarement à l'intéressé. Dans la mesure où l'attitude d'un homme gêne la population de tout un quartier, il est bien difficile de ne tenir compte que de sa volonté individuelle. Si la morale socialiste suppose une certaine fraternité dans la vie de groupe, on voit mal comment, dans un nombre limité de cas, des mesures de ce genre pourraient être évitées.

La liberté de tous ne peut être à la merci d'un seul.

En 1945, un Albanais ne quittait son village que contraint et forcé. Au temps du roi Zog et de l'occupation, un voyage n'allait pas sans danger. Le travail ne laissait guère le temps de prendre la route. Et, à peine sorti de sa communauté rurale, le paysan se sentait quelque peu perdu.

Malgré les premières migrations vers les villes, la création des maisons de vacances a devancé la demande de la population. Même pour des séjours gratuits, ou presque, toutes les places disponibles n'étaient pas occupées. Puis, en Albanie comme en Europe de l'Ouest, les citadins ont pris goût aux déplacements. Les paysans ont pris le même chemin. Les brassages de population provoqués par le travail volontaire ont accéléré le mouvement. Un autre changement intervenait : les quelques estivants albanais allaient autrefois de l'Adriatique à la montagne. Aujourd'hui le mouvement se fait en sens inverse. On voit même les habitants de merveilleux villages aux paysages inoubliables et aux lacs intérieurs somptueux se précipiter vers les plages de sable. Le bord de la mer et la chaleur parfois très forte attirent une foule d'Albanais.

Je suis sans doute partial, dans la mesure où Pogradetz (*A la frontière yougoslave.*) est devenu pour moi, à quarante-six ans, quelque chose comme un village natal. Mais je ne me fais pas à l'idée que ses habitants abandonnent en plein mois d'août son rivage où les eaux sont à la fois assez chaudes pour qu'on s'y baigne, et suffisamment fraîches pour que le climat reste stimulant. Même s'ils émigrent vers une mer aussi bleue que l'Adriatique !

Quoi qu'il en soit, le fait est là. Si 42 % des Français se déplacent à l'occasion des vacances — et à peine un ouvrier sur quatre — la grande majorité des travailleurs albanais va se tremper dans l'eau salée. Il est vrai que, dans ce pays, il suffit de parcourir 50 kilomètres pour passer de la montagne à la campagne et de la campagne à la mer !

Les maisons de vacances et de repos reçoivent à peu près la moitié des estivants, et dans des conditions de confort tout à fait satisfaisantes et très bon marché. En effet des accords sont pris entre ces hôtels et les syndicats qui versent une somme importante pour que le prix de pension soit très bas. Les travailleurs dont le labeur est le plus dur — les mineurs par exemple, peuvent presque tous bénéficier de cet avantage.

A l'autre extrémité de la chaîne, les fonctionnaires, même de rang élevé, doivent attendre que vienne leur tour, une année sur trois ou quatre.

L'autre moitié des estivants a encore plusieurs possibilités. Ils peuvent aller à l'hôtel en payant eux-mêmes le plein tarif. Pour y parvenir, cependant, il faut avoir mis un peu d'argent de côté pendant l'année. En revanche, il existe des solutions à très bon compte : par exemple, on a construit, à la limite de la plage et de la route, des bungalows composés d'une pièce et d'un coin cuisine. Ces logements sommaires, bâtis sur le sable même, sont à la portée de toutes les bourses. Les familles nombreuses en occupent plusieurs, sans se ruiner. Cette formule correspond aux besoins des Albanais qui, pendant leurs congés payés se comportent comme tous les estivants classiques, ils passent leur journée à se rôtir au soleil ou à se promener.

Plus en retrait par rapport à la mer, et le plus souvent abrités d'arbres, les campings commencent à se développer dans la région de Durrës. L'occupation du terrain est pratiquement gratuite, et, comme le ciel albanais est invariablement bleu en été, cette solution est intéressante. Elle pourrait peut-être dispenser l'Etat de poursuivre l'énorme effort entrepris en vue de construire des hôtels sur des kilomètres de côtes.

C'est là une perspective d'autant plus séduisante que les congés payés seront prolongés d'ici quelques années. Il faudra augmenter dans les mêmes proportions le nombre des places disponibles pour les « vacanciers ».

Actuellement, certaines catégories, comme les mineurs et les enseignants, sont seules à disposer de plus de quinze jours par an. Or les ouvriers français ont trois semaines au moins, souvent quatre.

Faut-il en conclure que les travailleurs de notre pays sont privilégiés sur ce point ?

La nécessité d'un long repos annuel se fait beaucoup moins sentir en Albanie que dans notre pays. On ne connaît pas, là-bas, les cadences, ni le travail répétitif et monotone. Les villes gardent des espaces verts. Les rues, les avenues ne sont jamais encombrées par la circulation trépidante. Nul n'a à subir l'entassement dans les transports en commun ou les déplacements interminables entre le lieu d'habitation et le lieu de travail.

En France, quand les congés payés de trois semaines ont été rendus obligatoires, les experts patronaux eux-mêmes ont reconnu que cette durée trop courte ne permet pas une récupération complète de la fatigue nerveuse (*La fatigue nerveuse n'a rien de mystérieux ; elle touche les tissus nerveux, les neurones, elle est plus grave que la fatigue musculaire.*) accumulée en douze mois. En Albanie, au contraire, les horaires et les rythmes modérés de travail, les conditions générales du labeur et du logement sont beaucoup plus favorables.

Naturellement, seules les nécessités pratiques de la construction du socialisme s'opposent provisoirement à ce que la période de repos dure un mois — ou davantage. Dès à présent, il faut reconnaître que les vacances de l'ouvrier français sont plus longues mais qu'il a plus rarement la possibilité d'aller les passer au bord de la mer. Sur le terrain de la santé, lorsque l'Albanais termine ses congés payés plus courts, il est pourtant plus reposé — médicalement parlant — que le Français.

La vie quotidienne n'est pas monotone en Albanie. On n'éprouve pas un besoin intense d'y échapper, comme en France. Elle est marquée par des événements simples et joyeux qui ne ressemblent tout à fait ni aux fêtes rituelles du Moyen Age, ni aux loisirs agités des pays capitalistes industrialisés.

Chez nous, les distractions s'opposent au travail, par les endroits mêmes où ils se déroulent. Se détendre, se reposer, c'est d'abord quitter l'usine. L'entreprise albanaise n'est pas seulement un lieu où l'on gagne sa vie. Plus proche du domicile qu'en France et surtout plus égalitaire et plus fraternelle, elle offre à la famille ouvrière tout un éventail de possibilités.

Les crèches et les garderies sont nombreuses. Les enfants peuvent au besoin y passer la nuit. Même le repas du soir peut facilement être emporté de la cantine sous forme d'aliments préparés. La femme n'a donc pas besoin de faire la cuisine chez elle. Elle a le temps de se reposer. Dès les vacances scolaires, ce sont les cars de l'usine qui, le plus souvent, conduisent garçons et filles à la campagne ou encore au bord de la mer. Les fonds syndicaux permettent de créer des orchestres, de donner des soirées dansantes, ou bien d'organiser des pique-niques dont les Albanais sont friands.

Dans les usines, les groupes de théâtre, les activités artistiques, la danse, le chant, les variétés, les montages de sketches, les activités sportives se multiplient. Les anniversaires et les fiançailles donnent lieu à des fêtes. De nombreux travailleurs s'y retrouvent pour célébrer un mariage.

Il ne faut pas non plus oublier que les ouvriers peuvent, quand ils le veulent, quitter la machine pour aller prendre un café au bar de l'entreprise, que l'atelier est le lieu naturel de ces discussions syndicales, personnelles ou politiques très importantes pour les Albanais, — peut-être en souvenir des palabres villageois.

Bref, l'unité du milieu de travail et du milieu de vie est beaucoup plus forte en Albanie qu'en France.

Et que dire des expéditions lancées vers le travail volontaire à la campagne, à la montagne, sur la voie ferrée ? L'effort musculaire est moins grand que celui de certains skieurs, encore qu'il ne soit pas négligeable. Ce dur labeur ressemble davantage à une compétition sportive — avec le fanion rouge de l'émulation socialiste — qu'à la vie professionnelle en usine. L'effet de dépaysement — y compris le changement d'air — l'enthousiasme de cette existence nouvelle se vivent en compagnie de camarades d'usine. Le point de départ en est l'entreprise.

La part de l'existence placée sous le signe de l'entreprise n'est donc pas écrasée sous un système de contraintes monotones. La vie dans les quartiers a repris et transformé les aspects les plus communautaires des habitudes villageoises.

Dès lors, l'Albanais n'a pas ce que nous appelons des loisirs : un temps vide où, puisque je ne travaille pas, je n'ai, au sens strict du terme, rien à faire. Ses activités ne lui sont pas présentées par voie d'affiches publicitaires. Elles ne s'étalent pas devant lui comme un spectacle destiné à le distraire. Il n'a pas de loisirs, en ce sens qu'il n'est pas le locataire désœuvré d'une civilisation de l'ennui.

Son usine, son quartier sont des centres de vie où naissent spontanément, à la fois en lui, dans ses désirs, et hors de lui, chez ses copains, des besoins d'action beaucoup trop nombreux pour une journée qui n'a jamais que vingt-quatre heures.

Qu'il s'agisse seulement de se distraire, ou de s'informer ou de se cultiver, l'Albanais conduit son temps libre comme une action militante. Il s'y engage, non pour que les heures coulent plus vite, mais pour vaincre.

En France, l'immense succès de la pêche à la ligne révèle ce qu'est un loisir. (*Bien sûr, les amateurs de pêche « sportive » les plus divers ne sont pas des pêcheurs comme les autres. D'ailleurs pour couper court à toute susceptibilité, disons que ce que j'écris s'applique seulement aux pêcheurs qui ne me lisent pas.*) Au bord de l'eau, mon bout de bois à la main, je laisse passer le temps sans devoir rien à personne.

Pendant les congés payés, les Albanais connaissent une détente très complète bien qu'ils préfèrent d'interminables va-et-vient en groupe, d'un bout de la plage à l'autre, à notre somnolence sur le sable. Pourtant, même durant ce repos privilégié, ils mènent une discussion inlassable, un débat qui n'est pas dépourvu de signification politique.

Les mineurs du cuivre que j'ai rencontrés à la maison de repos de Durrës avaient le choix entre un très grand nombre de distractions — du spectacle donné par les troupes d'artistes amateurs du festival local jusqu'au match de football. Mais la présence d'un marxiste-léniniste étranger était plus attrayante que tous les divertissements offerts. Si je n'avais pas été là, ils seraient sans doute, m'ont-ils dit, allés au cinéma. Mais un spectateur albanais n'est pas un badaud passif. Les deux mineurs se seraient interrogés sur la valeur du film comme instrument d'expression et de mobilisation politiques.

Au théâtre, ils auraient discuté les initiatives prises par les membres des diverses troupes et l'action de la pièce sur la mentalité des spectateurs.

En France, il serait difficile d'en faire autant sans apparaître comme un personnage pédant ou ennuyeux, ou, en tout cas, comme quelqu'un qui ne sait pas s'amuser.

En Albanie, cette manière de sentir et de parler vient sans effort. Les centres d'intérêt spontanés de la vie privée sont souvent très proches des centres d'intérêt collectifs. On passe des uns aux autres sans s'en apercevoir, tant ils font partie de la même réalité quotidienne.

Je parle à un voisin de son neveu qui est malade. Je m'intéresse très sincèrement à sa santé. Une fois rassuré sur ce point, je demande ce qu'il fait à l'école — et s'il est suffisamment rétabli pour partir comme volontaire sur la voie ferrée l'été prochain. Même sur sa vie d'écolier proprement dite, je ne pourrais pas dire grand-chose sans en venir à évoquer la révolutionnarisation qui se développe partout dans l'enseignement. Où commence la conversation personnelle ? Où finit le débat politique ?

Différent du loisir moderne, le repos albanais est-il resté fidèle au style traditionnel ?

Il existe, en Albanie, des fêtes populaires assez proches de celles du Moyen Age, en ce sens que chacun y a sa place. Rien n'oblige plus personne à l'occuper. Mais quel ancien combattant se dispenserait d'évoquer l'anniversaire de la Libération ? Quel jeune se montrerait indifférent à un tel souvenir ?

La fête plonge ses racines dans un folklore très ancien.

Les chants populaires qui datent de la guerre constituent comme toujours en pareil cas le prolongement de la transposition d'hymnes de victoire légués par le passé.

De telles fêtes tendent à devenir l'occasion de manifestations politiques très actuelles. Et les rencontres, les échanges, les discussions dans les entreprises et les quartiers n'ont eux, rien de rituel. Chacun y prend des initiatives, mène le débat à sa façon, défend les idées qui lui semblent justes, donc assume un rôle personnel qui ne lui est dicté par aucune tradition.

Enfin, une grande partie du temps de repos se passe en famille. L'Albanais est en train de faire l'apprentissage de sa liberté nouvelle, de s'arracher aux traditions patriarcales qui ont pesé si lourdement sur la femme et l'enfant pendant des siècles. Il lui faut inventer — un peu au jour le jour — des rapports humains d'un type nouveau. Un homme ne peut pas se conduire avec son fils comme son propre père l'a fait avec lui. Il ne suffit plus de répéter le passé. Il faut réagir, trouver ses propres réponses aux questions que pose la famille. Or, l'Albanie sort tout juste d'un régime plus féodal encore que bourgeois. La distance à parcourir était grande. Le travail d'ajustement au monde moderne ne s'est pas fait sans efforts.

Ce bouillonnement révolutionnaire ne ressemble pas à la succession monotone et indifférente des jours. Il ne favorise pas un mode d'existence inerte ou passif. Il met en œuvre une intimité chaleureuse. Il rend nécessaire la rencontre d'hommes, de femmes et même d'enfants qui ne peuvent transformer le monde sans se transformer eux-mêmes.

4 - Les machines et les villes

En France, au XIX^e siècle, l'expansion des usines et des villes s'est accompagnée d'innombrables souffrances. En dépit de la croissance extrêmement rapide des entreprises et des cités, l'Albanie libérée n'a pourtant jamais présenté ce visage incohérent et lugubre.

Dans le monde capitaliste le paysan est littéralement chassé de son exploitation. Il quitte sa ferme, non parce qu'il souhaite tenter l'aventure citadine, mais parce qu'il est mis dans l'impossibilité de subvenir sur place à ses besoins. Il perd son indépendance de petit exploitant pour tomber sous la coupe d'un patron. Il faut « pointer » à l'usine. Un salaire de manœuvre peut paraître intéressant, vu d'une ferme.

Quand il faut acheter le moindre légume, payer un loyer H.L.M., et le métro ou l'autobus quotidien, la paie se révèle bien insuffisante.

Dans une situation aussi nouvelle et aussi difficile, le bouleversement des habitudes familiales et personnelles crée une forte résistance qui empêche le nouveau citoyen d'acquiescer les manières de vivre et de penser les plus favorables à l'adaptation.

En Albanie, le problème est totalement différent. Sur le seul plan économique, un jeune ouvrier, sorti en général d'un milieu paysan, était déjà, au lendemain de la Libération, conscient de participer à la progression extrêmement rapide de son propre pays. Il découvrait cette marche impétueuse vers le mieux-être, dans sa propre vie quotidienne.

Bien entendu, le moteur albanais a eu aussi ses ratés. Il a fallu du temps pour que les habitants des masures rurales s'adaptent à la vie dans les quartiers de Tirana.

On raconte encore aujourd'hui l'histoire de ces paysans qui prétendaient faire monter leur âne, leur mouton, leur chèvre ou leurs volailles dans la salle de bains. Voilà une dizaine d'années, dans une grande administration, un employé avait tout simplement fait entrer un agneau dans la cour. Il était en train de l'égorger, conformément à tous les rites de la boucherie traditionnelle, lorsque des dizaines de têtes effarées apparurent aux fenêtres...

Voilà le dernier des événements pittoresques, mais gênants, qui constituent le folklore des paysans de Tirana.

Il peut encore y avoir des difficultés : le village albanais est une grande famille, il faut du temps pour remplacer les cousins par les voisins de palier. Dans l'ensemble, le virage est pris, les liens communautaires se forment dans l'immeuble ou le quartier de Tirana. Ses habitants, en effet, se rencontrent et se prennent réciproquement en charge, au fur et à mesure de leur arrivée à la ville. L'état d'un bâtiment, le fonctionnement de l'école, la conduite des enfants, la situation de la femme sont autant de réalités à partir desquelles tout un mode de vie est mis en question par la communauté.

Mais la collectivité villageoise — telle qu'elle existait en Albanie avant l'ère des coopératives — associait les familles de manière limitée : chacune d'entre elles cultivait son propre champ, même si d'antiques traditions de solidarité favorisaient les plus pauvres. La division du travail rend chaque ouvrier beaucoup plus dépendant des autres salariés que le paysan ne l'était de ses voisins. Dès lors, les rapports humains noués à l'occasion de la production industrielle deviennent beaucoup plus intenses. Ils brisent le cadre de l'égoïsme personnel et familial et créent des liens qui peuvent être riches d'amitié, ou même fertiles en conflits, mais qui ne permettent pas l'indifférence.

Dans un pays sans traditions industrielles, chaque ouvrier est donc confronté à la nécessité d'inventer, pour lui-même et pour ses camarades, une certaine façon d'entrer en contact. La question décisive est alors de savoir si chacun apparaîtra à tout autre comme représentant une menace possible pour ses minuscules privilèges individuels, son bien-être et la sécurité de son emploi. Les patrons français le savent bien : ils multiplient les différences de salaire pour deux postes de travail identiques afin de créer méfiance et jalousie.

En outre, dans une entreprise capitaliste, l'autorité des bureaucrates s'impose lourdement : chaque travailleur se sent contraint à des tâches absurdes. Il se sent dépouillé des richesses qu'il produit. Ainsi grandit une « tristesse ouvrière » qui pèse sur les relations entre égaux et une discipline passive, une hiérarchie presque militaire avec ses sous-officiers gueulars et ses officiers distingués.

J'ai passé dans une dizaine d'entreprises albanaises un temps qui pouvait varier d'une demi-journée à une journée entière pour essayer de comprendre comment le climat de l'usine, le caractère collectif des décisions prises, les rapports entre la base et le sommet, les critiques réciproques d'ouvriers les uns par

les autres, des cadres ou de la direction par les ouvriers influent sur la mentalité d'un prolétariat de fraîche date.

L'usine albanaise est un centre de culture et d'enseignement. Chacun peut y trouver le moyen de s'instruire et de passer des examens et, d'autre part, les bibliothèques, les arts, les sports. Toutes ces activités mobilisent non seulement des individus, mais des groupes. Ainsi des échanges de toute nature ouvrent sans cesse aux travailleurs de nouveaux horizons. Beaucoup s'y engagent avec passion et vivent pleinement cette nouvelle forme d'aventure.

Plus modestement, les pique-niques, les excursions, les fêtes où les familles et parfois les amis sont invités favorisent des contacts humains à la fois plus larges et plus personnels.

Bien entendu, ce climat chaleureux a pour effet indirect d'élever le rendement du travail. De même la montée du savoir rend les gestes ouvriers plus efficaces, comme le savent tous les spécialistes de la formation professionnelle dans les régions du monde où l'industrie ne s'est pas développée depuis longtemps.

Il faut comprendre à quel point la mentalité d'un peuple change lorsque sont introduites, par exemple, des montres ou des horloges. Tant qu'on ne peut pas déterminer l'heure avec précision, l'organisation générale de la vie reste assez incertaine. Plus encore, il est impossible de définir avec exactitude quelle peut être la rapidité ou l'ampleur d'un mouvement, même s'il s'agit de mes propres gestes, tant que l'habitude n'est pas prise d'employer un instrument de mesure, fût-ce un mètre de couturière. On sait qu'un morceau de fer est petit ou grand. Mais calibrer au millimètre l'échancrure d'une pièce de métal, voilà qui est tout bonnement impossible. De même, tout objet reste qualifié, très approximativement, de lourd ou de léger. Nul ne peut songer à déterminer avec rigueur quel est son poids.

Une tâche industrielle ne se présente pas de la même manière non plus, dans un pays où n'importe quel enfant peut, en appuyant sur un simple bouton, abolir la nuit et dans une région où l'homme peut seulement allumer une chandelle, donc créer un cercle de lumière précaire et menacé. Son rapport avec les forces naturelles n'est pas le même dans les deux cas. Et son efficacité dans le travail change du même coup.

Il a donc fallu un immense effort pour transformer une certaine façon de voir et de toucher les choses, pour que l'ouvrier et le cadre atteignent en vingt-cinq ans à un niveau élevé de technicité, comme pour faire triompher le collectivisme dans les groupes d'usine. Ce progrès foudroyant exige, techniquement, l'introduction du machinisme, humainement, la transformation de la famille et de l'école, des loisirs et de l'organisation des travailleurs, du quartier et des villages, des transports et de la presse — bref, du milieu de vie tout entier.

Aucun peuple n'aurait réussi à assimiler aussi vite une telle masse de réalités et d'informations nouvelles, à s'arracher à la pensée et aux mœurs traditionnelles, sans cet immense enthousiasme national et révolutionnaire qui soulève l'Albanie depuis le premier jour où la lutte armée s'est engagée contre les occupants fascistes.

Rien n'est plus difficile que de changer la vie en profondeur. Ce n'est pas trop pour y parvenir que d'avoir conquis la liberté les armes à la main.

Il reste que cet élan nécessaire ne pouvait triompher à lui seul : il fallait que l'esprit de la victoire s'inscrive dans les tâches précises d'une planification centralisée — délibérément conçue et établie par la classe ouvrière elle-même. La Yougoslavie voisine ne montre-t-elle pas, en exportant sa main-d'œuvre et en subissant le chômage, ce qu'il en coûte de renoncer aux principes du plan pour revenir à l'économie de marché ?

Il est d'ailleurs moins difficile de remettre l'organisation de l'économie aux mains des travailleurs que de concilier leur liberté avec les incertitudes et les nécessités aveugles du marché, d'autant plus contraignantes que la concurrence et la loi du profit imposent leur fatalité.

Pour mieux comprendre la transformation révolutionnaire de l'industrie albanaise, il faut aller là où le changement est le plus profond : dans les usines ultra-modernes où les machines et surtout les rapports sociaux noués entre les hommes dans la production ne peuvent plus avoir grand-chose de commun avec l'atelier artisanal ou la fabrique de jadis. *(Seul un ingénieur pourrait entrer dans la description technique des installations industrielles modernes. Mais il faudrait examiner avec lui les commandes passées par les industriels aux chercheurs qui conçoivent les machines. Dans les conditions du monde moderne, ces commandes font peser l'esprit du capitalisme dans la construction des machines. Ce qui pose un problème aux révolutionnaires même en Albanie, faute de pouvoir inventer une technologie socialiste. Mais cette question ne peut être abordée dans le cadre d'un simple reportage.)*

L'étude d'usines neuves présente un autre avantage : ce sont les mêmes installations industrielles qu'on retrouve à Paris et à Tirana. Si la technique décidait de tout, la vie devrait rester la même quand on passe d'une entreprise française à une entreprise albanaise. Or, il n'en est rien.

Il faut donc conclure que les grandes transformations politiques et sociales qui ont bouleversé le pays d'Enver Hoxha, que la démocratie de masse pratiquée sur une grande échelle, ont un effet très direct sur l'existence quotidienne des travailleurs albanais, leur style de vie et de travail, leur moral.

Je milite, en France, depuis trente ans aux côtés de la classe ouvrière. J'ai été secrétaire d'une union locale de la C.G.T. Comme sociologue, je me suis, dans une grande mesure, consacré aux problèmes concrets du monde du travail. Peut-être mon expérience n'est-elle pas seulement celle d'un « intellectuel » au sens courant du mot. Qu'on n'écarte donc pas trop vite mon témoignage.

Ce qui me frappe, dès que j'entre dans une usine albanaise moderne, c'est que les travailleurs ont, dans leur grande majorité, moins de trente ans. La jeunesse est en effet la couche d'âge la plus instruite. Elle est plus souple, plus capable de s'adapter à des machines inconnues encore. Elle est plus disponible : les vieilles entreprises ont toujours besoin de leurs ouvriers. Elles laissent parcimonieusement partir quelques militants qui viennent aider au démarrage des nouvelles installations, rien de plus.

La génération montante est plus mobile : elle n'a pas encore d'attaches professionnelles. Elle arrive à la vie adulte au moment où se montent les usines modernes. Enfin n'oublions pas que le pays a une natalité galopante et que, par conséquent, la proportion des jeunes dans l'ensemble de la population active est beaucoup plus forte qu'en France ou aux Etats-Unis. Ils ne sont d'ailleurs pas seulement à la pointe des campagnes pour le travail volontaire ou la préparation sportive et militaire. Ils jouent un rôle important dans la bataille des idées. A L'Azotik de Fieri, par exemple, ce sont eux qui ont lancé l'étude des œuvres d'Enver Hoxha.

Dans la grande banlieue de Tirana, l'usine Le Tracteur est à l'avant-garde de l'industrie mécanique. *(A l'heure où j'écris ces lignes le complexe d'El Basan ne fonctionne pas encore. Mais son entrée en ligne est une question de semaines. Alors Le Tracteur ne représentera plus la technique la plus avancée.)* Elle fournit des pièces détachées aux machines agricoles. Elle compte 1 700 ouvriers dont 80 % ont moins de 30 ans. Les femmes représentent 55 % de la main-d'œuvre : elles étaient jalousement enfermées dans la maison — ou mieux — dans l'exploitation agricole familiale avant la Libération.

On peut rencontrer jusqu'à 70 % de filles dans d'autres usines transformatrices de métaux comme les Tréfileries de Shkodra. Il en va de même dans le textile, comme le combinat Mao Tsétoung de Bérat.

L'industrie chimique résiste davantage : 33 % de femmes seulement travaillent à l'Azotik de Fieri, moins encore dans le bâtiment. Mais là aussi la campagne est engagée. En effet, les femmes montent à l'assaut de tous les secteurs de la production. A l'Azotik de Fieri, par exemple, l'ingénieur en chef a été

vivement critiqué parce qu'il ne voulait embaucher que des hommes et des jeunes gens. Tout en proclamant le principe de l'égalité des sexes, un certain nombre de cadres ne parvenaient pas à mettre la pratique en accord avec la théorie. Il a fallu de très vifs débats pour écarter ces préjugés. Les responsables syndicaux, les militants du Parti se sont lancés dans la bataille pour convaincre l'ensemble du personnel. Ils y sont parvenus. Depuis lors, le pourcentage des femmes embauchées augmente régulièrement.

C'est aussi après un effort réel d'explication politique que les jeunes filles ont eu accès aux postes de chefs d'atelier ou de chefs d'équipe. Une d'entre elles dirige la salle de commande de ce bijou électronique qui contrôle la totalité des installations de l'Azotik. Et là, 99 % des cadres sont féminins.

Cette bataille pour l'égalité des sexes a été livrée et gagnée malgré les incertitudes des femmes elles-mêmes.

« J'ai été placée la première à la tête d'un atelier, me dit une jeune fille. Les garçons placés sous mes ordres me regardaient avec étonnement. C'était d'autant plus difficile qu'il s'agissait d'une équipe fonctionnant sur la base des 3X8, c'est-à-dire que tantôt j'étais de travail de jour et tantôt de travail de nuit. Bien sûr, les garçons me regardaient avec surprise, en biais. Mais le plus grave, c'est que je n'avais pas confiance en moi. Je me demandais si j'étais bien qualifiée pour diriger des hommes. Quand ils ne voulaient pas m'obéir, je n'étais pas loin de leur donner raison. Nous avons éliminé ensemble, peu à peu, les vieilles conceptions, les vieilles manières de vivre et de penser. Et tout a bien marché. Aussi, quand un autre chef d'atelier est parti, la place a été vacante. On a décidé que le plus ancien des ouvriers prendrait sa place. Comme l'usine ne fonctionne que depuis trois ans, le plus ancien à ce poste de travail, c'était une jeune fille. Elle a fait mieux que d'autres. Depuis ce moment, le nombre des chefs d'équipe et des chefs d'atelier recrutés parmi les femmes augmente continuellement.

« Au début, j'avais surtout peur de diriger l'entraînement militaire et les discussions politiques. Maintenant, personne ne fait plus attention au fait que c'est une femme qui dirige. On en a pris l'habitude. »

Une pareille confiance mérite qu'on s'y arrête. L'intense propagande politique en faveur de l'égalité entre l'homme et la femme a suffi pour que cette jeune fille puisse accéder à un poste de responsabilité. Elle ne s'est pas heurtée à une hostilité véritable. Mais elle partageait la surprise de ses camarades devant cette situation nouvelle. Elle était gênée de se trouver dans un rôle qui ne correspondait pas aux traditions albanaises. Lorsque les travailleurs se tournaient vers elle, elle sentait peser à la fois sur ses épaules l'héritage du passé, marqué par le long esclavage de la femme, et sa tâche nouvelle. Elle était soutenue dans son effort par le fait qu'en Albanie un chef d'atelier n'est pas nommé sans l'accord de ses camarades. Mais elle se sentait soumise à une double série d'attentes, de demandes, d'exigences contradictoires.

Les autres travailleurs non plus n'avaient pas effacé d'un seul coup toutes les vieilles pensées. Ils la regardaient à la fois comme une jeune fille, au sens traditionnel du terme, et comme un responsable compétent, fonction que les coutumes d'autrefois auraient réservé à un homme d'âge mûr ! Et cette même difficulté existait dans son propre esprit.

Il a vraiment fallu que son atelier invente, avec elle, une nouvelle manière de se conduire et par conséquent de sentir et de penser. Il y a un peu de tout dans l'attitude de ses camarades : une admiration étonnée, le sentiment de la protéger contre les dangers inconnus, mais réels... et un respect très viril pour sa qualification professionnelle.

Les femmes albanaises de cinquante ans ont beaucoup plus de peine encore à se trouver tout à fait à l'aise dans les tâches d'initiative ou de responsabilité. Certaines se cantonnent dans des activités techniques où leur compétence est telle qu'elles sont en sécurité. Elles laissent alors aux hommes le

soin d'apporter l'information ou l'analyse politiques. Il leur faut découvrir peu à peu qu'elles en sont, elles-mêmes, parfaitement capables.

Parfois aussi, amenées à s'exprimer, elles le font un peu malgré elles. Par exemple elles ne prendront la parole, dans un débat, que pour donner le point de vue de l'union des femmes. Alors, on sent une tension qui persiste, mélange de timidité et d'agressivité qui n'est pas encore tout à fait éliminé.

Au contraire, écolières et lycéennes ont grandi entre des parents qui cherchaient déjà à résoudre ces problèmes. Leur génération a encore bien des découvertes à faire. Mais rien n'est plus frappant, pour un visiteur français, que la participation intense des filles à toutes les activités professionnelles, politiques, militaires auxquelles peut se livrer la jeunesse albanaise.

Il s'agit là d'un progrès continu : une différence existe entre celles qui ont vingt-cinq ans et celles qui ont quinze ans. Les adolescentes, surtout à la ville, à peine sorties de l'enfance, ont un style beaucoup plus direct, une aptitude beaucoup plus grande à animer l'action de groupes mixtes que la moyenne des petites Françaises du même âge.

Voilà longtemps qu'ont été balayés les obstacles dressés par les institutions d'autrefois devant le développement de la femme. Mais les traces d'un tel passé dans les esprits et dans les cœurs sont autrement plus durables.

Cette présence massive des jeunes et des femmes n'est pas — on s'en doute — la seule caractéristique de la main-d'œuvre albanaise. En raison d'une structure économique qui détermine à l'avance, et avec précision, les points de ventes des marchandises produites, les services commerciaux sont réduits au minimum. Il n'y a guère de bureaux juridiques ou contentieux : les éventuels désaccords des entreprises entre elles et avec le Plan ne se règlent pas par des procès. Enfin, l'organisation du travail ne se décide pas au sommet, dans un quelconque « bureau des méthodes ». Responsables et cadres techniques apportent leurs connaissances. Et ce sont les ouvriers qui tranchent, en fin de compte, par leur pratique. Tant et si bien que le personnel des bureaux est réduit à sa plus simple expression.

Une usine comme Le Tracteur compte en tout vingt-cinq employés, y compris les magasiniers, les spécialistes du laboratoire et le bureau technologique. En revanche, elle rassemble 1 700 travailleurs manuels, soit 300 à l'atelier de mécanique, 250 à la fabrication des pièces de machines-outils, 50 à la trempe thermique, 150 à l'entretien et à la réparation de l'outillage, 100 à la forge et 500 à la fonderie, sans oublier les chauffeurs, les ouvriers hautement qualifiés qui confectionnent les modèles, etc.

A la centrale thermo-électrique de Fieri, on compte 420 ouvriers en activité pour 14 administratifs, 21 ingénieurs et 16 petits cadres que l'on peut considérer comme improductifs, tels que les chefs d'atelier chargés de fonctions d'organisation et de planification. A Fieri encore, la raffinerie de pétrole compte 550 ouvriers pour 11 administratifs, 11 ingénieurs et 150 techniciens.

Il semble donc assez paradoxal de considérer le développement massif des bureaux, au détriment des ateliers, comme une nécessité de l'industrie moderne. La société capitaliste emploie, certes, un grand nombre de salariés à des tâches non manuelles, même à l'intérieur des usines. Mais le patronat exploite et multiplie de tels salariés, tout en les écartant de la production, en raison des besoins de son système social et non par obligation technique, non comme une contrainte venue des machines modernes. Plus le temps passe et plus le capitalisme développe des activités parasitaires et artificielles : les services publicitaires et commerciaux sont uniquement destinés à forcer la vente des produits que le marché est spontanément incapable d'absorber, notamment par insuffisance du pouvoir d'achat. Le contentieux est là parce que les diverses entreprises et l'Etat bourgeois lui-même, sont incapables de s'entendre.

En Albanie, le développement économique lui-même prend un sens nouveau — celui de la constitution socialiste. La politique est partout au poste de commandement.

Visitons chaque atelier de n'importe quelle usine : des ouvriers au directeur, chacun raconte l'histoire de son entreprise en termes de bataille politique.

Beaucoup de travailleurs ont pu voir, par exemple, que les experts soviétiques, après la mort de Staline et l'arrivée de Khrouchtchev au pouvoir, ont refusé de participer soit à la construction de l'usine, soit à la formation du personnel albanais. Ils ont constaté que la recherche des minerais et du pétrole a été sabotée par Moscou. Ils approuvent le gouvernement de Tirana de commercer modestement avec l'Ouest, tout en refusant ces crédits, en apparence confortables, qui mettent le pays emprunteur sous la coupe du prêteur. En fin de compte, depuis la mort de Staline, l'Albanie a bénéficié d'un seul appui extérieur : celui de la république populaire de Chine.

Pékin parle à ce propos de « soutien réciproque ». Les révolutionnaires chinois considèrent comme très importante à l'échelle mondiale l'existence d'un pays européen qui soit resté fidèle au marxisme et au léninisme après la trahison de Khrouchtchev. Par son exemple, par ses actes, par ses liens avec le mouvement ouvrier, l'Albanie constitue un bastion. Elle résiste avec honneur aux attaques de l'impérialisme international et de ceux qui, à Moscou, rêvent de s'entendre, de se réconcilier avec les capitalistes.

Pour toutes ces raisons, il existe une aide économique chinoise. Elle est à la fois importante et limitée ; elle représente environ 10 % du commerce extérieur albanais. Et, même si la Chine populaire disposait de beaucoup de devises, elle n'augmenterait sans doute pas tellement.

Comme le dit Mao Tsétoung : « Chacun doit compter sur ses propres forces. » Le fonctionnement habituel, quotidien, continu de l'économie albanaise ne doit pas dépendre d'une aide extérieure qui, certes, ne lui ferait jamais défaut volontairement, mais dont elle peut être coupée par des événements internationaux graves.

Si la vie de l'industrie et des travailleurs albanais avait dépendu de l'arrivée des cargos chinois, la fermeture du canal de Suez à la navigation aurait, en 1967, provoqué une crise extrêmement sérieuse. Bien entendu, ces bateaux viennent toujours en faisant le tour de l'Afrique, mais il est bien évident que la durée et les conditions du trajet se sont trouvées transformées.

Actuellement, l'aide chinoise prend souvent l'aspect des devises nécessaires pour l'achat d'un matériel ultramoderne, en Italie, en Suisse, en France, etc. Ces importations supposent un certain équilibre des forces, un certain état de paix armée entre les pays révolutionnaires et ceux qui ne le sont pas. L'économie albanaise ne doit pas être à la merci d'une brusque aggravation des conflits internationaux.

Les apports chinois ne peuvent donc être utilisés pour faire tourner la machine économique albanaise, pour assurer des crédits de fonctionnement. Ils constituent des crédits d'équipement, destinés à l'achat de machines nouvelles. Presque toutes les entreprises où je suis passé ont bénéficié, lors de leur création, d'une aide internationaliste des camarades chinois — toujours mentionnée avec insistance.

Les Albanais soulignent que Pékin est avant tout soucieux de ne pas changer des rapports fraternels en rapports de dépendance. Ils apprécient d'autant plus cette politique de liberté qu'ils ont toujours reproché à Khrouchtchev son orgueil fanfaron, sa volonté de transformer le parti communiste et l'Etat soviétique en Parti-père et en Etat-père, dominant les petits enfants albanais.

Le matériel, livré par les Chinois ou acheté avec leurs devises devient aussitôt propriété complète, totale, définitive des Albanais. Les donateurs n'ont plus et ne veulent plus avoir droit de regard sur l'utilisation qui en est faite. En cas de besoin, les experts chinois interviennent au moment de la création de l'entreprise albanaise pour aider des techniciens ou des ouvriers qualifiés à s'adapter aux machines nouvelles. Mais ils restent très peu de temps ; dans les entreprises où je suis passé ce séjour était de six mois, sauf dans un cas exceptionnel où il atteignait un an.

En outre, comme leur présence est brève, leur nombre est extrêmement limité. J'ai parcouru l'Albanie du nord au sud et de l'est à l'ouest. En fait, j'en ai rencontré une quinzaine à la fois à l'hôtel Dajti de Tirana : c'est justement là où les camarades albanais reçoivent volontiers leurs hôtes étrangers. Mais jamais davantage. L'image fabuleuse d'une Albanie colonisée par des soldats aux yeux bridés, dont les mitrailleuses surveilleraient les rues, relève du folklore ou plutôt de l'intoxication.

Les spécialistes chinois sont extrêmement populaires en Albanie, parce qu'ils se refusent à accepter une rémunération ou un train de vie supérieurs à ceux des Albanais eux-mêmes.

Depuis la mort de Staline, les experts soviétiques se rendaient de plus en plus insupportables à ce peuple fier. En outre, ils coûtaient très cher. Un ingénieur fraîchement arrivé de Moscou touchait un traitement égal à quatre fois celui du président de la république populaire d'Albanie. Les Chinois, au contraire, sont aussi efficaces techniquement que discrets et respectueux des décisions de leurs hôtes. Ils acceptent volontiers les échanges politiques, mais s'abstiennent soigneusement d'intervenir dans les affaires intérieures du pays.

Le peuple albanais accueille l'aide chinoise en lui donnant son véritable sens : celui d'une solidarité politique et par conséquent d'une fraternité de combat. Il faut dire que tous ces mots prennent une signification nouvelle quand on les replace dans le cadre de l'histoire vécue par les Albanais. C'est ainsi que la construction des installations thermo-électriques de Fieri devait être achevée en 1961-1962. Mais le gouvernement de Moscou, en raison de son conflit idéologique avec le parti albanais, a tout d'abord freiné la mise en place des programmes, puis, en 1962, annulé, sans consulter Tirana, tous les accords qui liaient les deux pays.

A ce moment le gouvernement chinois — sans même attendre la signature d'une convention officielle — a repris le projet sur de nouvelles bases techniquement plus modernes. Bientôt la production d'énergie commençait. Tous les travaux étaient terminés le 1^{er} mai 1967.

Politiquement, les travailleurs de la centrale de Fieri sont ainsi amenés à comprendre l'histoire de cette réussite industrielle comme une victoire dans la bataille engagée contre le révisionnisme, c'est-à-dire contre la politique opportuniste de droite affirmée par Moscou, et contre le social-impérialisme, c'est-à-dire l'utilisation de la force économique d'une grande puissance pour s'emparer du pouvoir de fait dans un pays étranger. Les ouvriers de Fieri ne séparent donc pas leur travail de leur volonté farouche de défendre l'Albanie révolutionnaire assiégée. A tout instant ils sont prêts à faire face en maintenant la production même si la moitié des travailleurs doit être envoyée au front.

La rupture totale de l'U.R.S.S. avec toute tradition de solidarité a été cruellement ressentie dans un pays où le souvenir du soutien désintéressé reçu au temps de Staline reste vivant. Plus la fidélité à une amitié ancienne à l'égard du peuple de l'U.R.S.S. est intense, émouvante, permanente, plus la condamnation de la politique actuelle de Moscou est forte et profonde. Les révolutionnaires albanais ont la conviction d'avoir été trahis. Après avoir été longtemps, en Europe, liés à tous les pays du puissant camp socialiste de 1945, ils se savent aujourd'hui menacés par les armées du Pacte de Varsovie. L'affection pour l'allié chinois est à la mesure de la souffrance provoquée par la volte-face de l'U.R.S.S. et des « démocraties populaires ».

La rupture avec les dirigeants de Moscou a, certes, une racine théorique. Mais elle ne s'est pas limitée à un débat intellectuel. Elle a été, elle est toujours constatée, ressentie, vécue comme une trahison. A une date donnée, les experts soviétiques ont commencé à saboter les projets et les programmes industriels. Les géologues sont devenus brusquement incapables de déceler l'existence d'un minerai, là même où, dès leur départ, il a été reconnu et extrait sans aucune difficulté.

En 1962, les Albanais ont terriblement souffert. La production agricole s'effondrait, faute de pièces détachées pour réparer les machines agricoles, faute de tracteurs, faute d'engrais chimiques, de camions, de wagons, de cars. Toutes ces livraisons soviétiques étaient prévues par le plan. Les denrées

alimentaires faisaient défaut. Et Khrouchtchev ne daignait même pas répondre lorsque les Albanais lui rappelaient les engagements pris.

Le blocus décrété par Moscou en 1962 a donc très profondément marqué l'ensemble de la population, alors privée de ravitaillement et de transports, donc cruellement atteinte dans sa vie de tous les jours.

Par voie de conséquence, construire une ville nouvelle, une usine, une centrale hydro- ou thermo-électrique, développer la culture du blé ou des pommes de terre, rendre la montagne aussi fertile que la plaine, ce ne sont pas pour les Albanais de simples slogans officiels. Ils ne voient pas là des mesures prises en haut lieu ou le projet de planificateurs lointains. Ils savent qu'il s'agit de leur propre combat. Une expérience récente et cruelle leur montre qu'il existe un lien étroit entre économie et politique, entre le révisionnisme soviétique et le niveau de vie albanais ou la bataille de la production.

Même quand deux ouvriers font les mêmes gestes de travail à Paris et à Tirana, le sens de leurs actes est entièrement différent. L'un dépense ses forces en vue d'assurer un profit au patron — ou à l'Etat-patron, ce qui ne change rien à l'affaire. Pour l'autre, chaque pièce de tracteur, chaque gramme de fil, chaque centimètre de tissu, est une victoire remportée sur un ennemi infiniment plus puissant sur tous les plans : industriel, militaire, diplomatique et qui, cependant, est tenu en échec par la petite Albanie.

Pourtant, l'usine albanaise emploie des machines récentes. Ses installations sont très semblables à celles des usines françaises. Or les travailleurs de notre pays souffrent de ne plus pouvoir faire, sur ces chaînes modernes de fabrication, qu'un labeur répétitif, monotone et contraint. Les ouvriers d'un pays révolutionnaire échappent-ils à ce destin ?

Une machine ne peut pas porter la responsabilité de l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle ne devient un instrument d'oppression que dans le cadre du système capitaliste. Ce ne sont pas les installations d'une entreprise occidentale qui refusent d'embaucher les travailleurs à partir de quarante ans. Ce sont les patrons qui imposent des cadences impitoyables en vue de réaliser le maximum de profit.

En Albanie, l'homme passe avant le rendement matériel. L'accélération du travail reste subordonnée à un refus très clair de transformer l'ouvrier en automate, uniquement bon pour produire le plus possible. Par exemple, dans le combinat Mao Tséoung, les travailleurs les plus lents conduisent quatre métiers. Les plus rapides parviennent à contrôler 14 métiers. Il est techniquement possible de dépasser ce plafond. Certaines ouvrières ont voulu faire mieux et davantage. La direction et leurs camarades ont refusé : il existe un seuil à ne pas franchir, une limite à ne pas dépasser. Il faut s'arrêter avant que l'équilibre physique, nerveux des travailleurs ne soit mis en danger.

En somme, tant que les salariés perfectionnent leur adresse jusqu'à contrôler 14 métiers, il s'agit d'une progression acquise grâce à une meilleure correspondance entre l'organisme humain et la machine sur laquelle il doit agir. Il est normal que l'expérience du monde industriel et une meilleure compréhension des possibilités de l'outil permettent à chacun d'améliorer son rendement dans des limites données. En revanche, il n'est pas question de pousser le travail au maximum, de le rendre systématiquement plus intense jusqu'au moment où, comme en France, des salariés de quarante ou quarante-cinq ans deviennent incapables d'accomplir leur tâche simplement parce que leurs réflexes se sont légèrement ralentis.

Il reste que les machines modernes présentent encore un autre danger. Tout ce qui chez l'artisan, puis chez l'ouvrier professionnel d'autrefois était pensée, imagination, conception, tâche intelligente a disparu avec les outils du temps jadis. Il revient moins cher d'employer des ouvriers sans qualifications ; ces manœuvres, ces « O.S. » sont plus facilement remplacés s'ils se révoltent. En d'autres termes, l'organisation scientifique du travail est faite contre les ouvriers, contre ceux qui se servent de leurs mains. Les techniciens des bureaux des méthodes sont chargés de toute l'activité intelligente dans la

production. Comme le disait l'Américain Taylor : « On ne vous paye pas pour penser, on emploie d'autres gens pour cela. »

Les ingénieurs des pays capitalistes industrialisés sont donc amenés à construire des machines qui ne demandent aucune initiative, aucune réflexion personnelle. Comme le remarque un sociologue, très officiel, Georges Friedmann, « l'homme n'est plus que le bouche-trou de la mécanisation ». Il coûte parfois moins cher d'employer des êtres humains plutôt que des dispositifs mécaniques en vue d'accomplir une quelconque besogne d'exécution.

La Chine populaire et l'Albanie révolutionnaire ne peuvent réinventer toutes les machines. Comment éviter que l'emploi de matériel conçu en pays capitaliste ne se traduise par la transformation des travailleurs en simple prolongement de leurs outils ?

Le prodigieux développement de l'Albanie exige l'emploi des machines les plus modernes. Seule une révolution technique et scientifique permet d'aller de l'avant, de mécaniser les travaux manuels, sans allonger abusivement la journée de travail. Ce sont les installations les plus récentes, les dispositifs où intervient l'automatisation, ceux dont le rendement est le plus élevé qui sont généralement importés. L'Albanie se refuse à se tourner vers les techniques déjà dépassées ailleurs. Elle multiplie d'autant plus les efforts dans ce sens qu'elle manque terriblement de main-d'œuvre, étant donné l'intensité de son effort industriel. Usines et machines sont à la pointe de l'évolution.

Pourtant, il serait absurde d'en conclure que le travailleur albanais se sent réduit à un travail monotone, répétitif. A la centrale thermo-électrique de Fieri, bien qu'aucun poste de travail ne rappelle celui de l'O.S. travaillant à la chaîne, une certaine monotonie des gestes et des tâches a été combattue. Vingt-quatre cours de formation professionnelle sont ouverts aux 420 ouvriers, non seulement pour améliorer leur qualification, mais surtout pour les rendre capables d'occuper plusieurs postes de travail différents dans une seule journée. Certes ils se cantonnent, en général, dans des métiers de même famille, mais les opérations à accomplir, les gestes à effectuer n'en sont pas moins différents les uns des autres.

Si, par hasard, un salarié manifeste une passivité croissante, s'il semble abattu par la nature de sa vie professionnelle, alors il est retiré d'une équipe qui assure un travail monotone. Il s'oriente vers une autre dont le labeur est plus divers ou présente des aspects plus intéressants. D'une manière générale, la centrale applique un principe de rotation : les ingénieurs, par exemple, vont du laboratoire à la brigade de production. Les ouvriers aussi. C'est là un moyen d'accroître les initiatives personnelles comme celles du groupe. L'expérience a prouvé que la production, loin d'être diminuée par cette méthode, s'en trouvait plutôt accrue.

Pour rendre de tels changements possibles, le mot d'ordre est d'acquérir chaque année la pratique de plusieurs postes de travail nouveaux. La diversification du labeur est recherchée comme un moyen de développement personnel. Un tourneur, par exemple, sera affecté à la fabrication tantôt de pistons, tantôt de chambres de pistons, tantôt d'autres pièces.

En outre, un ouvrier amené à changer de ville peut plus facilement trouver de l'embauche dans une autre entreprise s'il a plusieurs cordes à son arc.

Enfin, l'acte de travail peut être extrêmement simple mais exiger, pour être compris, une bonne information scientifique et technique. Par exemple, dans une usine chimique, un ouvrier doit rester assis devant une table de commande et observer si le gaz carbonique est à la concentration voulue. Tant que l'aiguille reste fixée sur un chiffre, en l'occurrence 65, la situation peut être considérée comme normale. Si elle s'abaisse et si elle tend vers 63 ou 62, une intervention est nécessaire. Bien entendu, il n'est pas difficile de lever ou d'abaisser un levier, et, en fait, rien de plus n'est demandé aux ouvriers. Mais les travailleurs qui sont orientés vers de telles tâches risquent de se croire inutiles s'ils ne comprennent pas ce qui se passe. Ils doivent connaître la portée de leur responsabilité dans ce

contrôle de la fabrication, — savoir avec précision ce qui arriverait s'ils n'intervenaien pas. Ce qui suppose ici la connaissance du rapport entre variations chimiques et variations de température.

Ce sont donc les travailleurs instruits qui ont à surveiller les appareils de ce genre, c'est-à-dire, au fond, à faire les gestes les plus simples mais inclus dans un processus de production compliqué. Une certaine égalité se trouve ainsi restaurée.

Certes, en Albanie, les grandes chaînes de production industrielle n'existent pas. Un marché de deux millions d'habitants est trop restreint pour que la fabrication en très grande série soit souvent indispensable. L'exportation ne suffit pas pour modifier fondamentalement cette situation. Mais à défaut de travail à la chaîne — au sens étroit du mot — les temps de travail nécessaires au fonctionnement d'une machine pourraient être fixés par le chronométrage. Or, nul n'a jamais rencontré de chronométrateur au pays d'Enver Hoxha !

Certains vieux militants et techniciens albanais ont eu l'occasion de voir fonctionner les usines Ford, à Détroit aux Etats-Unis, Renault à Paris ou Volkswagen en Allemagne. Ils sont tous d'accord pour dire que l'évolution des techniques ne conduira jamais les travailleurs de leur pays à répéter le même geste toute la journée.

Il existe bien des solutions possibles ; la journée de travail peut être considérablement diminuée si le rendement augmente massivement. Des tâches actuellement confiées à des ouvriers dans le monde capitaliste peuvent être mécanisées à leur tour dans le monde socialiste — par exemple l'approvisionnement d'une machine ; placer interminablement des plaques de tôle, l'une après l'autre, dans les dents d'acier qui se referment sur elles, ce sont des gestes qui doivent être confiés à un automate.

L'ouvrier qui approvisionne la machine peut fort bien être remplacé par d'autres machines. Le problème n'est pas techniquement insoluble. Seulement, aux yeux du capitaliste, il se réduit à une question de prix : il coûte parfois moins cher d'employer des êtres humains que des dispositifs mécaniques compliqués, réglés par des cerveaux électroniques. Le socialisme fait passer le souci de l'homme au premier plan.

On peut encore faire tourner une équipe tout entière ; elle se consacre aux tâches monotones, après deux ou trois ou quatre heures d'activité, selon les nécessités. Puis elle est affectée à des tâches d'initiation. De telles solutions sont affaire de volonté et d'imagination, dès l'instant où l'homme est mis au poste de commandement, avant même les résultats de la production. Les problèmes posés par des activités monotones, fastidieuses contraintes peuvent être résolus.

En écoutant les militants albanais, je pensais qu'en France les vigneron girondins du Bec-d'Ambès, chassés de leurs vignes par la crise de l'agriculture, auraient sans doute pu trouver un équilibre en faisant alterner la surveillance des installations pétrolières et le labeur paysan.

Enfin, dans les usines albanaises, personne ne pointe plus. Au lieu de passer un ticket dans un appareil enregistreur, le travailleur est accueilli par ses camarades d'atelier. La direction n'a donc plus à assurer le contrôle. Bien entendu, aucune équipe ne tolérerait indéfiniment qu'un de ses membres arrive tous les jours avec une demi-heure ou une heure de retard.

Ce refus d'exercer une surveillance bureaucratique, cette volonté de reconnaître aux travailleurs eux-mêmes le droit de régler leurs propres affaires, même à ce niveau très modeste, rendrait bien difficile leur asservissement à un super-automate qui penserait ou déciderait à leur place.

Il n'existe pas de brèche par où le travail monotone et contraint puisse introduire son pouvoir en Albanie.

5 - La main et le cerveau

L'arrivée d'un marxiste léniniste en Albanie est suivie d'un séjour, au besoin bref, dans la capitale où sont pris quelques contacts. Les visites de coopératives rurales ou d'établissements industriels commencent tout naturellement dans l'arrondissement de Tirana. Mon enquête sur l'industrie albanaise s'ouvre, en 1969, par la visite d'une entreprise qui produit des pièces de rechange pour le matériel agricole : l'usine Le Tracteur.

Dès mon arrivée, je suis reçu par un groupe de camarades qui m'expriment les regrets d'un absent : le secrétaire du syndicat ne pourra pas venir, il suit des cours à l'Université.

Habitué, comme tout Français, à la division du travail intellectuel et du travail manuel, je m'étonne : « Qu'est-ce qu'un ouvrier peut bien faire à l'Université ? »

Il y poursuit la formation professionnelle continue qui permet à un manoeuvre de devenir, en quelques années, ingénieur en chef ou directeur d'entreprise.

Notre secrétaire de syndicat, par exemple, a suivi des cours techniques et secondaires à l'usine. Il finit maintenant la première année de faculté des Sciences. Il va donc recevoir, dans un peu plus de deux ans, le titre de licencié et devenir ingénieur en mécanique. *(Tous les diplômés albanais d'enseignement supérieur sont obtenus de la même manière. Il n'existe pas, par exemple, de grandes écoles d'ingénieurs, séparées de la faculté des Sciences.)*

Il suit actuellement à Tirana des cours de mathématiques et de physique. Mais il reçoit à l'intérieur de l'entreprise tout le reste de sa formation. Cette méthode lui permet de continuer ses études, en restant à l'usine.

Ainsi, entré au Tracteur avec une instruction primaire, il a pu, sans abandonner l'usine, sans quitter la classe ouvrière, arriver à l'équivalent albanais du baccalauréat mathématiques-technique. Il va faire trois années d'enseignement supérieur et prendre, en fin de compte ses fonctions d'ingénieur, *sans avoir à aucun moment rompu avec un milieu prolétarien.*

Il n'a été désigné ni par la direction, ni par de mystérieux psychologues qui lui auraient posé des questions bizarres. Il a été élu par ses camarades de travail. Les assemblées d'ouvriers ne peuvent pas savoir si le camarade choisi détient le meilleur « facteur G » comme disent les spécialistes américains, ou la plus forte intelligence générale, pour parler plus simplement. Mais ils ne se trompent guère quand il faut désigner un copain capable d'acquérir une formation mathématique et physique sans perdre le contact avec la vie quotidienne de l'usine.

Notre secrétaire syndical obtiendra sa licence en trois ans. Il en faut cinq à tel étudiant sorti d'une école secondaire. Pourtant, tous deux acquièrent les mêmes connaissances.

En effet, ce responsable ouvrier du Tracteur n'est pas entré directement à la Faculté. Un ouvrier n'arrive pas d'un seul coup à la formation de cadre supérieur. Il lui a fallu suivre plusieurs enseignements préalables, devenir d'abord ouvrier qualifié, puis acquérir le niveau de technicien. A chaque étape, il peut donc prendre appui sur une pratique déjà accumulée.

En outre, certaines notions scientifiques sont déjà connues — ou à tout le moins approchées par la pratique — sur la base d'une expérience acquise à l'intérieur de l'entreprise. Par exemple, pour régler certaines machines, dites universelles, un ouvrier utilise des croquis tracés sur papier millimétré.

Il suffit de lui faciliter la prise de conscience intellectuelle de son activité professionnelle pour qu'il bénéficie de cette formation en mathématiques. Il en va de même en ce qui concerne la résistance des matériaux, la technologie des métaux ou de la machine.

Des cours complémentaires lui permettront d'acquérir rapidement l'information qui pouvait lui faire défaut.

Cette méthode d'enseignement fait penser à la « pédagogie en arche » (*La pédagogie en « arche » retrouve le schéma développé par Mao Tsétoung dans A propos de la pratique. Mais les psychologues qui ont élaboré cette méthode l'ignorent probablement.*) qui va d'une expérience pratique très particulière, d'un geste de travail, à une idée qui s'en dégage et qui l'éclaire. Encore faut-il chercher à former des ingénieurs sans les couper du monde ouvrier. Sur ce point, la politique albanaise diffère radicalement de celle des entreprises françaises.

Avant d'accéder à la licence, il faut atteindre le niveau du baccalauréat. A l'intérieur même de l'usine fonctionne une école technique secondaire avec trois branches : fonderie, métallurgie et mécanique. Pour atteindre ce niveau, il faut quatre ans à ceux des ouvriers qui ont été huit ans en classe, et deux ans à ceux qui ont fait douze ans d'école. (*En France, rappelons que le certificat d'études s'obtient après 8 ans d'école et le B.E.P.C. après 12 ans.*)

La majorité des travailleurs du Tracteur suit l'un des vingt-deux cours différents qui forment vingt-deux types différents d'ouvriers qualifiés ou de cadres. L'enseignement est donné soit par les ingénieurs, soit par les techniciens les plus compétents.

La formation prend, en général aux ouvriers douze heures par semaine, dont trois heures prélevées sur le temps de travail. Lorsqu'un examen doit être passé en fin d'année, il donne droit à trois semaines de congé complet avec salaire intégral.

Pour éviter que l'emploi du temps soit surchargé, les activités des diverses organisations militantes n'ont jamais lieu les mêmes jours que les cours de formation. Cette précaution est d'autant plus utile que tous les travailleurs appartiennent à l'Union professionnelle, et la génération montante dans son ensemble à l'Union de la jeunesse.

Aux ouvriers-étudiants viennent s'ajouter les étudiants-ouvriers : au sortir de l'école de huit ans, obligatoire pour tous, un certain nombre d'adolescents, recrutés sur le plan national, sont orientés vers des « collèges de réserve de travail » ou, si l'on préfère, l'enseignement technique.

Les jeunes sont formés pendant deux ans en vue d'une activité dans le bâtiment, l'agriculture, les travaux publics, la métallurgie, etc. Ceux qui se destinent à l'industrie mécanique sont installés tout près de l'usine Le Tracteur dans un établissement fort bien aménagé. Ils suivent leurs cours au collège, mais ils viennent aussi dans les ateliers participer à la production. Dès ce moment, d'ailleurs, ils gravissent les échelons : sur une échelle de sept catégories ouvrières, ils peuvent accéder au troisième, voire au quatrième échelon pendant leur temps d'école. Ces travailleurs d'un type inconnu jusqu'alors réussissent bien à l'usine.

Voilà maintenant quatre ans que l'usine Le Tracteur fonctionne normalement. Vingt-trois jeunes ouvriers sont en train d'y terminer l'école secondaire technique. Ils ont été entièrement formés à l'entreprise dès la sortie de l'école primaire. Et, parmi les vingt-trois, se trouvent quinze jeunes filles. L'ex- « sexe faible » est à la pointe de la lutte pour le savoir.

Dans la société capitaliste que nous connaissons, on parle de « l'égalité des chances ». Mais les fils d'ouvriers ont bien peu d'occasions d'accéder à l'enseignement supérieur.

En outre, le travailleur albanais ne devient pas ingénieur en écrasant ses camarades, mais avec leur appui.

L'assemblée générale d'atelier ou d'usine désigne ceux qui poursuivront leurs études. Elle leur demande, certes, un effort personnel. Mais tout l'atelier, toute la section à laquelle ils appartiennent suivent leur effort et les soutiennent.

Les vingt-trois jeunes qui, à l'usine Le Tracteur, viennent d'accéder au baccalauréat technique sont heureux pour eux-mêmes et pour leur famille. Ils savent qu'ils sont un sujet de fierté pour leurs camarades, que leur succès individuel fait plaisir, bien sûr, et que, surtout, *leur effort est apprécié parce qu'il leur permettra de mieux construire le socialisme, donc de mieux défendre la patrie révolutionnaire.*

On peut rencontrer en France de rares ingénieurs d'origine ouvrière. Mais ils ne peuvent pas rester proches de leurs anciens compagnons de labeur lorsqu'ils gagnent douze à dix-sept fois plus qu'eux, comme c'est souvent le cas en France ou en Union soviétique.

En Albanie, il peut demeurer un copain : l'échelle des salaires va de 1 à 3 dans le pays tout entier. Et, dans plusieurs cas que j'ai contrôlés, l'ingénieur touchait à peu près 150 % du salaire le plus bas de l'usine. En outre, nous verrons que l'exercice du contrôle ouvrier place politiquement le cadre sous le contrôle des mêmes hommes qu'il dirige techniquement. Ainsi, une fraternité vivante demeure-t-elle possible.

Travailler, ce n'est pas seulement fabriquer des marchandises, c'est produire en liaison avec d'autres producteurs, c'est entrer en rapport avec les hommes qui nous entourent.

L'ouvrier ne vit pas de la même manière, à l'intérieur de l'entreprise, quand il affronte un patron ou un directeur, et quand il s'unit à d'autres camarades dans un effort commun pour construire le socialisme.

Les rapports qui s'établissent entre les hommes dans une entreprise ne peuvent prendre un sens que par rapport au Plan et à la ville, à l'agriculture et au commerce, à l'armée et aux relations internationales. C'est pourquoi la formation des travailleurs ne peut pas se limiter à la technique. Elle doit être aussi économique et politique.

Il est nécessaire de rappeler à la classe ouvrière albanaise l'expérience acquise dans le passé par le prolétariat de son pays. Dans les usines qui se bâtissent aujourd'hui, garçons et filles sont en général frais émoulus de l'école ou de la campagne. Ils sont porteurs d'enthousiasmes patriotiques et révolutionnaires. Mais ils ne sont pas fils ou filles des ouvriers de jadis qui ont combattu la bourgeoisie. Comment auraient-ils acquis une conscience de classe en franchissant pour la première fois le seuil de l'entreprise ?

Les jeunes, qui viennent d'arriver à l'usine, organisent des rencontres avec des travailleurs qui ont connu un passé misérable et des luttes difficiles. Tant de souffrances, tant de courage et de patience nécessaires pour accomplir la moindre action, tant de férocité dans la répression patronale et gouvernementale, voilà le souvenir si proche, et pourtant si lointain, qui donne au socialisme victorieux une portée nouvelle. Les campagnes et les luttes actuelles se trouvent situées dans le cadre de l'histoire du prolétariat albanais.

D'autre part, pendant de longues années, le prolétariat a surtout été présent en Albanie par la ligne politique, par les analyses marxistes, par les décisions révolutionnaires du Parti. La démocratie de masse (*Les Albanais, en bons marxistes-léninistes, considèrent que depuis la libération, ils vivent un régime de dictature du prolétariat. Il va de soi que le mot dictature désigne le pouvoir politique, le pouvoir d'Etat. Le terme date de Marx et le sens qu'il a pris avec le fascisme n'a aucun rapport avec sa définition chez Marx. On comprend pourquoi, chez les Albanais, la démocratie de masse est*

l'aspect principal de la dictature du prolétariat : la classe ouvrière — avant-garde politique comprise — exerce le pouvoir en liaison étroite avec les paysans-travailleurs et l'ensemble des couches populaires dont les intérêts et les aspirations rencontrent les siens.) repose désormais sur l'existence d'une classe ouvrière de plus en plus nombreuse et qu'il faut, par conséquent, aider à prendre conscience de son rôle dirigeant. Il n'est pas possible d'attendre que des années de pratique tâtonnante permettent à cette classe toute jeune de retrouver, au prix d'échecs et de faux pas, la politique, l'idéologie, la théorie élaborées par le mouvement révolutionnaire international à travers des milliers de combats. *(Ni l'U.R.S.S., ni les démocraties populaires d'Europe ne se sont trouvées devant un prolétariat assez nombreux et assez fort pour prendre en main l'Etat — l'Etat ouvrier. A l'heure où cette situation aurait pu se présenter, ces pays avaient déjà quitté le socialisme véritable. L'Albanie doit donc inventer, pour son propre compte, le moyen de transmettre les traditions prolétariennes à son propre prolétariat à partir de la pratique sociale vécue dans les usines et non sous forme de cours professoraux assenés par des dirigeants coupés de la vie.)*

A l'échelle internationale, cette expérience se trouve accumulée dans un certain nombre d'œuvres, toutes écrites par des militants. La théorie n'est pas autre chose que la réflexion en commun sur l'action. Le parti du Travail, souvent à la demande des jeunes eux-mêmes, organise des séances de discussion à partir des grands textes du marxisme. Dans les entreprises que j'ai visitées, le texte classique le plus lu était *L'Etat et la Révolution*, c'est-à-dire le document par lequel Lénine rompt avec les opportunistes de la II^e Internationale et met l'accent sur l'objectif final : abolir l'Etat pour libérer l'homme. La dictature du prolétariat est, selon Lénine, une étape qui mène de la lutte armée et de la destruction du pouvoir bourgeois à la mort de tout pouvoir et de toute contrainte politiques. A l'heure de la démocratie de masse, des initiatives prises à la base, du combat contre tout esprit bureaucratique, c'est-à-dire contre toute confiscation du pouvoir par les cadres, cet aspect de la pensée léniniste répond à des préoccupations profondes.

L'influence des écrits de Staline est, elle aussi, très grande. Contrairement à une vieille légende, répandue en Europe occidentale, ils mettent l'accent sur la nécessité d'un lien constant avec les masses et sur l'importance d'une pratique vivante. Qui connaît, en France, la réponse décisive de Staline à Trotsky : « Au marxisme dogmatique nous opposons le marxisme créateur »? En tout cas, c'est ce Staline-là qui est étudié, admiré par tous les Albanais.

Les travaux de Mao Tsétoung sont étudiés avec beaucoup d'attention, moins ceux qui concernent la Chine que les œuvres philosophiques de portée plus universelle.

A la centrale thermo-électrique de Fieri, par exemple, j'ai remarqué l'étude des *Citations du président Mao* que nous appelons, en France *Le petit livre rouge*, et de *A propos de la contradiction* — qui présente une méthode de recherche adaptée aux contours mouvants d'une réalité complexe.

Ces discussions sont liées à des actions, par exemple à celles des volontaires qui partent aider les paysans des régions montagneuses. Ou encore lorsqu'il faut régler les problèmes sociaux à l'intérieur des usines, mettre en œuvre l'émancipation de la femme ou tout bonnement la construction de logements. Le Plan quinquennal, aussi, se prépare dans d'innombrables réunions où la politique, c'est-à-dire l'humain, a priorité sur les problèmes purement économiques.

Cette utilisation de la théorie à l'intérieur de la pratique explique l'importance, pour les cercles ouvriers, des œuvres d'Enver Hoxha et de *l'Histoire du parti du Travail*. La mise en œuvre du marxisme à même la réalité albanaise permet de retrouver l'évolution vivante du pays et de sa classe ouvrière sans quitter le terrain de la pensée socialiste.

Ainsi l'apport théorique des classiques peut-il s'enraciner dans une expérience pratique, concrète, immédiate. Le marxisme-léninisme n'est pas reçu comme un ensemble de données, comme des vérités mortes, mais comme un élément vivant et présent dans la vie quotidienne. Les groupes de formation politique ne se contentent pas de se réunir dans une salle. Ils se rendent dans les villages sinistrés qui

ont été victimes d'un tremblement de terre. Ils vont vivre dans les familles paysannes, ils aident aux récoltes, ils font passer leur élan révolutionnaire dans les danses et les chansons populaires.

Le groupe d'usine ne se contente pas de discours sur le rôle dirigeant du prolétariat. Il agit en envoyé de la classe ouvrière.

Les travailleurs de l'entreprise La Soude caustique m'ont parlé de l'aide apportée à un village patronné par l'usine. Les femmes de l'usine contribuent à meubler les maisons ou montrent comment on fait la cuisine à la ville, aussi bien qu'elles lancent des débats sur l'éducation socialiste. Mais, dans un cas comme dans l'autre, chacun a conscience d'être « un porte-parole du prolétariat ». Dans l'armée, au moment du service militaire, les jeunes venus de La Soude caustique ont la même certitude de porter sur leurs épaules une responsabilité politique liée à leur origine sociale. La valeur de la formation théorique se fait connaître par ses résultats pratiques, c'est-à-dire par les actions qu'elle peut guider, par les liens qu'elle permet avec les masses ouvrières ou non ouvrières, par la solidarité de combat qu'elle développe entre frères de classe ou de nation révolutionnaire.

Plus que tout autre, un groupe qui étudie le marxisme, en Albanie, doit donc, selon une formule qui revient sans cesse « prendre des initiatives ». C'est-à-dire apprécier d'un seul coup d'œil une situation nouvelle et en tirer les conséquences pratiques, savoir sur quel point il convient de se porter pour mobiliser les énergies révolutionnaires. Ainsi se trouve réalisée la rencontre de l'expérience politique accumulée dans le marxisme et d'un prolétariat actif, nombreux et jeune qui construit le socialisme.

Cette formation à la fois technique et politique des travailleurs est d'autant plus nécessaire que, sans elle, on voit mal comment pourrait être résolue une contradiction, au moins apparente entre les deux exigences de l'industrie albanaise : produire conformément aux décisions de ceux qui travaillent dans chaque entreprise et produire conformément aux nécessités de l'économie nationale considérée comme un tout.

Les Albanais définissent volontiers les objectifs et la nature de la planification socialiste par « l'application scrupuleuse des lois économiques objectives ». Le développement d'une économie scientifique permet d'éviter les crises, d'accélérer les rythmes de développement, d'empêcher le chômage et d'utiliser rationnellement la force de travail. Mais de tels soucis ne sont-ils pas l'affaire de spécialistes ?

Il s'agit de coordonner les échanges entre produits agricoles et industriels en vue de former une économie unique où l'industrie socialiste et sa classe ouvrière assument la direction. Il s'agit d'éliminer tous les circuits de l'argent et du pouvoir à l'intérieur desquels peuvent renaître le capital et par conséquent les classes sociales. Il s'agit, enfin, d'examiner les conditions de production et de distribution non seulement d'un point de vue technique, mais aussi dans la perspective d'une liquidation totale des classes et des différences entre couches sociales, par exemple entre paysans et ouvriers, entre manuels et intellectuels, entre bas et hauts salaires.

Or, d'un autre côté, le plan doit être l'œuvre des masses animées par la classe ouvrière :

« Nos plans, écrivent les Albanais, sont l'œuvre collective des masses travailleuses. Cela trouve son expression tant dans leur élaboration que dans leur réalisation. Dès le début, lors de la mise au point des plans, le pouvoir populaire s'est fondé sur la participation des masses et sur la centralisation démocratique. »

Que ce soit sur les lieux de travail, dans les quartiers ou dans les institutions culturelles, les masses travailleuses ont toujours discuté « et contribué activement à l'élaboration des plans, à la rectification des erreurs, aux transformations en cours d'exécution ». (*Réponses aux questions sur l'Albanie, p. 184-185.*)

A défaut d'une sérieuse formation technique et politique des masses, comment concilier l'esprit scientifique et l'aspect populaire du plan ?

Naturellement, les débats les plus ardents ont lieu lorsqu'il faut définir le Plan quinquennal. C'est ainsi qu'en 1966 ont eu lieu plus de 174 000 débats portant sur le projet de développement industriel et agricole des années 1966-70. De ces débats sont d'ailleurs sorties 141 000 propositions qui ont permis de formuler un projet puis de le transformer. Dans certains cas, les perspectives tracées par les services du Plan, même si elles sont élaborées après consultation de la base, se trouvent bouleversées au moment de leur vérification par la base.

Par exemple, au début de 1968, les masses rurales ont exprimé avec une force croissante leur désir d'obtenir l'électricité à bref délai. Les projets officiels avaient fixé une échéance éloignée, c'est-à-dire 1985, pour l'achèvement de l'électrification. Sous la pression de la base et grâce à la construction d'une centrale hydro-électrique puissante, la réalisation de ce projet a été avancée à la fin de 1971. A cette date le courant atteindra la dernière maison du hameau le plus reculé.

Ainsi le plan albanais doit-il être extrêmement souple. La seule électrification des villages réclame 10 000 km de lignes de diverses tensions, 1 600 cabines de transformateurs, et environ 160 centrales électriques !

Cette souplesse est rendue possible par la constitution de réserves importantes en monnaie nationale et en devises étrangères ainsi qu'en matières premières.

Mais, qu'il s'agisse de les établir ou de les remanier, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui, en définitive, doivent fixer les programmes de leur usine et, par conséquent, examiner comment ils pourront harmoniser leurs décisions avec celles des autres entreprises.

Dans de telles discussions, à qui revient l'initiative, au sommet ou à la base, au conseil des ministres ou aux travailleurs ?

Prenons l'exemple du Plan quinquennal. La directive proposée par le gouvernement est extrêmement large. Elle est fonction des forces globales du pays : on s'abstient volontairement de donner des détails sur ce qui est attendu de telle ou telle usine, de telle ou telle coopérative. Il s'agit de commencer à élaborer le plan, d'indiquer aussi que tel produit devrait être considéré comme prioritaire en raison des nécessités qui se sont exprimées dans l'ensemble du pays.

En fait, la directive centrale a essentiellement pour fonction d'informer l'entreprise sur le mouvement général de l'économie, sur les points où existe une tension telle que l'augmentation de la production est particulièrement souhaitable. Ces indications une fois données, c'est la base qui va élaborer le plan.

Puisque les Unions professionnelles groupent, en fait, la totalité des travailleurs, c'est à elles que va revenir l'organisation de ce travail. Dans l'usine Le Tracteur, par exemple, la totalité des ouvriers et des employés d'une section est réunie. Ils ont entre les mains tous les chiffres relatifs aux matières premières, à la quantité d'énergie, à la main-d'œuvre. Ils se préoccupent d'abaisser les prix de revient. Ils cherchent à élever la qualité et, par conséquent, à réduire le nombre des rebuts. L'élaboration du plan ne va donc pas sans examen des ressources en matériaux et de la pratique des hommes.

La commission de chaque secteur délègue un représentant à la commission centrale de l'usine. Celle-ci établit une concordance entre les propositions des différentes sections.

Le plan commun est alors discuté en assemblée générale. En particulier, chaque fois qu'une proposition venue de la base est rejetée, il faut que la commission centrale explique pour quelles raisons techniques elle n'est pas réalisable et obtienne l'assentiment de l'ensemble des travailleurs. Une fois le Plan adopté par l'assemblée générale, il est communiqué à l'administration de l'usine qui a alors

la responsabilité d'assurer les fournitures, les moyens de paiement et aussi les cours de qualification professionnelle indispensables. Elle a d'ailleurs à faire un compte rendu tous les trois mois devant les travailleurs de l'entreprise, c'est-à-dire beaucoup plus fréquemment qu'au ministère.

Cependant, il peut se faire qu'un certain nombre de remaniements ou de modifications soient apportés. Une telle opération se développe à deux échelons.

Le Comité exécutif régional (*On pourrait traduire par : le Conseil général. Mais les élections albanaises sont différentes des nôtres.*) est informé. Ses différentes sections : industrie, agriculture, enseignement, etc., sont saisies des propositions qui relèvent de leur compétence.

Le rôle du Comité exécutif n'est pas de coordonner les productions des diverses entreprises. Voilà qui ne peut être fait qu'à l'échelle nationale. En revanche, il examine les chiffres, communique les exemples les meilleurs.

Si deux entreprises diffèrent dans leurs projets de programme, alors qu'elles sont l'une et l'autre dans une même situation, ou bien une usine est trop optimiste, ou bien l'autre ne l'est pas assez.

Le ministère de l'Industrie procède ensuite à un examen de même ordre, mais à l'échelle nationale. Ensuite seulement, apparaissent les tâches propres des commissions du Plan d'Etat.

En effet, il faut examiner les suggestions de chaque entreprise, coordonner l'activité de l'ensemble des secteurs et, en particulier, déterminer les investissements en vue d'assurer un développement proportionnel de différentes branches.

Alors la commission centrale du Plan élabore le projet de Plan quinquennal. Ce projet sera présenté au Conseil des ministres et au Bureau politique pour examen, puis renvoyé à la base, pour examen des modifications qui ont pu être apportées.

Les masses qui ont élaboré les propositions discutent bribe par bribe le plan redescendu. Même une simple brigade de travail, c'est-à-dire l'unité la plus restreinte, participe au débat. Chaque groupe d'ouvriers intervient. Que deviendra la production dans le cadre du nouveau plan ? Est-il ou non possible de produire les quantités prévues ? Est-ce trop ou trop peu ?

En fait, à cette étape du travail, les ateliers élèvent généralement les normes de production qui leur sont proposées. Mais il importe aussi d'obtenir la réduction de la consommation des matériaux. Par exemple, dans les fabriques de chaussures, on discute âprement de la manière de découper le cuir pour en perdre le moins possible. Un autre type de conflit peut se produire. Chaque entreprise, pour accroître sa production, réclame le maximum d'investissements, de force de travail et de matériaux. Mais l'addition de ces dépenses dépasse les possibilités de la nation. Les services du Plan demandent donc à chaque usine d'utiliser plus complètement les ressources existant en hommes, machines et matières premières et de limiter l'appel aux ressources extérieures.

Si le Plan permet de réaliser un profit d'entreprise, une part va directement à l'Etat. Le reste profite, certes, aux travailleurs, mais uniquement à travers des activités de forme collective. Ces profits sont mis à la disposition des syndicats. Jamais, ni le directeur, ni les techniciens, ni les travailleurs ne recevront, pour autant, une prime, une somme d'argent supplémentaire. C'est dire que le système albanais est à l'extrême opposé du système soviétique actuel.

Si la comparaison entre les divers projets qui remontent de la base montre, pour la deuxième fois, que des rectifications sont nécessaires, les services du Plan les introduisent. Mais ils n'auront pas le dernier mot : le projet est transmis à l'Assemblée populaire. Là siège le député de la ville où se trouve l'usine concernée.

C'est donc ce député, simple travailleur et révocable à tout moment, qui aura pour tâche d'assurer la correspondance entre la volonté de la base et le fonctionnement des organismes administratifs ou exécutifs.

Cet exemple du Plan est là pour montrer comment se réalise la politisation intense de l'ensemble des Albanais. Ce qui constitue un obstacle infranchissable à la fusion de la société albanaise avec les sociétés dites « de consommation », c'est précisément cette politisation incessante et l'effort qui est entrepris pour la développer au plus haut point. Un Français est tout à fait déconcerté par l'intensité de ce goût et de cette pratique. La vie albanaise est politique à la base. Les gouvernants eux-mêmes assurent le développement et l'approfondissement d'une activité critique perpétuelle qui emporte les institutions dans une sorte de tourbillon. Elle leur interdit de se figer en un moment de leur développement, donc de se laisser dépasser par la vie quotidienne et de perdre le contact avec la réalité humaine.

Enver Hoxha l'a souligné au V^e Congrès du parti du Travail albanais :

« La participation large et active des masses à l'élaboration ainsi qu'à l'examen du projet de directives constitue une brillante expression des liens qui unissent le Parti avec les masses, de l'approfondissement continu de la ligne des masses qu'a suivie et que suit, en toutes circonstances, notre Parti, de l'autorité effective et organisée des travailleurs dans la direction de l'économie en tant que maîtres uniques et tout-puissants des destinées de la patrie et du socialisme. »

6 - Le contrôle ouvrier

L'industrie française fonctionne sous le signe de la contrainte. Pour que les ateliers produisent, il faut que les ordres descendent d'en haut jusqu'en bas.

Dans bien des usines modernes, du haut de leur cage de verre, des adjudants à la retraite, promus contremaîtres, épient les gestes des ouvriers. Ailleurs, le bureau des méthodes emploie des moyens à peine moins voyants pour soumettre le prolétariat à un pouvoir « technique » qui ne parvient pas à dissimuler l'autorité du patronat.

Sans doute, il arrive que les travailleurs se fâchent, mais alors l'entreprise est en grève, en révolte : les fabrications sont freinées, stoppées. Bref, l'initiative populaire se développe dans la mesure où la production est arrêtée.

Chacun a tendance à généraliser sa propre expérience. Il nous est donc difficile de croire qu'un autre pays puisse vivre autrement que nous. En outre, les touristes qui ont visité le bloc soviétique — si différent aujourd'hui de l'Albanie — ont tendance à opposer aujourd'hui socialisme et liberté des ouvriers.

Il faut tout d'abord admettre que la vie quotidienne d'une usine albanaise est très différente de ce qui se passe dans une entreprise française, soit en temps normal, soit pendant une grève. On sent partout la présence d'un pouvoir, d'une autorité, d'une raison organisatrice qui permet le fonctionnement efficace des ateliers. Seulement ce pouvoir est le pouvoir du peuple. Il vient des travailleurs eux-mêmes qui, tout à la fois, commandent et obéissent.

En outre, l'autorité est de moins en moins déléguée. Elle est de plus en plus exercée par les ouvriers.

La démocratie d'usine devient une démocratie directe. Bien sûr, au niveau du travail quotidien, il existe une « direction » qui est chargée de la gestion. Elle ne fait qu'appliquer les décisions prises par

l'ensemble des salariés et assurer les relations avec les autres entreprises et les services du Plan. Encore doit-elle constamment soumettre ces mesures à l'approbation de la communauté.

Nous allons voir que tout problème particulier est posé à la base, toute organisation générale fixée en accord avec la base. Toute mesure qui concerne un atelier ou un bureau est soumise aux salariés présents dans cet atelier ou dans ce bureau. Ce pouvoir, ce contrôle ouvrier s'exerce à l'usine même. Mais il s'étend désormais, sous des formes diverses, à l'extérieur de l'entreprise. Le rôle dirigeant du prolétariat se manifeste ainsi en direction de l'enseignement et de la culture, des ministères et des coopératives paysannes, etc.

Le parti du Travail et les syndicats albanais encouragent de toutes leurs forces les travailleurs à approfondir leur pouvoir sur l'usine et à l'étendre à l'extérieur. Ils diffusent les textes décisifs d'Enver Hoxha sur le contrôle ouvrier, sur la lutte politique contre toutes les tendances des cadres à la bureaucratie, sur l'initiative des masses, sur la révolutionnarisation de la jeunesse à travers la lutte contre l'autorité de type bourgeois.

En d'autres termes, ce que les travailleurs apprennent du Parti, c'est que le pouvoir est un pouvoir de classe, un pouvoir prolétarien. Que le prolétariat lui-même doit l'exercer, qu'il lui faut briser impitoyablement toute tentative en vue de ressusciter une nouvelle bourgeoisie à l'intérieur même du socialisme, que cette résurrection a suffi pour que l'U.R.S.S. dégénère.

Les Albanais soutiennent que le marxisme est une science — et non un recueil de mot d'ordre figés, de rites magiques ou de discours obscurs réservés à d'éminents spécialistes. Il est une science vivante, fondée sur une pratique collective. C'est pourquoi les théoriciens n'ont été que les porte-parole des masses : « Le peuple, le peuple seul, est créateur de l'histoire », disent Mao Tsétoung... et Enver Hoxha.

Comment ce principe s'applique-t-il à l'usine ? Par des moyens très simples et d'autant plus efficaces que tout le monde sait comment les employer — et qu'ils se renforcent mutuellement.

Chaque ouvrier albanais peut exprimer à n'importe quel moment son opinion sur n'importe qui et sur n'importe quoi. Il lui suffit de l'afficher.

Les *flete ruffe*, les « feuilles-foudre » sont particulièrement nombreuses à l'intérieur des entreprises. Mais des panneaux leur sont réservés partout — devant les mairies, les commerces, les services publics, etc. La discussion ouverte et vivante saute aux yeux du visiteur étranger.

La « feuille-foudre » est le moyen dont dispose chacun pour faire connaître ses critiques, ou plus rarement, ses éloges adressés à des égaux ou à des supérieurs. Si je ne suis pas content, je rédige une « feuille-foudre » et je m'en vais la coller bien en vue.

Cette pratique est un peu différente du *dazibao*, du journal mural chinois. Les textes albanais sont plus brefs. Ils visent plutôt les défaillances d'individus ou de petits groupes qu'ils ne démasquent les partisans conscients d'une « ligne noire » opposée à « la ligne rouge » marxiste-léniniste.

La situation n'a pas en effet évolué de la même façon en Chine et en Albanie. La première a vu les « rebelles révolutionnaires » de Mao Tsétoung arracher, durant les années de la révolution culturelle, un grand nombre de positions de pouvoir aux révisionnistes conduits par Liou Chao-chi.

Il faut, au contraire, remonter jusqu'à la rupture de Tito avec le Kominform, jusqu'à sa tentative d'annexer l'Albanie avec l'appui des droitiers de ce pays pour trouver une époque où les révisionnistes tenaient certains leviers de commande à Tirana.

Au moment du XX^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique, les masses firent tout de suite le rapprochement entre Khrouchtchev et Tito. Le danger était déjà connu, donc beaucoup moins grand. A l'heure actuelle, le révisionnisme n'existe pas en Albanie comme courant politique organisé.

Encore faut-il veiller à l'empêcher de naître ou, si l'on préfère, de pousser des racines invisibles à l'intérieur même de la société en attendant de surgir comme une force ouvertement contre-révolutionnaire. Le révisionnisme naît là où les dirigeants deviennent une caste et se coupent des masses. Il est donc déjà présent chaque fois qu'un cadre industriel ou politique connaît la tentation de développer son petit pouvoir personnel, de se tailler un domaine où il exerce seul l'autorité et se soustrait au contrôle des masses.

La racine du révisionnisme, c'est un individualisme possessif, un égoïsme profiteur ou de propriétaire, la priorité qu'un homme accorde à sa propre situation par rapport à la communauté. Les travailleurs ne sont pas à l'abri d'une certaine complaisance envers eux-mêmes. Or l'égoïsme du cadre ne peut triompher que dans une société où il rencontre certaines complaisances. « Je te laisse prendre le pouvoir parce que je m'intéresse à ma paie, à l'avancement que tu peux me donner — et pas du tout à la politique, à la présence ouvrière dans la gestion des affaires publiques. »

En d'autres termes, le péril révisionniste commence, aux yeux des Albanais, avec le laisser-aller, l'indifférence devant les masses, devant le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la construction du socialisme.

Mais il n'existe aucun moyen de remplacer — dans cette lutte — l'enthousiasme révolutionnaire par des contrôles administratifs. Si un ouvrier arrive à l'heure, il faut que ce soit par conscience militante et non parce qu'il devrait pointer à l'usine.

La seule intervention qui peut faire réfléchir humainement, politiquement, un égoïste, c'est l'intervention du groupe de travail auquel il appartient. Si, dans le cadre du plan d'entreprise, une équipe de cinq ouvriers a promis de faire cinq cents pièces en une journée, et si elle prend au sérieux le programme de l'atelier, celui de l'usine, celui de l'industrie albanaise, elle ne tolérera pas l'absentéisme, ni même le retard systématique d'un camarade.

Celui-ci néglige-t-il les mises en garde amicales ? Il sera désigné par une « feuille-foudre » à partir de laquelle le débat pourra s'engager sur le fond du problème : faut-il ou non construire le socialisme ?

En France, qui voudrait exposer par ses critiques un autre salarié à des sanctions patronales ? Mais, en Albanie, aucune mesure ne peut être prise contre le coupable sans l'accord de ses camarades d'atelier, donc, très précisément de ceux qui affichent les « feuilles-foudre ».

Il ne s'agit d'ailleurs pas, en général, d'absentéisme à proprement parler, mais de gens qui, comme on dit, « exagèrent ». Dans l'usine du Tracteur, j'ai pris un café au bar où vont les ouvriers pendant les heures de travail. Chacun s'y rend sans se cacher. Mais, bien entendu, tout est question de mesure. Si un hurluberlu s'amuse à prendre, chaque jour, sans se presser, vingt-cinq cafés, ses camarades commenceront à trouver qu'il est temps de protester.

La « feuille-foudre » a surtout une valeur d'information. Si le problème posé se révèle important, il sera traité dans les différents groupes, dans les réunions de l'union professionnelle de l'usine qui constituent, en fait, autant d'assemblées générales puisque tous les travailleurs sont syndiqués à de très rares exceptions près. *(Ne sont exclus que les fous et ceux qui ont perdu leurs droits civiques. Pour les autres, l'inscription au syndicat n'est pas obligatoire, en principe, mais elle est à peu près universelle, en fait.)*

On peut, si l'on veut, distinguer entre les assemblées générales organisées par le syndicat, d'une part, et d'autre part, une forme plus récente de la dictature du prolétariat : la création des équipes de contrôle

ouvrier avec leurs commissions de travail. Celles-ci examinent aussi bien les activités de la direction et des cadres que celles d'un secteur de la production, celles des employés, etc. Il arrive fréquemment qu'un atelier décide de constituer une commission pour étudier ce qui se passe dans d'autres ateliers afin d'aider les camarades à introduire les modifications nécessaires. Il est fréquent qu'en posant un regard neuf sur une situation déjà ancienne on puisse apporter des idées nouvelles. C'est ainsi que à l'usine Azotik de Fieri, les représentants des producteurs d'ammoniaque ont été fort utiles au cours de leur visite à la section de la réparation des machines.

Après l'enquête vient la réunion. Les camarades de la commission de contrôle se rencontrent avec les travailleurs de l'atelier visité, ils présentent des observations qui sont appliquées — sauf désaccord qui sera réglé au niveau de l'assemblée d'usine.

Ce style de critique est moins pittoresque dans le Sud, plus pratique, plus positif, plus moderne. Mais dans le Nord, où règne une ambiance poétique, le romantisme ne perd pas ses droits. C'est ainsi qu'à la tréfilerie de Shkodra une jeune fille se faisait remarquer par ses disparitions fréquentes. Son atelier l'a critiquée, mais dans des termes d'une sentimentalité inattendue. La « feuille-foudre » commençait dans ce style : « Vous qui êtes une jeune fille qui pourriez être le soleil de cette usine... »

La suite évidemment est moins élogieuse. Les reproches que les ouvriers s'adressent les uns aux autres portent souvent sur le gaspillage du temps de labeur. Ils sont, en général, efficaces : la hausse générale et continue du niveau de vie contribue à faire sentir que chacun travaille pour tous. Mais j'ai pu observer un cas curieux : une sorte de grève perlée sur le tas qui durait depuis trois jours. Notre contestataire protestait contre le fait que sa paie n'était pas suffisante, compte tenu de sa tâche. Il estimait que l'administration lui avait confié un travail pénible et qu'elle n'en tenait pas compte pour calculer son salaire.

Ses camarades d'atelier étaient d'accord avec lui. Ils ne cherchaient pas à cacher que la réclamation était juste, mais ils ne pouvaient taire leur exaspération devant le fait qu'il se croisait les bras. Un militant — disait en termes durs la « feuille-foudre » — doit tenir compte du fait qu'il vit dans une société socialiste. Il lui appartient de critiquer publiquement l'administration, de réclamer une réunion d'atelier, ou même d'usine. Mais il est scandaleux de rester sans rien faire — ou le moins possible — au risque de compromettre la bonne marche de l'usine qui appartient non au directeur, mais au peuple.

Contre ce genre de comportement, il n'est aucun besoin de déclencher une répression officielle. Il est déjà surprenant que notre gréviste ait tenu trois jours, tant son geste paraissait incroyable, absurde : on parlait de lui comme d'un fou, avec colère et pitié. C'était — à la lettre — un acte intolérable.

Je ne crois pas qu'après un tel geste il ait facilement retrouvé la confiance de ses camarades ou de ses voisins. En tout cas, il lui faudra s'interroger très sérieusement avec eux sur le sens et la portée de ses actes par rapport à la lutte révolutionnaire.

Les « feuilles-foudre » pleuvent dès que se manifeste le sentiment d'une injustice. Par exemple, lorsque des chefs poussent trop loin le souci du travail, qu'ils ne comprennent pas les besoins personnels des ouvriers, par exemple la nécessité de s'absenter lorsque des problèmes personnels ou familiaux l'exigent. La critique se développe alors contre eux avec beaucoup de vivacité.

Mais les chefs d'atelier et les petits cadres sont aussi l'objet de critiques assez différentes. Bien entendu, ils sont déchargés d'une grande part des fonctions de surveillance qui jouent, en France un rôle tellement important. Ils ont pourtant l'occasion d'utiliser leur savoir et leurs responsabilités administratives, comme un moyen d'exercer leur autorité. Les travailleurs albanais sont extrêmement sensibles à cette attitude « bureaucratique » dès qu'elle se manifeste.

En régime socialiste, disent-ils, quiconque prétend devenir le dirigeant d'une collectivité doit d'abord être l'élève de cette collectivité. Ils ne croient pas possible de diriger un travail sans se fondre dans la

masse des travailleurs. A leurs yeux, le révisionnisme commence dès qu'un seul homme échappe au contrôle ouvrier. Alors on en vient aux manifestations dangereuses d'un esprit bureaucratique qui mène à remplacer l'autorité du peuple par des mesures administratives.

Beaucoup de « feuilles-foudre » mettent d'ailleurs en accusation un responsable tout en lui donnant raison sur le fond. Un responsable peut être absolument criblé de « feuilles-foudre », sans que nul ne conteste le fond des critiques adressées par lui à un travailleur : dans l'étape actuelle de la lutte révolutionnaire, le ton, les mots employés, la fraternité dans les rapports humains comptent autant et davantage que la compétence technique. Personne ne peut s'amuser à jouer au petit chef sans être aussitôt l'objet d'une réaction très vive qui s'exprime en général par des « feuilles-foudre ». Quiconque abuse de son autorité technique pour offenser ou pour dominer se conduit en révisionniste, c'est-à-dire qu'il retourne à une situation de classe où l'homme qui obéit serait un prolétaire et celui qui commande un bourgeois.

Le contrôle ouvrier permet ainsi de régler une multitude de conflits ou de débats entre salariés. A l'usine de Vlora, un ingénieur qui avait refusé de faire son autocritique, après avoir offensé un ouvrier, n'a pas réagi aux « feuilles-foudre ». Après quelque temps les camarades ont adressé un article au journal local de Vlora. Cette publication n'a pas provoqué de réponse. Bien au contraire, l'intéressé semblait à la fois gêné et fâché de voir poser son problème. Dès lors, le comité de l'union professionnelle a jugé que ce refus d'explication nuisait à l'ensemble des travailleurs. Il a appelé les deux camarades, ouvrier et ingénieur, devant l'assemblée générale. Là il a bien fallu que celui-ci expose son problème, qu'il donne une interprétation acceptable par l'ensemble des personnes présentes. Il a été aussi conduit par le débat à une autocritique sérieuse. Bien entendu, il ne s'agit pas d'obtenir à tout prix que quelqu'un reconnaisse une faute. Ce style de confession quasi religieuse ne mènerait à rien. Il est alors infiniment préférable de voir un camarade refuser toute autocritique en attendant d'être en état de comprendre sa propre erreur. Il faut seulement que chacun puisse se remettre en cause, s'interroger sur la qualité de son action et choisir une orientation nouvelle.

Il n'est heureusement pas nécessaire de venir devant une assemblée générale ou d'envoyer des articles à la presse pour que les problèmes de ce genre soient résolus !

Chaque jour, lorsqu'un conflit éclate, la question est de savoir où est la solution. Elle est moins pour chacun de parvenir à imposer un point de vue étroitement personnel, à avoir raison contre toute raison.

Je relis mes notes de voyage de 1969 et je retrouve d'autres exemples.

A l'Azotik de Fieri, l'ingénieur en chef a été mis en garde contre ses tendances bureaucratiques : il avait distribué critiques et conseils dans un atelier sans se rendre compte que, dans ce cas précis, les travailleurs connaissaient mieux que lui les machines et que son beau discours n'intéressait personne. Ce même jour une autre « feuille-foudre » critiquait le directeur pour avoir envoyé à un ouvrier une lettre où il lui reprochait d'avoir quitté l'entreprise sans le prévenir. Or cette information était fautive. Elle ne reposait que sur des « on-dit ». « Critiquer quelqu'un sans être sûr qu'il a effectivement commis une erreur, c'est là une faute », voilà ce que disait, en substance, la « feuille-foudre ». Les « accusés » en sont tombés d'accord sans débat dramatique et sans se sentir diminués pour autant.

Au combinat Mao Tsétoung, les caristes doivent arrêter leurs chariots à la limite extérieure des machines. Or un ouvrier avait franchi la ligne autorisée. Du même coup, il abîma une machine qui produisait du fil de coton. Personne ne contestait qu'il avait commis une erreur. Mais le responsable de l'atelier n'eut pas alors à son égard « une attitude correcte ». C'est-à-dire que, selon les camarades présents, il lui parla sur un ton inacceptable. Surtout, il lui interdit de travailler durant la fin du temps de présence de son équipe.

Or, il ne pouvait faire davantage, car mettre un travailleur à pied, même 24 heures, n'est pas possible en Albanie, sans une décision collective de l'atelier. En somme, il utilisa tout le pouvoir dont il disposait pour faire sentir à cet ouvrier qu'il avait commis une faute.

Le cadre qui se montrait aussi agressif avait déjà agi de la même manière dans d'autres circonstances et à l'égard d'autres personnes. Une telle attitude a été fortement critiquée, sans d'ailleurs que nul ne mette en cause ni ses responsabilités, ni son droit et son devoir de faire respecter le règlement et d'éviter que les machines ne soient abîmées, mais chacun lui a fait grief de cette attitude brutale.

Bien sûr, on peut sourire d'une morale d'entreprise aussi attentive à la susceptibilité des travailleurs.

En France même, pourtant, la lutte contre les « petits chefs » est souvent populaire. Et quelle est la différence entre capitalisme et socialisme, dans la vie quotidienne de l'entreprise, si chaque ouvrier personnellement, chaque atelier, chaque groupe de travailleurs n'y gagne pas en liberté ?

C'est pourquoi le contremaître abusif revient à la base. Pas pour toujours. Mais jusqu'à ce que ses camarades le sachent capables de faire respecter à la fois le règlement qui exprime une nécessité technique... et les hommes.

On ne s'étonnera donc pas que, dans un tel climat, les nominations et les révocations des responsables soient soumises à l'approbation de leurs subordonnés. Cette démarche n'est pas toujours facile, notamment quand un candidat présenté pour occuper un poste de direction dans une usine neuve n'est pas connu par la base. Alors, l'organisation qui a pris cette initiative, le Parti en général, dresse la liste des qualités et des défauts propres à ce personnage : les travailleurs doivent en savoir le plus possible sur un homme qui va peut-être jouer un rôle important dans leur vie quotidienne. Organisations et candidats répondent aux questions les plus diverses : ils n'indiquent pas seulement le pour, mais aussi le contre. L'assemblée peut rejeter cette proposition, elle le fait à l'occasion.

De même le directeur et ses collaborateurs peuvent toujours être mis en minorité par l'assemblée générale.

Les Albanais ne jugent d'ailleurs pas que le contrôle ouvrier, si important soit-il, permette d'éliminer tous les aspects du danger bureaucratique. Les spécialistes, même les militants politiques, disposent, en fait, d'un certain pouvoir de décision.

Certes, il est possible à tout moment qu'ils soient révoqués par la base. Mais, sans commettre des fautes fondamentales, ils peuvent perdre plus ou moins le contact avec la masse : c'est affaire d'habitudes différentes, notamment au niveau des problèmes à traiter, des décisions à prendre, des rapports avec les hommes.

C'est pourquoi tous les administratifs, qu'ils appartiennent à des entreprises ou qu'ils soient fonctionnaires de l'Etat, du Parti, du syndicat, des organisations de masse, etc., doivent faire chaque année entre un et trois mois de travail manuel ouvrier ou paysan.

Ce réapprentissage leur permet de découvrir de nouveau ce que sont les conditions de travail et de vie du monde ouvrier dans la vie quotidienne.

En outre, lorsqu'un cadre dirigeant a commis des erreurs, il est envoyé dans la production pour se rééduquer avec l'aide des camarades. Est-ce une punition ? Il ne faut pas idéaliser les Albanais. Beaucoup, en effet, considèrent qu'ils ont subi une sanction, mais c'est là une manière ancienne de voir les choses. Le labeur manuel et la présence parmi des ouvriers permettent à chacun d'acquérir des idées plus claires, de comprendre d'où viennent ses rapports négatifs avec les travailleurs ou les militants, bref, de progresser dans la vie révolutionnaire.

D'ailleurs, le système de rotation des cadres est appliqué à chacun à partir du moment où son niveau de responsabilité est tel qu'il ne passe plus l'essentiel de son temps avec les travailleurs.

J'ai rencontré un ancien secrétaire permanent des Unions professionnelles (syndicat). Il restait membre du Présidium, mais il avait renoncé à son poste de fonctionnaire d'organisation : il voulait se rééduquer lui-même dans le travail. Un jour ou l'autre, l'ensemble des fonctionnaires albanais en font autant.

Ce système, c'est le seul moyen d'échapper au développement d'idées fausses à l'intérieur d'une caste fermée. En outre, il contribue à empêcher la création de véritables dynasties si répandues en Union soviétique : « Moi, je suis dirigeant : mon fils sera dirigeant. » Les Albanais jugent ce raisonnement scandaleux.

De même un camarade qui avait eu des responsabilités élevées dans l'Organisation de la jeunesse est redevenu ouvrier d'usine. Il s'est d'ailleurs très vite trouvé secrétaire du comité du Parti, dans son entreprise, mais il n'a pas pour autant quitté la production. Il se peut qu'après un certain nombre d'années consacrées à apprendre auprès de la classe ouvrière, il reprenne des fonctions plus bureaucratiques. Puis il reviendra de nouveau à son atelier.

La devise des dirigeants albanais pourrait donc être : « Tantôt à la base, tantôt au sommet. » Et c'est là un principe qui permet aussi d'offrir successivement le même poste à plusieurs militants venus de la masse. Cette expérience contribue à leur formation politique, elle en fait des hommes à la fois très fermes sur le plan théorique et capables d'une chaleur humaine, d'une capacité de contact dont les politiciens français n'offrent que la caricature.

J'ai rencontré, par exemple, un nouveau dirigeant du Front démocratique qui arrivait d'une petite ville de province. Il n'était pas du tout ébloui par la capitale. Il regrettait visiblement ses anciennes activités, ses camarades d'autrefois. En même temps, il faisait preuve d'une finesse étonnante dans l'analyse des problèmes familiaux, des questions de voisinage dans un immeuble collectif, des rapports entre parents et enfants. Bref, ce dirigeant, frais émoulu du travail à la base montrait à la fois une capacité d'analyse, une disposition à saisir le réel à bras le corps et une sensibilité aux expériences vécues par chacun dans le cadre de la vie personnelle. Quand il retournera à l'entreprise, il aura enrichi, élargi peut-être sa vision du monde.

Ici encore, ne nous faisons pas d'illusions : le pays réellement socialiste où il vit lui a permis de faire tout un ensemble d'expériences que personne en France n'arriverait à accumuler en si peu de temps.

Bien entendu, toutes les critiques ne portent pas sur des gestes abusifs d'autorité. Très souvent aussi elles s'interrogent sur les moyens d'améliorer la production. Dans cette mesure, ce sont surtout les responsables des différentes sections d'entreprise et plus particulièrement le sous-directeur, qui sont critiqués. Pourquoi le sous-directeur ? Parce que l'approvisionnement en matières premières et en outillage lui incombe en général. Qu'un ouvrier doive aller lui-même chercher l'outil qu'il avait donné à réparer, qu'ainsi il se dérange pour se rendre au département de l'entretien, on verra là une perte de temps tout à fait intolérable.

Mais il ne faut pas non plus faire monter trop haut le niveau des stocks d'outillage ou de matières premières. Si les travailleurs pensent que ces stocks sont trop élevés, ils reprochent au sous-directeur de gaspiller les richesses de la république, si les stocks sont trop bas, ils s'inquiètent d'une éventuelle rupture d'approvisionnement.

Quand je suis venu à l'Azotik de Fieri, cette forme de discussion avait permis de voir comment l'usine allait produire des machines jusqu'alors fabriquées à l'étranger pour venir en aide à l'agriculture. C'est là une manière imprévue d'utiliser une usine chimique. Sans la commission de contrôle, personne n'y aurait pensé.

A l'heure où j'écris ces lignes une dépêche d'agence m'apprend que l'usine Le Tracteur a décidé de construire un atelier de pressage et de fonte pour récupérer et utiliser rationnellement les copeaux métalliques. Et les travailleurs du combinat Mao Tsétoung réalisent des économies massives de colorant. Je serais bien surpris que les commissions d'enquête n'aient pas joué un rôle important dans ces perfectionnements. Ce contrôle ouvrier permet des interventions plus efficaces, beaucoup plus légères que celles d'une assemblée générale et par conséquent beaucoup plus quotidiennes.

Au combinat Mao Tsétoung, l'atelier de purification du coton prenait du retard dans ses livraisons à l'atelier de filature. Dans une « feuille-foudre », le second critique le premier. La discussion s'engage, les travailleurs des deux ateliers se réunissent et forment un groupe de contrôle ouvrier. Ils s'aperçoivent que les cadres techniques du service de purification ont une attitude bureaucratique : à leurs yeux, exécuter le plan c'est seulement fournir la quantité de coton prévue. Peu importe le rythme des livraisons. Voilà un point de vue égoïste : ces cadres s'intéressent uniquement à leur plan à eux. Ils ne pensent pas que l'atelier de filature ne peut remplir le sien s'il est victime de pareils à-coups.

A partir de là, le groupe de contrôle a pu déceler un certain nombre de défaillances. Plusieurs cadres contremaîtres sont retournés travailler à la base, pour retrouver un contact direct et vivant avec la production. Une fois cette expérience faite, rien n'empêche de penser qu'ils retrouveront des postes de responsabilité.

Ici, il s'agissait d'éviter une désorganisation de l'entreprise. Ailleurs, la « révolution scientifique et technique » est placée sous le signe de l'initiative ouvrière. Dans les mines de cuivre de Rubik, de simples travailleurs ont inventé les dispositifs nécessaires pour éliminer le gaz toxique produit pendant la fabrication, notamment pendant le passage du minerai dans le four. Ils ont aussi mis au point un système de criblage pour séparer le sable et la terre mêlés à des fragments de minerai.

Leurs initiatives ont tout aussi bien une portée sociale : la présence devant les fours est pénible en raison de la chaleur et des émanations. Les ouvriers ont imaginé et obtenu des salles de repos climatisées, installées à proximité immédiate de leur travail. Ils y passent les longs moments où les fours fonctionnent automatiquement. Dans ces pièces, ils peuvent fumer, lire, se reposer tranquillement. Bien entendu ces minutes de détente sont comptées dans leur temps de travail puisqu'ils restent présents à la mine.

Les initiatives des mineurs sont nombreuses. Elles visent à la fois à augmenter la production et à améliorer les conditions de vie. Une bonne part de la mécanisation des travaux pénibles est due aux ouvriers du sous-sol eux-mêmes. Leur force d'invention est libérée : ils n'ont pas à redouter le chômage lorsqu'ils développent l'automatisation de l'extraction.

Je suis arrivé à l'usine de soude caustique de Vlora au moment où un des débats sur les méthodes de production avait pris un tour dramatique. En effet, depuis le 15 juin, une « commission de réflexion technologique » avait été mise en place pour comprendre l'origine d'une baisse de rendement. Elle s'informait auprès de l'ensemble des travailleurs qui après leurs huit heures de labeur, avaient accepté de consacrer cinq minutes chaque jour à se demander ensemble d'où pouvait provenir cette chute de production et pourquoi, dans les premiers jours de juillet, le plan n'avait pas été réalisé, pour la première fois depuis que l'usine fonctionnait, donc depuis deux ans et demi.

L'origine du mal se trouvait dans la quantité insuffisante de vapeur fournie aux différents ateliers. Des efforts ont été faits à la fois pour l'économiser et pour la comprimer davantage. Mais pourquoi cette défaillance des installations qui fournissaient régulièrement une pression normale ?

Les ouvriers ont fini par se rendre compte que certains instruments s'étaient trouvés déréglés. La mesure de la pression ne se faisait pas correctement en dépit des apparences.

Le 2 juillet 1969, les travailleurs de la base ont alors provoqué une réunion générale afin de déterminer pourquoi une mauvaise coordination entre les ingénieurs, les cadres et les sections ouvrières n'avait pas permis d'éviter cette crise passagère. Le directeur, en particulier, a fait son autocritique : il ne faisait pas circuler suffisamment d'informations. Il ne réclamait pas tous les renseignements dont il avait besoin et surtout il ne les transmettait pas aux différentes brigades de travail. Il est apparu que les ouvriers devaient connaître au jour le jour la situation des matières premières, de l'énergie, de l'outillage, faute de quoi ils ne pouvaient pas contrôler eux-mêmes les conditions de la production.

Ainsi, le contrôle ouvrier a permis de résoudre un problème technique et pratique lié à la production. Et il a rendu possible de mieux assurer les échanges entre travailleurs de différentes sections, cadres et direction.

J'ai pu constater ce 12 juillet 1969, à quel point la non réalisation du plan affecte un Albanais. Les programmes établis sont vraiment l'affaire de tous. Et c'est bien là le fait décisif.

Quand Jean-Marie Domenach écrit : « Les communistes ont de la peine à se passer d'un paradis de remplacement. A Mury, il faut l'Albanie » (*Esprit, mars 1970, p. 549.*), je me contente de sourire. Non, l'Albanie n'est pas un paradis. Il faut d'innombrables efforts pour avancer. La construction du socialisme n'est pas apportée au prolétariat sur un plateau d'argent. Les « feuilles-foudre » et le contrôle ouvrier sont nécessaires pour remédier aux erreurs des uns ou des autres. Sur l'héritage d'un passé très lourd, sur leurs propres défaillances, les Albanais sont les premiers à insister.

Mais il est vrai que quelque chose de neuf, d'inattendu, d'insolite est né au pays des aigles. L'homme de la rue reste sujet à la faute et à l'erreur. Mais il a cessé d'être fondamentalement concerné par son seul intérêt, par sa petite existence bien close. La vie ne se limite plus pour lui, à lui-même ou à sa famille. Il se lance à fond dans un univers qui s'ouvre sur le dehors, sur la production pour le socialisme, sur les rapports entre les êtres humains qui l'entourent dans le labeur ou sur le lieu de l'habitation — et au-delà des frontières, sur le combat des autres peuples contre leurs ennemis. Cet engagement personnel dans la vie quotidienne des groupes et dans l'histoire des masses n'est plus le fait exclusif des saints, des héros et des militants. En un sens l'homme nouveau est en train de naître — sur une terre qui n'est certes pas un paradis.

Cette large ouverture au monde se manifeste en particulier quand les groupes de contrôle ouvrier sortent de l'usine.

Par exemple, ils se rendent au ministère de l'Industrie, dont leurs entreprises dépendent pour examiner comment sont prises certaines décisions. Les mineurs de Rubik ont vérifié la répartition du charbon entre les divers secteurs de l'économie qui en consomment. Ailleurs, il s'agira de la distribution des vêtements protecteurs et des antidotes nécessaires aux travailleurs de la chimie. Dans tous les cas, le groupe de contrôle est délégué par ses camarades, il se rend dans les bureaux, examine les dossiers jusqu'au moment où il a parfaitement assimilé la manière dont fonctionne l'administration. Il présente, en général des suggestions précises dont il revient, deux ou trois mois plus tard, vérifier l'application. Si les conseils donnés n'ont pas été mis en œuvre, une réunion a lieu afin d'examiner pourquoi les solutions proposées par les ouvriers n'ont pas été retenues.

Un groupe de contrôle se constitue souvent parce que des erreurs semblent avoir été commises dans les organes centraux de l'administration. Mais il existe beaucoup d'autres cas : le groupe peut décider tout simplement de se rendre dans une entreprise voisine afin d'assurer un échange d'expériences. Ou, encore, il choisit de visiter une coopérative agricole. Il est également très fréquent que les activités d'ordre culturel soient soumises à de telles vérifications. C'est ainsi que le studio qui produit les films albanais a reçu la visite de beaucoup de travailleurs — et notamment du groupe envoyé par les mineurs de Rubik.

Le contrôle ouvrier permet en particulier de resserrer les liens entre l'usine et l'école. Les Albanais ont conscience du rôle que jouent les rapports humains entre enseignants et enseignés dans la formation des jeunes. Tel ouvrier peut n'avoir aucune compétence particulière en littérature, en grammaire, en orthographe ou en mathématique, mais être capable de découvrir pourquoi un enseignement ne marche pas aussi bien qu'il le pourrait. Souvent les échanges entre les élèves d'une classe et les travailleurs d'un atelier deviennent réguliers. Une mise en commun des problèmes de l'entreprise et de ceux de l'école est ainsi réalisée.

Les ouvriers adultes prennent très au sérieux leurs discussions avec des garçons et des filles encore très jeunes. Bien sûr, l'aide apportée par les travailleurs est l'aspect principal de ces conversations. Mais les opinions et les critiques des adolescents ont un poids évident. C'est d'ailleurs ce qui permet l'activité de telles commissions mixtes ouvriers-écoliers. Si les adultes se comportaient en donneurs de leçons ils ne seraient sans doute pas supportés très longtemps, et surtout, ils ne feraient pas avancer d'un pas le problème de la communication entre enseignants et enseignés.

Par conséquent, tant à travers les syndicats que dans les groupes de contrôle ouvrier, s'exerce le pouvoir du prolétariat. A l'intérieur de l'entreprise comme dans toute l'organisation politique et professionnelle, éducative et administrative du pays, la classe ouvrière, organisée sur le lieu de travail, exerce son pouvoir, sa « dictature » (*Rappelons-le une fois de plus : dictature du prolétariat ne veut pas dire fascisme ; c'est l'exact opposé.*) qui a pour aspect principal la démocratie de masse.

Bien entendu, un tel système fonctionne dans la mesure où tout homme peut sans crainte exprimer son opinion. Une phrase d'Enver Hoxha est inscrite sur nombre de panneaux où sont affichées les « feuilles-foudre » : « Un pays où un homme a peur d'en critiquer un autre n'est pas un pays socialiste. »

Cet objectif est-il complètement atteint ? Oui, en ce sens que le contrôle ouvrier dispose partout de la force nécessaire pour faire obstacle à la vengeance qu'un supérieur susceptible voudrait tirer des critiques qui lui sont faites. Oui, encore, en ce sens qu'il est difficile d'imaginer que le perpétuel débat albanais s'interrompe brusquement parce qu'un chef se juge offensé par les initiatives de ses subordonnés.

Le reste est affaire de temps, de patience, du lent apprentissage de la liberté. Comme nous, les Albanais ont longtemps vécu dans un monde où toute critique est ressentie comme une attaque personnelle. Où chacun en veut à celui qui le met en cause. Donc, où chacun hésite à mentionner les erreurs de son voisin pour ne pas le blesser ou par peur d'une contre-attaque.

Il faudra certainement du temps pour que ces réactions égoïstes soient dépassées, pour que la solution la plus juste d'un problème soit recherchée sans que personne ne se sente visé, menacé, diminué. Mais des progrès importants ont été réalisés dans cette direction.

Ainsi, le socialisme ne se laisse pas réduire au progrès industriel. L'homme est plus important que les marchandises qu'il produit.

Bon nombre de Français, même parmi ceux qui se déclarent révolutionnaires, se montrent fort inquiets à la seule idée que le comportement de chacun puisse être l'affaire de tous. Comme ils vivent dans une société qui pèse très lourd sur les hommes qui la composent, ils imaginent une communauté socialiste tout aussi menaçante.

Pourtant, j'ai pu enregistrer, à l'usine du Tracteur, le fonctionnement d'un groupe de critique.

Tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Certaines interventions sont empreintes de colère. Ceux qui ont eu à souffrir d'une erreur la dénoncent avec beaucoup de force. Dans l'ensemble, pourtant, la réunion ne vise pas à prendre quelqu'un en flagrant délit, à montrer qu'il a commis une faute, et qu'il ne veut pas l'avouer. C'est d'abord vers le travailleur lui-même que se tournent ceux qui

le critiquent, comme pour s'en remettre à son jugement. Il lui est surtout demandé de se remettre en question, de s'interroger sur les raisons pour lesquelles il agit comme il le fait. De rechercher en lui-même d'où vient qu'il pense avoir raison ou qu'il reconnaît avoir tort. Si la discussion se fait âpre, si le ton monte, il se trouve toujours quelqu'un pour faire remarquer qu'il ne sert à rien de froisser un camarade : même en admettant qu'on puisse le contraindre à marcher dans la voie collective, il ne sera pas convaincu et l'expérience restera négative.

Un ouvrier du Tracteur, encore presque adolescent, arrivait souvent en retard à l'usine. En outre, il participait rarement aux activités de l'union professionnelle, et aux réunions de l'organisation de la Jeunesse. Son syndicat lui avait déjà demandé de s'expliquer sur ce point. Il avait refusé toute autocritique.

Son entourage avait pris acte de son attitude et décidé d'attendre avec patience : le renvoyer de la section n'aurait servi à rien. S'il devait renouveler les mêmes erreurs dans un autre atelier, à quoi bon le déplacer ? Les camarades les plus proches de lui avaient alors engagé des discussions individuelles pour lui faire sentir à la fois que ses meilleurs amis ne pouvaient le soutenir et que pourtant ils lui gardaient leur confiance.

Au moment de mon passage, les choses étaient entrées dans une phase nouvelle : les camarades d'atelier avaient décidé d'inviter le père et la mère de ce jeune travailleur en rupture de communauté, pour examiner avec eux si la vie scolaire et familiale de ce garçon pouvait expliquer sa conduite actuelle. Bien sûr, les parents tendent d'abord à soutenir leur enfant. Mais, quand ils s'aperçoivent que la rencontre a lieu avec des amis de leur fils, et que ceux-ci sont en train de chercher la solution d'un problème et non pas d'accabler un coupable, ils se mettent à coopérer.

La solution miracle n'a pas été trouvée pour autant, mais ce camarade n'est pas cependant privé de responsabilités. On le considère comme assez instable, mais comme suffisamment intelligent pour organiser des loisirs de groupe à l'intérieur de l'entreprise. On lui confie, par exemple, l'organisation d'une promenade collective des ouvriers de l'entreprise et de leurs familles. Ainsi peut-il constater que le groupe reconnaît ses capacités qui sont réelles tout en demandant de lui plus qu'il n'est actuellement prêt à donner.

Il n'est pas impossible qu'à la longue, si aucun résultat n'est obtenu, la situation devienne moins bonne, que les rapports entre ce jeune travailleur et ses camarades se tendent davantage. A ce moment, il pourra, en effet, être déplacé d'une section de l'usine à l'autre, peut-être même, en fin de compte, sera-t-il envoyé dans une autre entreprise.

Mais cette décision ne sera prise qu'à partir du moment où le groupe ne se sentira plus capable de lui porter une aide. Le Parti, le syndicat, l'organisation de la Jeunesse demanderont à ses nouveaux compagnons de travail de l'entourer d'une sollicitude particulière : la seule issue finale à laquelle on puisse penser demeure la réconciliation de l'individu avec la société socialiste.

On voit mal d'ailleurs comment il pourrait en être autrement. C'est l'homme avec ses caractéristiques personnelles, ses soucis, ses sentiments propres, mais aussi ses capacités de participer, de communiquer, de faire part aux autres de ses expériences, qui, selon le mot de Staline, est « le capital le plus précieux ».

Quiconque se trouve enfermé dans sa propre solitude est appelé par le groupe albanais à occuper la place à laquelle il a droit. Cet appel peut prendre une forme critique, sans perdre pour autant sa chaleur. Le directeur de l'usine du Tracteur est-il resté deux jours sans aller dans chaque section discuter avec les travailleurs ? A la prochaine rencontre, il s'entend dire : « Tu deviens un bureaucrate. » C'est là non une manifestation de rancune, mais l'expression d'une amitié, une demande fraternelle de ne pas s'éloigner.

Les critiques qui s'élèvent en assemblée générale peuvent, bien entendu, être beaucoup plus vives et se transformer en reproches. Il ne s'agit pas de présenter ces échanges comme des embrassades perpétuelles. Seulement, après la réunion, l'usage veut que deux camarades, après s'être critiqués l'un l'autre, aillent boire un cognac ensemble.

Il s'agit, au fond, d'obtenir que la critique se transforme en soutien. Ce résultat n'est pas encore complètement acquis, ni par ceux qui ont des reproches à faire, ni par les camarades critiqués. Les uns et les autres ont encore beaucoup de mal à distinguer l'analyse objective d'une pratique, bonne ou mauvaise, et l'éloge d'un homme ou l'attaque contre l'individu. Les progrès sont sensibles — et il reste pourtant beaucoup à faire. Il existe du moins un cas où le ton juste est en général trouvé, où le style de discussion est correct. Lorsque les ouvriers réclament de la cellule du Parti un comportement plus véritablement communiste, ce n'est pas dans une perspective polémique. On sent bien, au contraire, que les travailleurs, sans être membres du P.T.A., ont à cœur l'honneur de l'organisation politique de leur classe. Ils cherchent à l'aider, mais ils n'admettent pas pour autant qu'une soumission aveugle ou servile soit le seul moyen pour y parvenir.

Par exemple, à l'usine du Tracteur, les initiatives proposées aux masses par la cellule ont été approuvées mais déclarées insuffisantes, incomplètes. L'action vers l'extérieur, l'effort, en particulier, pour envoyer des jeunes ouvriers vers la montagne et la campagne n'était pas suffisamment prévu. Ainsi des travailleurs sans parti rappellent à l'organisation du Parti les directives de son propre comité central. Il ne s'agit pas de combattre les communistes de l'entreprise, mais de leur apporter une aide, d'empêcher une erreur qui pourrait porter atteinte à une ligne où s'expriment les aspirations de tout un peuple.

Certes, l'histoire albanaise présente, sur ce point, bien des différences avec l'histoire de notre pays.

A travers la guerre de libération nationale et les luttes pour la construction du socialisme, le parti du Travail a créé avec le prolétariat, avec le peuple une union de combat indéfectible. Les succès politiques s'inscrivent dans la hausse rapide du niveau de vie. Les seules difficultés économiques sont venues de l'extérieur, quand les révisionnistes de Moscou ont dénoncé les accords qui les liaient à Tirana. Mieux même, le régime s'est révélé capable avec la participation active et militante des masses de remédier à la crise ainsi déclenchée par l'adversaire révisionniste.

Face à l'impérialisme qui l'encercle de toutes parts, il a pu maintenir l'indépendance du pays.

Bien sûr, le lecteur français peut être porté à ne voir là qu'une suite d'appréciations politiques sujettes à discussion et étrangères à la vie quotidienne. Mais, pour les Albanais, ce sont là des réalités vivantes, chaleureuses. Ils savent et ils sentent que leur peuple a été bien servi ; qu'eux-mêmes ont échappé à la faim, à l'occupation, à l'oppression par des forces ennemies grâce à un effort collectif dont le parti du Travail a été, comme on voudra, le foyer, le noyau ou l'avant-garde. Ils entendent le préserver de toute défaillance — et c'est pourquoi ils ont tant d'élégante affection pour lui.

7 - Loin de l'usine

La vie économique de l'Albanie, la vie professionnelle des Albanais ne se trouve pas seulement à l'usine. Dans d'autres secteurs, la collectivisation et la révolutionnarisation créent aussi des rapports nouveaux entre les hommes.

Or les paysans-travailleurs et les petits commerçants français cherchent un second souffle. Condamnés à mort par le capitalisme moderne, chassés par lui de leurs terres ou de leurs boutiques, ils se cramponnent à elles dans des luttes de survie souvent impressionnantes.

Mais quel avenir peuvent-ils bien vouloir ? Leur transformation en manœuvres surexploités par le patronat industriel ? Certainement pas. Faire tourner en arrière la roue de l'histoire et revenir aux temps heureux du XIX^e siècle ? Ils ne le pourraient pas.

La voie albanaise vers le socialisme permet de contrôler, d'aménager, d'organiser l'exode rural : les coopératives paysannes ne sont plus ni les victimes, ni les agents des trusts. Partent ceux qui le souhaitent et qui ont reçu la formation nécessaire. L'énorme majorité reste, quitte à modifier certains aspects du travail. Les enseignants des écoles, les ouvriers des Stations de Machines et Tracteurs qui participent à la culture, les coopérateurs employés dans les fabrications encore artisanales de produits alimentaires, ne deviendront pas des citoyens malgré eux.

Il faut souligner, en particulier, l'importance des travailleurs des S.M.T. qui assurent la présence technique mais aussi politique dans la coopérative. Le point est d'importance : la dissolution des S.M.T. est un des points sur lesquels les Albanais (comme tous les marxistes-léninistes) critiquent sévèrement Khrouchchev. Celui-ci a détruit, avec elles, un instrument important du pouvoir prolétarien.

Les petits commerçants ne peuvent subsister en tant que « travailleurs indépendants », une fois établi le socialisme. Ils peuvent trouver une issue, une fonction importante dans un commerce d'un type nouveau : il leur est alors demandé de discuter avec les clients, de connaître leurs besoins, de savoir quels articles conviennent à la demande, présentent des défauts... ou ne sont pas encore fabriqués. Ils sont le lien nécessaire entre la consommation d'une part, le producteur et le planificateur d'autre part.

En outre, dans les villes albanaises, les magasins représentent des centres d'animation déjà nullement négligeables et dont l'importance est destinée à s'affirmer.

Ainsi le commerce et l'agriculture — à la différence de la grande industrie — font partie intégrante du passé albanais. Ils doivent donc l'un et l'autre rénover une activité déjà ancienne. C'est à la fois plus et moins simple que de forger de toutes pièces un monde nouveau.

Beaucoup de réunions de Front démocratique réunissent la population d'un quartier, discutent des questions touchant aux magasins de détail.

Or, ce secteur de l'économie a été très souvent négligé dans les pays de l'est de l'Europe. Et nous sommes habitués à associer, dans notre esprit, le commerce à l'économie de marché. Comme les Albanais refusent la seconde, ils doivent, pensons-nous, dévaloriser le premier.

En réalité, le commerce socialiste établit dans une économie planifiée le lien entre producteur et consommateur. Dans les campagnes, par exemple, le remplacement d'une économie en circuit fermé par des échanges avec la ville n'a été rendu possible que par l'extension des magasins de détail. Partout, avec l'augmentation des salaires de base et la baisse continue des prix, les achats des ménagères augmentent. C'est ainsi que de 1965 à 1970, les quantités de légumes vendues se sont accrues de 66 %, la viande de 67 %, les fromages de 49 %, le riz et les haricots de 39 %, le sucre de 29 %, les œufs de 87 %, les cotonnades et lainages de 43 %, les chaussures de 75 %.

Ainsi, le rôle du commerce s'est développé en même temps que la production elle-même.

Il est organisé dans le cadre du comité exécutif c'est-à-dire de l'organisme qui correspond à peu près au conseil général de nos départements. J'ai plus particulièrement visité des magasins dans l'arrondissement de Tirana. On compte 3 500 à 4 000 personnes dans le commerce de détail, y compris les chauffeurs et manutentionnaires et, bien sûr, les vendeurs et vendeuses, pour une population de 250 000 habitants.

De 1967 à 1969, d'énormes efforts ont été fournis pour ouvrir des magasins nouveaux dans le secteur rural de l'arrondissement. Dans une localité comprenant treize villages, ou, si l'on veut employer un vocabulaire français, dans un bourg comptant treize hameaux — on comptait en 1967 un seul magasin, alors qu'il en existait douze en 1969. Dans les centres des localités, on trouve des commerces spécialisés, soit en biens durables pour la consommation des ménages, soit en outils destinés au travail agricole, soit en denrées alimentaires, ainsi que des restaurants, cafés, brasseries etc. Dans les villages, un seul magasin suffit à tout avec sa fonction double de vente et d'achat, c'est-à-dire qu'il se procure, par exemple les œufs, la laine et les peaux que les coopérateurs vendent encore à titre personnel, en dehors des quantités commercialisées par les coopératives elles-mêmes.

Toutefois, dans l'arrondissement de Tirana, l'essentiel des activités se développe à l'intérieur de la capitale. A cet égard, on note certaines centralisations, un regroupement des magasins en huit grandes entreprises distinctes. L'une a pour clients les travailleurs des mines et leurs familles, une seconde, les coopératives agricoles, une encore les étrangers et les diplomates — trop différents des Albanais par leurs goûts et leur niveau de vie pour se fournir dans les autres magasins et, en outre, porteurs de dollars nécessaires pour les importations et biens d'équipement —. Les hôpitaux, les crèches, les jardins d'enfants, les écoles, les institutions publiques ont un fournisseur particulier, ainsi que les restaurants, cafés et brasseries.

Les trois autres entreprises commerciales centralisées s'adressent aux familles de la capitale : l'une vend des articles industriels, l'autre la nourriture, à l'exception des légumes et des fruits qui restent la spécialité d'une troisième.

Le salaire moyen d'un vendeur est de 5 000 leks dans les commerces alimentaires et va jusqu'à 6 000 leks dans les grands magasins. Il est donc légèrement inférieur à celui d'un ouvrier.

Un effort réel est entrepris en vue de transformer ces magasins en centres qui informent les producteurs sur le public. Par exemple, on a institué des registres sur lesquels il est demandé de porter les demandes de produits nouveaux, les remarques, les critiques de toute nature. Les vendeuses elles-mêmes sont priées d'enregistrer de telles indications et de les consigner dans des rapports. En 1969, quand j'ai visité les magasins de Tirana, ce système paraissait fonctionner de manière moins régulière que les échanges de vues organisés dans d'autres secteurs. Mais les assemblées de la population et les échanges de « feuilles-foudre » entre la collectivité environnante et les magasins permettent d'avancer par d'autres moyens.

Dans les magasins que j'ai visités, le nombre des vendeuses et des vendeurs est suffisant par rapport à la clientèle. On n'observe pas de queues impressionnantes. Les files d'attente ne sont en général pas plus importantes qu'en France dans des magasins correspondants. Bien entendu, les conditions de travail sont infiniment meilleures : personne n'aurait, par exemple, la prétention d'obliger un vendeur à rester debout toute la journée en attendant le client.

Le développement de normes collectives a permis de réaliser d'immenses progrès. C'est ainsi que beaucoup d'employés ont convenu de ne pas faire individuellement la caisse. L'un transmet à l'autre la responsabilité d'un rayon sans établir de comptes. De même chacun confie son point de vente à un collègue lorsqu'il est obligé de s'absenter.

Pour préserver la liberté d'action de chaque vendeur, les Albanais avaient d'abord imaginé de transformer chaque rayon en domaine réservé à un seul employé. Si celui-ci était malade ou absent, le rayon était fermé.

Le système des normes collectives élimine un individualisme un peu étroit... et évite de renvoyer les clients les mains vides.

D'une manière générale, tous les arrangements entre employés comme avec la direction sont faciles : j'ai rencontré une vendeuse d'un magasin de tissus qui devait aller chercher sa petite fille à une heure précise. Elle était donc obligée de quitter son travail bien avant les autres. Tout le monde voyait là un fait normal. Elle bénéficiait de son salaire entier. Or ce n'était pas là un droit reconnu par la loi, étant donné l'âge de la fillette.

Il m'a semblé que les éléments les plus dynamiques de la population n'étaient pas tellement orientés vers le commerce. Ils se tournent plutôt vers l'industrie ou l'agriculture. Le risque n'est pas très grand de voir éclater des conflits entre les employés de magasins avec lesquels j'ai discuté et la population environnante. Il semble même qu'il ne l'est pas tout à fait assez. Non parce qu'on trouve 65 % de femmes parmi les vendeurs, mais parce qu'elles semblent moins dynamiques, moins affirmées, moins pleines d'initiatives que les ouvrières d'usine. Il faut dire aussi que les tâches sont moins dures.

L'impression peut-être fautive d'un visiteur, c'est qu'il y a là un secteur relativement protégé de la population mais que les signes avant-coureurs d'une évolution très rapide se font déjà sentir.

En effet, l'Albanie a maintenant dépassé le stade où la nature et la qualité des produits importaient moins que leur quantité. Le commerce a donc désormais pour tâche de collecter les informations qu'apportent les consommateurs alors que le petit nombre de ceux-ci, l'absence d'un marché au sens classique du terme, le contrôle délibéré des prix, interdisent de mettre en concurrence toute une gamme de produits qui puissent entrer en compétition les uns avec les autres.

Au contraire, en pays capitaliste, qui renseigne les producteurs sur les besoins des consommateurs ? Par le jeu de la publicité, par la diffusion de tout un ensemble d'images, par la télévision, la radio et la presse, par les romans policiers et les bandes dessinées, les grands mercantis du système forment une clientèle selon leurs vœux. Même à l'âge d'or du libéralisme, où la concurrence donnait à plein, les seuls besoins reconnus étaient les besoins solvables, ceux qui pouvaient rapporter de l'argent aux négociants gros ou petits. Au contraire, avec le système des entretiens vendeuses-clients, avec les « feuilles-foudre » et les assemblées générales de quartier, une forme originale permet au consommateur de faire valoir son point de vue directement auprès des fournisseurs industriels ou agricoles, ou des services centraux de planification.

A dix kilomètres de Tirana, la ferme d'Etat l'Etoile-Rouge a été fondée sur les terres du grand propriétaire foncier Toptani, souverain de 650 ha où survivaient tant bien que mal quatorze familles avec les rares tracteurs alors en service, et seize bovins. Le soi n'était ni irrigué, ni bonifié. Quatorze élèves fréquentaient l'école élémentaire — privilège assez exceptionnel dans un pays d'illettrés.

On a peine à imaginer que le domaine de Toptani ait pu faire partie du secteur le moins arriéré de l'agriculture... avant la libération.

Aujourd'hui, à l'Etoile-Rouge, 650 familles sont installées sur 3 300 ha, 1 850 garçons et filles fréquentent les « nids » (les crèches), les jardins d'enfants, les trois écoles primaires et les lycées.

On peut trouver sur place toutes les marchandises possibles, les spectacles (théâtres et cinéma) (*La place de cinéma coûte 10 leks et seulement 5 pour un enfant. Le salaire moyen est de 5 000 leks, le loyer est de 200 leks pour un appartement de 3 pièces.*), la maison de la culture, comme le médecin, le dentiste, la pharmacie et la maternité. Le lait, les fruits, les produits de la ferme sont vendus à des prix très bas aux travailleurs de l'Etoile-Rouge. On apprécie les sports, les représentations montées par les artistes amateurs, la lecture en bibliothèque, les cercles de discussion, les excursions et pique-niques, les visites de chantiers et d'entreprises industrielles.

Ici, le bétail joue un rôle très important : 850 vaches — surtout de la race de Jersey, des Bruna Alpina et des blanches et noires hollandaises — fournissent, en moyenne, 3 000 litres de lait par an. Les 55 000 quintaux annuels de légumes sont sur le même plan, puis viennent les 10 000 quintaux de fruits (*II*

s'agit uniquement des quantités vendues à l'extérieur.), le blé et d'autres activités. Les rendements — encore inférieurs aux possibilités qu'ouvre la technique moderne — progressent régulièrement.

Les élèves d'une école professionnelle d'agriculture partagent leur temps entre les cours et l'apprentissage pratique à la ferme — comme dans les usines les salariés disposent d'une formation dans les diverses branches de la production —, diverses cultures, élevage, etc.

Une ferme d'Etat n'est pas une coopérative : dans la première, les travailleurs sont des salariés, ils reçoivent leur paie régulièrement quels que soient les résultats obtenus.

En cas d'intempéries qui interdisent tout labour, ils touchent 50 % de leur paye.

Dans la coopérative, les paysans sont collectivement propriétaires de leur production. Ils la vendent et la somme que chacun reçoit dépend des prix — et des quantités de blé, de légumes, de moutons dont ils disposent.

Comme il n'existe pas, en Albanie, un marché agricole abandonné à des mécanismes aveugles, la différence entre les deux types d'exploitation agricole n'est pas énorme, du point de vue économique. Mais elle est sensible dans la mesure où les travailleurs des fermes d'Etat sont plus libérés du souci de leur propre intérêt matériel.

A l'Etoile-Rouge, la masse des salaires versés par l'Etat est distribuée aux « escouades » de dix travailleurs sur la base de normes collectives. Il serait injuste de désavantager des hommes ou des femmes plus faibles que les autres. Tous les problèmes qui se posent sont résolus dans le cadre des « brigades » — groupes de cinq escouades, donc de cinquante salariés — qui se contrôlent eux-mêmes. Par exemple, si un salarié reste chez lui, le conseil élu de la brigade est chargé de s'informer sur les raisons de cette absence.

La discipline existe, mais elle est assurée par les égaux lorsqu'il s'agit des simples travailleurs, par la base lorsqu'il s'agit des dirigeants. La hiérarchie, le pouvoir exercé de haut en bas représentent — pensent les camarades de l'Etoile-Rouge — un danger de déviation bureaucratique.

Le contrôle de la base existe donc, avec le même objectif que dans les usines. Si un travailleur pose personnellement une question à un dirigeant et que celui-ci ne répond pas « parce qu'il a autre chose à faire », il est critiqué en assemblée générale. On rappelle volontiers ici cette phrase d'Enver : « Les dirigeants sont les serviteurs du peuple... Pratiquons la critique, l'autocritique, la rectification des erreurs commises et l'élévation de la conscience révolutionnaire. »

Remarquons l'ordre dans lequel ces différentes étapes sont indiquées : si je suis critiqué et si je suis capable de comprendre cette critique, de la reprendre réellement à mon compte, alors je pourrai rectifier mon action. En le faisant, je mets de côté le souci de mon intérêt privé, de mon prestige personnel, je pose les problèmes dans le seul souci de la construction du socialisme : j'élève ma conscience révolutionnaire.

Ce n'est pas facile, personne ne se révolutionnarise d'un seul coup. La réaction aux critiques est d'abord la nervosité, la colère ou, au contraire le découragement. Pourtant, les travailleurs de l'Etoile-Rouge avancent dans la bonne direction. Auparavant, les membres du Parti — ils sont 350 — se critiquaient entre eux, secrètement. « Si tu declares en public que j'ai commis des erreurs, se disaient-ils l'un à l'autre, comment est-ce que je pourrai participer au rôle dirigeant du Parti ? » Il en allait de même pour les différents responsables de la vie économique de la ferme : ils taisaient les fautes commises dans leurs rangs pour préserver leur prestige.

Maintenant, tous ces débats ont lieu devant les masses. Si les erreurs d'un responsable à la production ou à l'administration, ou celles d'un communiste sont jugées trop graves par la base, il quitte son poste de direction technique ou politique.

Le directeur Demlush Thaci avoue qu'il s'est senti quelque temps nerveux dans l'application de ce nouveau style de travail. Maintenant il écoute attentivement et tranquillement quand Zace Male, le secrétaire du syndicat, par exemple, le critique.

L'organisation du Parti a des réunions ouvertes aux sympathisants, notamment pour discuter l'admission des candidats. Ce principe « vient qui veut » est également appliqué aux assemblées générales de tous les salariés. Les délégués des brigades se doivent d'être là. Mais le nombre des délégués n'est pas limité. Et si quelqu'un estime avoir quelque chose à dire ou à entendre, l'entrée est libre.

Lors de l'assemblée qui a précédé ma venue, la lutte contre le bureaucratisme était à l'ordre du jour. Vingt-cinq personnes ont pris la parole.

Un travailleur a demandé de renforcer la lutte de classes. Un responsable a été critiqué pour avoir négligé les mesures pratiques à prendre pour la récolte de fourrage : « Toi, disait un salarié, pour réaliser ton travail bureaucratique, tu as négligé l'essentiel : la production, et le fourrage a été perdu. »

Un cultivateur avait « oublié » de dire que, pendant la guerre, il avait appartenu à un groupe de *kollabos*. On lui a reproché plus encore ce mensonge actuel que sa conduite passée.

En revanche, certains paysans, notamment un tractoriste, ont été félicités par les masses.

Les questions techniques elles-mêmes sont traitées et résolues par les masses ou avec les masses, mais en réunion de « secteurs » plus spécialisés (réunions sur l'école, la mécanisation du travail, etc.).

L'effort politique du Parti porte avant tout sur le lien entre la théorie et la pratique. Il a longtemps pris ses exemples dans l'histoire du parti bolchevik soviétique. Mais, si le combat des militants russes contre les policiers tsaristes reste riche d'enseignements, on se sert de plus en plus de l'histoire du parti du Travail albanais — et en particulier des événements liés à l'évolution des exploitations agricoles elles-mêmes. Les événements internationaux intéressent les salariés : ils ont discuté et condamné avec passion — dans les réunions organisées par le Parti — l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Les textes des classiques du marxisme ne sont pas négligés pour autant.

La composition du Parti n'est pas moins importante : 90 % de ses membres sont dans les brigades de production. Il a fallu combattre la tendance à appeler les militants dans des postes administratifs jugés « plus importants » à tort. C'est ainsi d'ailleurs que les masses peuvent juger les membres de l'organisation. Dans certains cas, elles se sont montrées sévères, allant jusqu'à exiger et obtenir l'exclusion.

Loin de perdre son autorité, le Parti a gagné en influence et en prestige politique. On l'a bien vu dans la campagne pour la réduction des parcelles individuelles. Leur surface a été ramenée à 200 m², celle d'un jardin de banlieue. Les jeunes ménages qui se forment n'en demandent pas du tout : « Il faudrait être arriéré pour le faire. » Dans ce climat, un jour prochain, les dernières parcelles disparaîtront à leur tour. Un autre succès a été remporté sur le front de la famille : personne ne doute que la femme doit être l'égale de l'homme. Il n'est pas sûr que la pratique sociale ait atteint tout à fait ce niveau. Comme toujours il est plus facile de changer les actes publics que les sentiments. Le même militant fait un éloge vibrant de la responsable de l'Union des Femmes, Refije Zeko, une ancienne partisane... mais il oublie encore de la présenter quand elle se trouve au milieu des hommes qui, eux, sont tous nommés, sans exception. Ce n'est qu'une nouvelle étape à franchir, et on va vite en Albanie.

La nouvelle génération a connu des difficultés : un fanatisme véritable condamnait les rencontres entre garçons et filles. De longues discussions avec les parents ont permis au Front démocratique de modifier le climat dans les villages. Désormais, les jeunes sortent et dansent librement. Les manifestations de tendresse ne sont pas réprimées : c'est l'affaire de chacun.

Bien entendu, aucun Albanais ne passerait brusquement de la farouche réserve d'autrefois au goût de l'exhibition publique. Le problème ne se pose pas en pratique.

Mais la vie à l'Etoile-Rouge — si énergiques que soient souvent les efforts demandés — est très attachante ; elle réunit des aspects citadins et des aspects paysans dans un ensemble heureux.

La première coopérative créée dans l'arrondissement de Durrës a été celle de Shijak. Ses dimensions de 1947 étaient modestes, comme les possibilités qui étaient alors celles du machinisme agricole. Des propriétés individuelles puis quinze autres fermes collectives l'entouraient. En 1956, le progrès des techniques et une conception plus juste de la division du travail paysan permirent un regroupement général. Le progrès avait été assez lent. Dans un village, on comptait trente ou quarante familles. La propagande du Parti et l'aide spéciale de l'Etat aux terres collectivisées provoquait la création d'un premier noyau communautaire. Les résultats obtenus amenaient de nouvelles adhésions — toujours volontaires. Les Albanais sont convaincus qu'il est impossible d'améliorer le rendement de l'agriculture si l'entrée dans les coopératives n'est pas le résultat d'une libre décision des paysans.

Mais, à la différence de ce qui s'est passé à l'Etoile-Rouge, les troupeaux étaient restés d'abord propriété privée. L'expérience a montré qu'il est impossible de concilier la collectivisation des terres et des instruments de travail avec l'existence de bétail appartenant en propre à tel ou tel coopérateur.

En 1956, enfin tout était mis en commun, y compris les bêtes. Un vaste ensemble de 3 600 ha s'étend aujourd'hui à travers la plaine avec 1 500 ha de blé, 500 ha de coton, 400 ha de haricots et 250 ha de salades, de tomates, de légumes divers, surtout destinés à l'exportation. Le reste se compose de pâturages qui nourrissent 1 000 vaches, issues d'un croisement entre la race de Jersey et la race albanaise, et 2 000 moutons.

Le revenu atteint 300 millions d'anciens leks pour une population de 12 000 personnes, dont 3 800 sont des coopérateurs, 1000 des salariés des Stations de Machines et Tracteurs et 500 des fonctionnaires (enseignants ou militaires).

On compte donc 1 500 travailleurs et employés qui n'appartiennent pas à la communauté, mais qui reçoivent leur paie de l'Etat et qui appartiennent à la famille d'un des coopérateurs. Ils sont membres de la section du Front démocratique qui existe dans le village où ils habitent, mais non des organismes qui décident du travail paysan.

Un des dirigeants de la coopérative, Osman Toptaga, membre du comité central du parti du Travail, m'explique que l'organisation par brigades de cinquante paysans ressemble à celle de l'Etoile-Rouge. Ici aussi, les normes sont collectives. Et il faut composer des équipes équilibrées, avec une même proportion d'hommes et de femmes, de forts et de faibles.

Mais l'obligation de venir travailler tous les jours n'existe pas de la même façon : simplement, les absents ne sont pas payés. On admet, par exemple, que les femmes qui ont des enfants en bas âge ne puissent pas venir régulièrement. Ou encore, si elles arrivent en retard, les hommes ne protestent pas.

Bien entendu, les malades, eux, sont indemnisés. La coopérative leur verse 70 % de la somme qu'ils auraient gagnée — d'après un calcul basé sur le produit des jours précédant l'arrêt de travail. En cas de séjour à l'hôpital, celui-ci est gratuit, et la famille reçoit cependant les 70 % prévus.

Les principales difficultés dans la coopérative de Shijak ne viennent pas de la répartition des salaires, mais de la durée du travail : une moyenne de huit heures par jour mais avec des pointes pénibles de dix, douze, voire treize heures, en cas de nécessité !

Un certain traditionalisme a soulevé quelques problèmes : jusqu'à la Libération, le paysan ne cultivait que le blé et le maïs. Quand l'Etat a eu besoin de coton, il a proposé des prix intéressants. Cependant, les paysans ont ramené la surface à cultiver en coton de 500 ha (proposition du plan) à 400 ha (chiffre fixé par les paysans eux-mêmes). Ils ont fait observer — ce qui était vrai — que le sol d'une coopérative voisine se prêtait mieux à cette culture.

En revanche, les discussions menées brigade par brigade ont permis à la base de transformer très vite les 10 ha de tomates plantés au début en 50 ha. C'est aussi la base qui a voulu entreprendre la culture du riz.

L'intérêt pour les céréales reste grand : des équipes se sont constituées pour expérimenter de nouvelles méthodes en vue d'augmenter le rendement du blé.

Les coopérateurs ont installé une petite fabrique artisanale qui produit sauce tomate, macaroni, fromage, eau-de-vie. Pour l'instant, il s'agit seulement de satisfaire les besoins des villages où habitent les paysans de Shijak.

La bataille pour la production, comme toujours en Albanie, se mêle étroitement à la bataille politique. L'organisation de base lutte pour mettre en œuvre sur place les décisions du V^e Congrès et les appels du Comité central. Et les masses discutent dans le Front démocratique, l'Union des femmes, l'Union des jeunes. Les communistes sont à l'écoute de ces débats, ils participent aux échanges d'expériences, à l'effort pour tirer les conclusions à partir de ce qui se passe dans les champs, à l'école ou ailleurs. Et ils transmettent ces indications, avec leurs propres analyses à la direction du Parti ; selon les cas, ils s'adressent au Comité d'arrondissement, au Comité régional, ou au Comité central.

Tout se discute à Shijak. Même avec les enfants de l'école primaire, la question de la révolutionnarisation de l'enseignement a été posée. « Il n'y a pas deux socialismes, dit Osman Toptaga. Il n'y a pas un socialisme pour les jeunes et un autre pour les vieux. Il n'y a pas un socialisme pour les femmes et un autre pour les hommes. »

Le Parti est ainsi présent dans la vie quotidienne. Il rassemble des expériences et des aspirations qui se font jour dans l'ensemble des organisations de masse. Et les camarades de Shijak citent Enver Hoxha : « La force de notre Parti est dans les masses, s'il s'éloigne des masses, il n'est plus rien. »

La lutte contre tout bureaucratisme est donc menée avec vigueur. En instituant les normes collectives, on a rendu inutile le long et difficile travail de la mesure du rendement individuel. Les responsables de brigade sont donc amenés désormais à faire, au moins, en plus de leur activité propre, cent cinquante jours de labeur paysan par an. Les cadres de la coopérative sont astreints à un minimum de soixante jours que la base a ramenés à cinquante pour le vétérinaire « parce que, avec tout ce bétail, il fait déjà pas mal de travail physique ». En revanche, l'ingénieur agronome considéré comme un intellectuel s'est vu demander cent jours d'activité manuelle. Le secrétaire du Parti — pour une autre raison : parce qu'il a besoin d'être à la pointe de la bataille politique, et que la participation aux brigades y contribue — doit aussi faire cent jours.

Le président de la coopérative juge que ce travail physique lui est indispensable : « Quand je vais dans une brigade, dit-il, je vois directement ce qu'est l'homme. J'entre en contact avec lui et avec tous les types de travail. J'en connais les difficultés ; par conséquent, je comprends ce que je demande à chacun de faire. En outre, les rapports avec les membres de la coopérative s'améliorent : ceux-ci deviennent plus proches, plus amicaux. »

Bien entendu, tout le monde est élu... et révocable. Du président au responsable de la brigade. Et toutes les décisions importantes sont prises par la base. La coopérative de Shijak a lancé, en particulier, la campagne victorieuse pour l'électrification de toutes les campagnes d'Albanie, jusqu'au dernier village de montagne avant la fin de 1971. Et elle avait proposé de commencer par elle-même — décision locale adoptée sur place et parvenue à un début d'exécution avant même que le comité central du P.T.A. ne lance son appel à l'échelle nationale. De même Shijak avait déjà terminé cette implantation de l'électricité quand j'y suis passé, en juillet 1969...

D'autres initiatives ont été prises, par exemple de faire des dons importants en bétail aux coopératives plus pauvres du Nord, ou d'envoyer cinquante cadres techniques à celles-ci, tout en accueillant un nombre égal de leurs propres cadres. Cet échange favorise le progrès dans des régions encore en retard sur le Centre et le Sud.

Les contacts sont nombreux aussi avec les coopératives du Sud. Mais ils ont un caractère plus exclusivement politique. La campagne contre les parcelles individuelles à Shijak s'est inspirée de l'action menée à Saranda. Là-bas, les paysans produisent surtout des fruits. En échange des terres individuelles, chaque famille reçoit une centaine de kilos d'oranges par an. Et la coopérative couvre tous les besoins de ses membres en produits alimentaires.

A Shijak, on procède de la même manière ; les parcelles ont été réduites de 3 000 m² à 1 000, c'est-à-dire qu'on est passé d'un dernier reste d'exploitation individuelle à un potager... en attendant la suppression pure et simple de la propriété ou de la jouissance individuelle du sol. La coopérative passera-t-elle encore par l'étape intermédiaire de jardins de 200 m² ? Il ne sera sans doute pas nécessaire de se montrer aussi patient. Avec des légumes à volonté au prix dérisoire de un vieux lek le kilo, à quoi bon cultiver un bout de terre à la bêche ?

Les femmes sont généralement favorables à la collectivisation générale du sol. En effet, dans le travail de la coopérative, les nouvelles mœurs dominent : si quelqu'un peut manquer une journée, c'est la mère de famille, elle a beaucoup à faire chez elle. Mais dès qu'il reste un dernier lambeau d'économie traditionnelle, comme la parcelle, les vieilles habitudes reprennent le dessus ; la femme a la charge du plus gros labour. D'autant plus que les 3 000 m² se trouvent à côté de la maison.

Dès lors, les jeunes filles et les mères sont très sensibles à la différence de rendement entre les méthodes modernes de la coopérative et la grande fatigue que donne pour peu de résultats le potager ou le menu bétail individuel. En assemblée générale, les militants ont aussi fait valoir que, pour écouler les produits des parcelles, il fallait aller vendre ces produits à la ville. Compte tenu des possibilités locales — Palais de la Culture, excellents groupes artistiques — c'est trop loin pour que ce déplacement forcé soit très attirant. Surtout seuls un ou deux coopérateurs se sentent à l'aise dans ce rôle de marchands égoïstes — les militants disent ici carrément de « spéculateurs ». La révolutionnarisation idéologique exige que la question soit complètement réglée, mais sur la base de la conviction personnelle des coopérateurs. A Shijak comme ailleurs, le mot « patience » fait partie du vocabulaire des membres du Parti, des autres activistes... et même des militants que dévore une fièvre de bataille, ceux de l'Union de la jeunesse.

Les longues séances de discussion au cours desquelles les vieux racontent la guerre de Libération servent d'abord à perpétuer le souvenir de ces grands combats, à rappeler les réalités de la lutte de classes — y compris la lutte armée — telle qu'elle se poursuit au-delà des frontières... et à aider les garçons et les filles, dans la vie quotidienne, à comprendre qu'un aîné peut retarder sur leur fougue sans être indigne de respect.

Les parents, à leur tour, laissent leurs enfants assez libres pour que les conflits soient rares. En général, l'effort commun de la famille — jeunes et vieux —, de l'école, des organisations permet d'éviter les situations trop tendues.

Le problème de la femme est moins simple : une fois de plus, il faut distinguer entre les pratiques grossièrement scandaleuses et les petits événements de la vie quotidienne. Il n'y a plus de mariages forcés, de mauvais traitements, de voiles, etc. La coopérative commence à construire une crèche par groupe de deux villages — ce qui libérera la femme dans une mesure importante et lui permettra de réduire son absentéisme au travail.

Un grand succès a été la construction en 1964 de fours très modernes qui fabriquent le pain pour 12 000 habitants des villages. Les mères de famille, jusque-là, devaient le faire à la maison.

La révolutionnarisation a permis un grand pas en avant : aucune femme n'avait la responsabilité d'une brigade, on en compte maintenant vingt sur soixante responsables. La bataille menée depuis le V^e Congrès n'a pas été facile. Les vieux protestaient : « Une femme ne peut pas diriger. » Il a fallu leur rappeler que des femmes avaient été commissaires politiques dans des bataillons de partisans.

Le problème a été résolu. Personne ne proteste plus contre le fait que, sur dix-sept membres du bureau de la Coopérative, sept soient des femmes.

Mais, dans les familles, la situation est moins bonne. Bien sûr, un sentiment de courtoisie se développe : si la mère demande au père d'accomplir une tâche, il le fait — il faut « respecter » la femme. Celle-ci pourtant assure elle-même presque toutes les activités de la maison. Après ses heures de travail à la coopérative, elle a donc une seconde journée de labeur qui l'attend. Le restaurant à cinq anciens leks est une aide réelle. Mais il ne fonctionne qu'à midi. Il est vrai que certains emportent des portions pour le soir. Or cette solution n'est pas encore passée dans les mœurs.

Cette conception traditionnelle n'a pas disparu même chez les enfants. Les parents demandent aux filles de travailler à la maison, beaucoup moins aux garçons. Ceux-ci ne font jamais le ménage. Osman, lui-même, se sent mal à l'aise dans certains cas. Le jour où il a dit à son fils de laver la cuisine, l'enfant a éclaté de rire. Aucun de ses camarades ne l'avait jamais fait. « Es-tu fou ? » demandait-il à son père. Il croyait à une plaisanterie.

Les enfants saisissent instinctivement la différence entre l'école — où les garçons et les filles apprennent ensemble la cuisine dès la maternelle — et la maison où les traditions sont plus fortes. Encore voit-on certains faits nouveaux se produire : les jeunes maris vont à la crèche chercher les nourrissons. Surtout, peut-être, les hommes ont visiblement le désir de libérer la femme, de se révolutionnariser sur ce terrain. Et les fougueux militants de l'Union de la jeunesse, garçons et filles, sont intraitables sur la question féminine : l'égalité complète.

Sur les pentes escarpées qui dominent Vlora, le village et la coopérative de Trajas rassemblent des hommes d'acier.

Pour comprendre leur présent, il faut connaître le passé. On comptait là, dès avant la Libération, 95 % de paysans pauvres. Pour chaque famille, 20 moutons et un bout de terrain rocailleux. Quelques jeunes de l'école commerciale, chassés de l'établissement pour action révolutionnaire, ont fondé une cellule du Parti. Dès le début de la résistance armée, deux unités de guérilla passaient à l'action. L'incendie d'un dépôt italien de munitions, pendant la guerre menée par Mussolini contre la Grèce, avait donné le signal des luttes.

Attaqué dix-huit fois, souvent pillé, trois fois totalement incendié, le village n'a jamais cédé. Les récoltes détruites n'ont pas eu plus d'effet que la mort de trente-trois martyrs. Parmi ceux-ci, on comptait dix jeunes filles, dont l'une, Zoja, est restée célèbre dans toute l'Albanie. Jamais plus on ne vit de mariage forcé à Trajas.

Deux cents jeunes gens combattirent dans l'armée régulière. Tous les autres — sans exception — ont participé à des batailles locales.

Le parti du Travail était déjà puissant. Il n'a cessé de grandir dans le village entièrement neuf qu'il a fallu bâtir puisque l'ancien n'existait plus. Ses militants ont créé la coopérative avec quelques paysans pauvres en 1949. Elle couvrait alors 60 ha de terre et elle disposait de 176 têtes de bétail. Le mouvement de l'adhésion des paysans individuels a eu, bien sûr, des raisons économiques. Mais à Trajas les motifs politiques sont aussi très importants. La confiance dans le Parti est plus profonde encore qu'ailleurs. Trajas participe résolument à toutes les initiatives lancées à travers le pays. Il révolutionne ses deux écoles de huit ans. Il a donné à l'Albanie 154 enseignants et 200 officiers en activité. Tous ses cadres dirigeants, dont des ingénieurs agronomes, zootechniciens et vétérinaires — sont nés au village.

Le temps des parcelles individuelles est dépassé. Chaque famille coopérée garde encore 10 moutons. Que le Parti le demande, et il ne restera plus rien de la propriété privée du bétail. La rémunération individuelle est morte. Le travail se fait par brigades de cinquante paysans. Et le salaire est calculé collectivement par chaque groupe de douze ou treize personnes. Lors du partage, chaque membre reçoit le même nombre de leks. Dans la prochaine étape, c'est au niveau de la brigade tout entière que fonctionnera ce système communautaire. C'est un pas vers le communisme.

Trajas est la première coopérative à avoir fait un cadeau royal aux montagnards pauvres du Nord : 700 moutons sur 9 000 — 8 % de la richesse essentielle de la collectivité — ont pris le chemin de la région des Mirdites. Ce don gratuit est-il « encore peu de chose », comme disent les militants du Parti, ou un acte presque héroïque, comme les visiteurs sont tentés de le croire ? En tout cas il a déclenché un puissant mouvement de solidarité à travers toute la plaine et les secteurs d'altitude moyenne.

La masse des coopérateurs a adopté un style de combat. Elle creuse le lit des cours d'eau pour empêcher les inondations, améliore cinquante hectares de terre, réduit systématiquement la durée normale de chaque tâche : il fallait vingt jours pour faucher le blé ; on se contente de quinze. La coopérative achetait des céréales. A l'appel d'Enver, elle se suffit à elle-même et met quatre cents quintaux à la disposition des villes. Le rendement, sur ce sol rocailleux, n'était que de 5 à 6 quintaux à l'hectare, elle le porte à 20 quintaux en attendant 40 ou 50. Elle croise les moutons du pays — qui donnent seulement de la viande — avec d'autres races pour produire aussi de la laine.

Sur tous les points, la population entière se prononce. C'est elle qui, en 1948, a fermé la mosquée où nul ne mettait plus les pieds. C'est elle qui a aidé les vieux à comprendre pourquoi, sur dix brigades, trois étaient dirigées par des femmes. C'est elle qui a voulu, pour libérer les mères, des crèches, des jardins d'enfants, une blanchisserie, un tour communal pour cuire le pain.

Bien sûr, certaines familles prennent encore un peu trop souvent les mots pour des réalités. Tel coopérateur veut commander, ou cherche à ne pas trop travailler. Ou encore certains cas individuels font problème. Mais les plaies les plus profondes du passé sont guéries à l'échelle de la communauté. Il en reste qu'il ne faut pas négliger, même si leur guérison est moins urgente.

Par exemple, lorsque des jeunes se marient, les noces sont trop coûteuses par rapport aux ressources des deux familles. Elles rendent ensuite nécessaires des privations choquantes pour payer la dépense. Des jeunes se rencontrent, travaillent ensemble, sortent ensemble, se marient entre eux, c'est une fête, mais en même temps un élément de la vie quotidienne. Il ne s'agit pas d'un rite religieux, ni de la rencontre extraordinaire de jadis d'un garçon et d'une fille qui ne s'étaient jamais vus.

Le temps n'est plus des grandes funérailles. Mais la mort d'un ami, d'un membre de la famille est encore une tragédie. Si le sens de la mort n'est pas changé, la victoire de la révolution et du Parti n'est pas complète. La communauté n'est pas encore assez chaleureuse pour que les vivants quel que soit leur chagrin — sentent le disparu survivre dans le cœur et l'action de tous, pour qu'ils échappent totalement à la solitude, pour que la trace, laissée par un être cher, dans la construction du socialisme soit une forme de présence, pour que la grande flamme collective entraîne vers le haut toutes les souffrances, fussent-elles légitimes.

Quinze cents habitants, dont quatre cent cinquante travailleurs, mènent ainsi au Trajas une vie militante que les membres du P.T.A. ne sont pas seuls à animer. L'organisation de base du Parti ou, sur un plan technique, le président, laissent-ils passer une occasion d'agir ? D'autres sauront s'en emparer et les critiquer au besoin !

Mais l'existence quotidienne n'est pas pour autant un modèle d'austérité. Des boutiques offrent les mêmes articles manufacturés qu'à la ville. Dans ce village où tout le monde couchait par terre, sous l'ancien régime, chacun dort dans son lit — et les chambres sont meublées très normalement. Chaque famille ne se contente plus d'avoir la « T.S.F. », mais choisit sa marque dans le but de capter les postes émetteurs les plus éloignés : c'est un moyen de plus de s'informer d'abord, mais aussi de se distraire.

Comme chaque coopérateur touche 5 200 anciens leks, en un an — et qu'il y a trois ou quatre coopérateurs par famille — le niveau de vie a fait des bonds en avant fantastiques. D'autant plus que les denrées alimentaires sont vendues à très bas prix aux membres de la communauté.

Mais l'histoire des hommes d'acier de Trajas n'est pas celle de leur confort. Elle se situe plutôt au moment où le fils d'une famille de coopérateurs se rend coupable d'un vol dans le lycée où il fait ses études. L'amertume est immense, les parents s'interrogent sur l'éducation qu'ils lui ont donnée. Avoir volé, en pays socialiste, comment l'expliquer ?

Le garçon revient aux vacances. Le bureau de la coopérative le reçoit avec fermeté. Il évoque la révolution victorieuse, le Parti, le sens de la vie du pays et de l'histoire. Les jeunes savent que ce ne sont pas des réalités en l'air, ni des propos d'anciens combattants. Ils ont eux-mêmes bandé leurs muscles pour le travail volontaire, ils sont descendus dans les torrents glacés pour jeter des ponts provisoires, ils ont vécu la vie des travailleurs. Le garçon est resté un peu timide quelque temps, susceptible' aussi dans ses rapports avec ses camarades de vacances. Peu à peu, il est revenu à un comportement satisfaisant. Bien sûr, personne ne lui a marchandé sa confiance. Il savait ce que le Bureau lui avait dit de son acte, au nom de tous. Il savait aussi que nul ne le considérait comme déshonoré ou criminel.

Si je devais rester en Albanie, j'aimerais vivre à Trajas. Mais je ne suis pas très sûr d'en être capable.

8 - L'homme nouveau

La révolution albanaise a d'abord conquis le pouvoir politique : ce fut la dure guerre de libération nationale. Elle a ensuite construit la base économique du socialisme en supprimant la propriété privée de la terre, des usines, des banques et des entreprises commerciales, puis en créant une grande production moderne dans l'agriculture et dans l'industrie. Aujourd'hui, la révolution albanaise porte la lutte de classes sur un troisième front : celui de la conscience et de la vie quotidienne des hommes. *(Il va de soi que ces trois aspects de la lutte révolutionnaire sont présents à chacune des étapes de la transformation sociale. Mais, à chaque moment, un aspect joue un rôle plus important que celui des deux autres.)*

Les Albanais parlent volontiers de « révolutionnarisation idéologique ». Mais, traduite en français, cette formule a un défaut : elle met beaucoup trop l'accent sur ce qui se passe dans notre tête et pas assez sur nos attitudes pratiques devant la vie, sur notre manière de nous conduire en famille, à l'usine ou au bureau. Certes, il existe un rapport entre ce que je pense et ce que je vis. Mais il ne suffit pas de réciter des formules, fût-ce avec une foi sincère. Il faut encore qu'elles passent dans nos sentiments et dans nos actes. Là nous sommes souvent gouvernés par nos habitudes, nos expériences passées, donc par des sentiments qui sont nés dans un monde plus ancien, mais qui trouvent encore certaines possibilités de survivre, même dans l'Albanie actuelle.

Enver Hoxha (*Voir notamment son discours au Plénum du Comité Central du 15 juin 1967, d'où sont extraites les citations suivantes.*) rappelle volontiers que la révolution albanaise « est en train de démolir la propriété privée jusque dans ses fondements mêmes, matériellement et théoriquement ». D'une part, les moyens de production sont « collectivisés », d'autre part, toute la philosophie idéaliste du « je », du « moi » solitaire est remplacée par le marxisme.

Et pourtant, constate Enver, « nous ne devons pas considérer comme entièrement réalisée la liquidation de la propriété privée ».

Enver s'inspire de Marx et l'approfondit ; il montre que l'avarice, la cupidité, le goût de posséder les choses pour soi tout seul sont maintenant enracinés dans nos façons de sentir et de voir.

« La propriété privée nous a rendus si stupides et si bornés qu'un objet ne nous appartient pas si nous ne le possédons pas, c'est-à-dire s'il n'existe pas pour nous comme un capital, ou si nous ne le possédons pas de façon immédiate, si nous ne le mangeons pas, si nous ne le buvons pas, si nous ne nous habillons pas avec lui, nous n'y habitons pas, etc. en un mot si nous ne le consommons pas... »

« C'est pourquoi toutes les sensations physiques et morales ont cédé la place à la destruction pure et simple de ces sensations, au sentiment de propriété. »

Le capitalisme et le féodalisme ont développé en nous une mentalité particulière, qui fait naître de faux besoins et de fausses satisfactions : je finis un plat au restaurant, non pour le plaisir de manger, mais pour ne pas laisser échapper ce qui m'appartient. Si une maison a une jolie façade, je veux l'habiter — et non me loger en face pour pouvoir la regarder. Si un être humain passe à ma portée, je veux me l'annexer, en tirer un profit quelconque — même sentimental — et non l'aider à vivre plus complètement dans ses rapports avec tous ceux qui l'entourent.

En somme, l'existence de la propriété privée nous a fait faire l'expérience de l'égoïsme. Et ce sentiment continue à exercer ses ravages, même après la mort du capital. Appeler les travailleurs à produire davantage uniquement pour gagner davantage, c'est prendre le risque de voir l'argent — les « stimulants matériels » — jouer un rôle excessif et dangereux. Il en va de même chaque fois que l'étroit intérêt personnel rejette au second plan le souci de l'intérêt général, ou que l'homme se pose en propriétaire devant sa femme, les parents en maîtres des enfants.

Dans tous les cas, je vois dans le produit de mon travail, dans ma fonction sociale, dans le membre de ma famille un simple prolongement de moi. Ils m'intéressent dans la mesure où je peux m'en servir, me les approprier, les « consommer ». Je ne m'en occupe ni pour eux-mêmes, ni pour la société. Je me conduis comme un exploiteur, comme un patron pour qui les ouvriers, comme les marchandises, sont là uniquement dans un but de profit.

L'Albanie est entrée dans une époque de lutte aiguë contre cette mentalité. Et c'est un combat de classe contre le capitalisme alors même qu'il n'y a plus de capitalistes. Ce combat a pour but de transformer chaque militant révolutionnaire, chaque Albanais en homme nouveau. Le but est le même qu'en Chine populaire avec la grande révolution culturelle prolétarienne, mais il n'y a pas de groupe Liou Chao Chi à écarter du pouvoir. Il est donc beaucoup plus facile de voir qu'il s'agit de révolutionnariser la vie quotidienne et, finalement, chaque être humain.

Cette forme de lutte de classes est actuellement la plus importante. Mais, à une place plus modeste, elle est aussi ancienne que l'existence du marxisme-léninisme en Albanie. La gigantesque bataille menée pour libérer la femme et l'enfant en est le meilleur exemple.

L'un des codes les plus anciens, en vigueur dans l'Albanie du Nord, montre bien comment « la propriété privée maintient la femme dans un véritable esclavage, conduisant celle-ci à être transformée en un simple objet de propriété, qui peut être vendu, acheté. » (Selon le *Coutumier de Lek Dukagjini*, «

le mari a le droit de battre sa femme, et de l'attacher lorsqu'elle n'obéit pas à sa parole et à ses ordres... Le père a le droit de battre, d'attacher et de tuer le fils ou la fille... C'est le devoir de la femme de rester sous la domination du mari. » (*Enver Hoxha, op. cit.*)

La même attitude se retrouve dans la folie de la possession privée des choses et dans la folie du despotisme exercé sur les êtres humains.

Cette autorité brutale et sans limites s'affirme comme un droit naturel. L'homme se présente comme le chef et le maître. La femme trouve juste, naturelle même, son infériorité devant l'homme. Tout sentiment qui porte atteinte à la propriété du père sur les enfants est à son tour condamné. Aimer, c'est se donner à un autre. Mais, pour un adolescent, se donner, c'est prendre quelque chose à son père pour l'offrir à une autre. C'est un véritable vol.

De même la femme doit obéir à son mari — qu'elle n'a pas choisi. Aimer ailleurs est un crime. L'aimer, lui, est difficile et, en tout cas inutile. Elle lui est soumise quels que soient ses sentiments.

Aussi, comme l'écrit Enver, « il faut avouer que, chez nous, existent et se manifestent des idées erronées et rétrogrades sur l'amour. L'amour est considéré [*par certains esprits arriérés, G. M.*] comme quelque chose de honteux, d'inadmissible, comme quelque chose qui n'est pas normal, comme s'il faisait de la femme une prostituée, et de l'homme du dégénéré ». (*Enver Hoxha, op. cit.*)

Et Enver Hoxha — citant Engels — rappelle que les rapports entre les sexes ne deviendront « tout à fait personnels » qu'une fois détruite « la soumission de la femme à l'homme et de l'enfant aux parents ».

A ce niveau de la réalité sociale, le problème n'est pas purement théorique. Il ne suffit pas de beaux discours pour changer quelque chose à l'existence d'une famille, à la façon dont mari et femme, parents et enfants, se répartissent les tâches, s'estiment ou se parlent dans l'intimité.

Mais un patient travail d'explication peut jouer un certain rôle dans la transformation des rapports familiaux. Il est possible de montrer comment ceux-ci sont nés historiquement, comment ils ont grandi au point de rendre impossible tout autre genre de vie. Sans aller très loin dans l'étude des sociétés d'autrefois, on sait que cet asservissement total date du temps des Turcs et de leur pouvoir féodal. Dans un pays qui s'enorgueillit d'avoir rompu avec les traditions étrangères et avec le Moyen Age, l'argument est de poids. La révolution a détruit le pouvoir économique et la contrainte politique exercés par les anciennes classes dirigeantes. Elle a créé un terrain solide sur lequel peuvent se construire des rapports humains d'un type nouveau — tout d'abord dans la guerre des partisans, ensuite dans la production socialiste. De telles transformations sociales font naître des idées nouvelles qui correspondent à cette situation nouvelle.

Mais les idées anciennes ne disparaissent pas d'elles-mêmes. Elles existent toujours et elles entrent nécessairement en lutte avec les pensées nouvelles. Elles s'appuient sur une tradition qui réglait en particulier les mœurs familiales — et qui se traduisait par des actes publics comme le mariage forcé mais aussi par des émotions qu'il est beaucoup plus difficile d'atteindre et de transformer.

C'est ainsi que le sentiment de la propriété privée mène à distinguer entre le garçon — « pilier de la maison », porteur du nom — et la fille « destinée à entrer dans la maison d'autrui ». Il est donc d'usage de se réjouir davantage lors de la naissance d'un fils. Autrefois, un Albanais pouvait divorcer lorsque sa femme ne « lui donnait que des filles ». Dans un tel climat, la concurrence, le conflit entre les sexes commence alors dès l'enfance.

Les querelles entre la jeune mariée et ses beaux-parents reposent sur le même sentiment. Le père et la mère du garçon « ont peur qu'elle ne s'approprie leur fils, le pilier de la maison, qu'elle ne soustraie ce fils à leur autorité ». La mère du marié peut ressentir, par instants, une certaine complicité avec sa bru :

elle aussi, jadis, a rêvé de se libérer. Mais elle ne se résigne que rarement à la voir réussir dans cette entreprise.

Il est possible d'aider hommes et femmes, parents et enfants, à comprendre que de tels sentiments reflètent un univers social injuste, aujourd'hui disparu d'Albanie. En outre, la pratique économique et sociale introduit les germes du changement en appelant tout le monde — sans distinction de sexe — à la production, à l'instruction, aux actions responsables, à la vie politique. Mais il est nécessaire d'aller plus vite, de ne pas attendre les bras croisés que la révolution économique et les idées nouvelles fassent leur chemin. D'une part, en effet, le développement industriel lui-même exige que les femmes ne soient pas tenues à l'écart du travail. D'autre part — et surtout — il n'est pas vrai que l'égoïsme et l'esprit d'autorité puissent être limités au cadre étroit de la vie familiale.

Les sentiments nés sur la base de la propriété privée doivent être éliminés. Sinon, ils pénétreront toute la vie politique et sociale pour mener, en fin de compte, à la restauration du capitalisme.

Les marxistes-léninistes, instruits par l'exemple de l'Union soviétique, pensent que la prise du pouvoir politique et l'expropriation des capitalistes ne suffisent pas pour assurer la victoire du socialisme. Rien n'empêche, en effet, que certains personnages, après avoir courageusement combattu contre la bourgeoisie, ne retrouvent au fond de leur cœur le goût de la possession, le sens de l'intérêt privé, ce besoin de propriété et de pouvoir que leur a légué le passé. Ils transforment alors les fonctions exercées au nom du peuple en moyen de s'approprier les biens matériels et d'exercer une autorité personnelle. La voie du retour au capitalisme est ouverte, non parce que les anciennes classes exploitées subsistent, mais parce qu'une nouvelle classe exploiteuse apparaît.

Mais il ne suffit pas de constater que l'existence du socialisme est l'enjeu de ce combat entre deux mentalités, deux manières d'être, de sentir et de vivre. Il faut encore trouver la meilleure méthode à appliquer pour résoudre ce conflit. Dans un premier moment — qui correspond en gros à la prise du pouvoir politique et à la création d'une base économique solide — l'Etat a agi par la force des lois, le Parti par des appels et des actions de masse. Aujourd'hui, le mariage forcé n'existe plus comme institution. Le travail des femmes se heurte encore à certaines résistances masculines, mais dans des cas assez peu nombreux. Ce qui reste des vieilles idées, des mœurs d'autrefois n'est plus aussi facile à atteindre parce que cela s'est réfugié dans un univers plus secret, plus intime, mieux caché.

Le danger serait alors d'oublier que c'est là un domaine où des méthodes nouvelles, plus appropriées, permettent seules d'agir. Le mari, les parents, ont d'autant moins conscience de mal faire que leurs préjugés s'emmêlent confusément avec des sentiments très purs. L'égoïsme n'exclut pas complètement une part d'amour désintéressé pour la femme et les enfants. Et pourtant il les opprime.

Dans la famille albanaise, le problème est en voie d'être résolu par l'appel à la jeunesse qui a « vu et vécu » la transformation de la société. (*Voir Enver Hoxha, Discours aux Jeunes du 28 juin 1968. Les citations suivantes sont extraites de ce discours.*) Cette expérience à la fois individuelle et collective permet à la génération montante de se débarrasser des « survivances étrangères dans la conscience des hommes ». Encore ne faut-il pas la dresser contre l'autre génération, même si cette dernière est plus lente dans son évolution. Dans bien des cas, il s'agit de tenir à la fois les deux bouts de la chaîne : oui, il est normal de se marier quand on s'aime et les parents n'ont pas à faire acte d'autorité. Oui, il est normal que ces mêmes parents s'accoutument difficilement à cette situation nouvelle. Et il serait grave de réagir à leur attitude par une rupture brutale.

« Le Parti, déclare Enver Hoxha, apprécie beaucoup le fait que ses directives pour la lutte contre le patriarcalisme (la famille soumise à l'autorité du père) et toute chose dépassée ait été comprise de façon juste. La lutte dans ce domaine se déroule sur le terrain idéologique, en ne portant point atteinte à l'affection et au respect (*Rappelons qu'un Albanais d'aujourd'hui parle aussi bien du respect des parents pour les enfants. Le mot a un sens particulier.*) que les jeunes doivent éprouver pour leurs parents et les gens âgés. Grâce à sa maturité, notre jeunesse comprend que tout obstacle ou malentendu

provenant des personnes âgées est dû au fait que celles-ci ont vécu à une autre époque et que, bien que liées étroitement à présent au Parti, il leur est quand même plus difficile de se détacher de l'ancien, des coutumes et des vestiges qui faisaient autrefois partie intégrante de leur vie. »

Il fallait citer ce texte tout au long — d'abord en raison de son souci de préserver les liens humains, de son refus d'en appeler démagogiquement à une crise adolescente d'opposition à la famille. Mais, surtout, il reflète la vie quotidienne des foyers albanais. Ce sont les jeunes que l'opinion publique perçoit comme « plus mûrs », plus adaptés à l'Albanie socialiste parce qu'ils y ont toujours vécu, parce qu'ils ont senti ce monde nouveau grandir autour d'eux, en même temps qu'eux. Certes, les gens âgés ont droit au respect : leur génération a libéré l'Albanie. Mais la révolutionnarisation personnelle, l'apparition en eux de l'homme nouveau leur sont plus difficiles.

De cela, au moins, ils sont suffisamment convaincus non pas pour changer facilement d'attitude, mais pour n'être pas tout à fait sûrs d'avoir authentiquement raison contre leurs enfants.

Les jeunes se sont eux-mêmes transformés. Ils ont pris la pelle et la pioche, bâti des maisons et des voies ferrées. Le travail volontaire des garçons et des filles n'a pas pour but d'alléger les dépenses de l'Etat : il coûte plus qu'il ne rapporte. Mais ils ont « apporté une contribution importante à la construction de grands ouvrages, ce dont le Parti et tout le peuple les félicitent et les remercient de tout cœur ». (*Enver Hoxha, op. cit.*) Ces grandes actions « font naître chez les jeunes l'esprit du collectivisme, de la lutte en vue de surmonter des difficultés, de l'affection pour son compagnon, de l'amitié pure, de la détermination révolutionnaire ». (*Enver Hoxha, Discours, mai 1968.*) En même temps se forge sur le terrain l'unité de « la jeunesse ouvrière, la jeunesse paysanne et celle des écoles » qui rejettent ensemble « les survivances petites-bourgeoises, patriarcales et intellectualistes ».

Le travail manuel, accompli en commun, détruit les barrières traditionnelles entre l'étude et le travail physique. Il trempe le caractère non dans une retraite solitaire, mais dans une volonté commune de tenir en échec l'ennemi extérieur, de moderniser le pays et de développer une ligne révolutionnaire. Pour les jeunes Albanais venus des montagnes du Nord — plus isolées, donc plus patriarcales —, c'est une découverte permanente. Pour les étudiants, c'est une circonstance où ils se placent forcément sous la direction des ouvriers et des paysans. Pour tous, c'est le moyen de découvrir qu'ils ont à prendre des responsabilités, à créer des rapports humains nouveaux, une vie sociale à leur mesure — que leur avenir est entre leurs mains.

Pourtant le travail volontaire ne peut suffire à tout. L'instruction se généralise et, du même coup, le temps des études augmente. Après l'école de huit ans (primaire) vient l'enseignement technique ou secondaire qui n'empêche d'ailleurs nullement un « bachelier » albanais de se retrouver ouvrier d'usine.

Or, l'école présente bien des avantages, mais aussi de sérieux dangers. Comme la famille, elle n'est pas née sur le terrain d'une société socialiste. Certes, les rares établissements ouverts au temps de Zog répondaient à un besoin, à une soif d'apprendre populaire. Mais les structures de l'école n'en étaient pas moins mi-féodales, mi-bourgeoises et, de plus, extrêmement confuses. Les programmes, les orientations politiques et religieuses, les méthodes, tout cela venait de l'étranger. Qu'un pays impérialiste s'empare d'un secteur de l'économie albanaise — et l'enseignement le prenait pour modèle. Ou bien une puissance capitaliste ouvrait un lycée, une école technique et formait les élèves albanais dans sa propre langue.

Dans de telles conditions, les instituteurs ne pouvaient progresser sur le terrain d'une pédagogie nouvelle.

Or, à la libération, il n'était pas possible de faire table rase de l'ancienne école. Il aurait d'ailleurs été injuste d'éliminer les enseignants qui avaient souvent combattu pour leur pays et qui, pour la plupart, étaient favorables à la révolution.

Beaucoup ont soutenu sincèrement la collectivisation des terres et des usines, la politique du peuple et du Parti. Ils ont participé courageusement aux campagnes d'alphabétisation. Mais ils n'ont pas changé pour autant leur façon d'enseigner. Pourquoi ne pas continuer aujourd'hui ce qu'ils faisaient hier ? N'avaient-ils pas l'approbation des éléments les plus avancés de l'ancienne société ? Il ne leur venait pas à l'esprit que le monde nouveau exigeait une école nouvelle.

Bien sûr ces instituteurs n'hésitaient pas à parler du socialisme et des grandes luttes du peuple. Mais nous retrouvons ici le même problème : un père peut discourir sur les droits égaux de la femme tout en se donnant des raisons ou des excuses de préférer en fait son fils à sa fille : il travaille si bien en classe. Ou encore : il me rappelle mon oncle qui est mort à la guerre. Un enseignant peut évoquer en termes excellents le mode de vie qui est en train de naître en Albanie socialiste sans contribuer par son attitude à le développer.

Instituteurs et professeurs avaient bien tenté de s'inspirer du modèle soviétique du temps où Makarenko était encore considéré à Moscou comme un exemple à suivre. Mais l'Albanie n'est pas l'U.R.S.S. L'imitation mécanique d'une méthode étrangère n'est pas une bonne solution. En outre, l'enseignement soviétique, même dans la période vraiment socialiste de l'U.R.S.S. n'a pas évité certaines erreurs.

Ici encore, dans ses discours du 21 octobre 1967 et du 28 juin 1968, Enver Hoxha ne doit pas nous apparaître comme un chef solitaire, tirant de son propre fond les principes qu'il expose, mais comme un militant exceptionnel qui comprend le premier quel est le sens profond du mouvement lancé par les masses. Loin d'imposer du dehors une politique artificielle, il montre les perspectives ouvertes par l'action des lycéens qui — à Durrës par exemple — multiplient les « feuilles-foudre » contre bon nombre de professeurs.

Les lycéens reprochent surtout à ces enseignants de se conduire en spécialistes et même en propriétaires du savoir. Ils proposent leurs connaissances à qui veut les recevoir sans se soucier de la vie personnelle des élèves, sans se mêler à leurs sorties, sans discuter avec eux, bref sans permettre la naissance de nouveaux rapports humains.

Comment s'étonner, dès lors, qu'à côté d'excellents élèves, qui ont la chance d'être déjà prêts à enregistrer toute cette science, d'autres restent à la traîne, condamnés aux mauvaises notes ? Le professeur admet alors que le lycéen est seul responsable et lui interdit, à la fin de l'année scolaire, le passage dans la classe supérieure. Il est même peu disposé à encourager les meilleurs élèves à aider les autres pour que tout le monde avance du même pas : son individualisme le conduit à préférer une élite, une « tête de classe », de rares élus qui obtiendront de brillants résultats et qui se préparent ainsi, chacun pour soi, un avenir de succès personnels.

C'est cette vision du monde scolaire que les lycéens rejettent en fait. Et Enver les aide à comprendre leur propre révolte : « La préoccupation des jeunes, des étudiants, ou des intellectuels de chez nous, dit-il, ce n'est pas le sort personnel, le problème de s'assurer une place pour pouvoir subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille. Ils ne s'instruisent pas et ne luttent pas... pour que les autres ne les écrasent pas... mais pour mieux servir leur peuple. Ils s'instruisent et travaillent non pas pour accumuler de la culture pour eux-mêmes, ni pour se distinguer comme érudits, mais pour rendre les champs plus fertiles, pour répandre la culture encore plus largement et plus profondément, pour faire de la science le bien propre des masses, un moyen au service des masses. » (*Discours du 28 juin 1968.*)

Pour n'avoir pas compris ces nécessités nouvelles, les enseignants ont naïvement attribué aux défauts des individus, ou à la légèreté de la jeunesse, l'indifférence des élèves à leurs cours. Il est normal que les écoliers des lycées, lorsqu'ils s'ennuient, « ne suivent plus les cours, bavardent, chahutent ou gribouillent ».

L'enseignant devait faire son autocritique : il n'a pas rattaché son savoir à la vie, aux problèmes réels qui se posent en dehors de sa classe, dans les entreprises, les quartiers, les coopératives agricoles. Et il a fui les questions des élèves sur sa propre spécialité, peut-être parce qu'il lui faudrait préparer son cours tout autrement pour affronter le feu roulant des discussions. Peut-être aussi pour préserver son autorité d'homme adulte qui choisit de dire ce qu'il juge lui-même important et se tait sur le reste.

Dès lors, l'instituteur, le professeur recourt à des mesures pédagogiques de contrainte qui ne correspondent pas à la situation et qui mettent bien en évidence « son autoritarisme, la discipline de pure forme, le pouvoir de la note, les antipathies morbides, les rancunes, autant d'aspects anti-éducatifs, anti-pédagogiques ».

Enver reconnaît que le « système des notes a été de tout temps appliqué à l'école ». Mais il refuse d'accepter pour autant « l'opinion selon laquelle l'école sans note ne peut fonctionner régulièrement ». Il constate, en revanche, « que l'autorité des enseignants à l'égard des enseignés, bon gré, mal gré, se rattache à la pratique des notes ».

Le capitalisme a utilisé le système des notes parce qu'il visait la sélection. Dans l'école bourgeoise, « l'existence des notes, outre les autres obstacles qu'elle suscitait, a eu et a toujours un caractère de frein, de sélection, et l'on conçoit bien à l'égard des enfants de quelle classe sociale ». (*Discours au comité central du 21 avril 1967.*)

De même il est inacceptable que le diplôme puisse être accordé ou refusé — et sur quelle base scolaire, sinon celle des notes ? Aucun diplôme ne doit se transformer en une arme individuelle, un privilège personnel au profit de l'élite qui le reçoit. Il faut au contraire « inculquer l'idée que le diplôme n'est qu'un certificat de fin d'études dans un établissement d'enseignement donné ». Il fait la preuve de « l'acquisition d'un certain degré d'instruction et d'une certaine spécialité que l'on doit mettre au service de la société ». (*Enver Hoxha, op. cit.*)

Il s'agit donc de mettre fin à la relation d'autorité, au droit de propriété que l'enseignant se donne sur l'enseigné par le biais du savoir. Mais il ne s'agit absolument pas d'éliminer le savoir. Seulement de le réintégrer à sa place dans la lutte des classes pour la construction de l'homme nouveau.

J'ai pu rencontrer — tantôt séparément et tantôt ensemble — lycéens et enseignants à Pogradetz, puis à Tirana pour examiner avec eux comment s'était déroulée cette révolution de l'école.

Le mouvement n'a commencé à Pogradetz qu'après le discours d'Enver. Mais il a pris immédiatement des formes très critiques, très dures sous l'impulsion d'une classe terminale. Certains enseignants ont été accusés d'employer les notes comme un moyen de pression sur la liberté des élèves. Un professeur d'anglais a été d'une part jugé trop sévère — il blâmait les lycéens de leurs fautes sans les aider à en voir la racine — et, d'autre part, trop indifférent : il était présent à des promenades, sans participer vraiment aux conversations des jeunes. Cet enseignant a fait assez vite son autocritique. Mais il en a voulu assez longtemps aux élèves qui l'avaient mis en cause. Puis il s'est rapproché d'eux.

Le directeur d'un internat, lui aussi, a reconnu ses torts. Les pensionnaires avaient voulu aller à une réunion très sérieuse. « Il leur a opposé un refus arrogant », s'indigne une lycéenne. « Il n'était pas possible de le tolérer. »

Le directeur du lycée a été critiqué pour ses cours de marxisme. Rien à dire sur leur contenu. Mais il prononçait un discours — et s'en allait. Maintenant les élèves ont pris l'affaire en main. Ils préparent un sujet, ou un texte fondamental, individuellement ou par groupes. Le directeur contribue au débat, apporte ses connaissances. Dans une discussion avec moi, il semble content du changement, pas vexé du tout, mais ému d'avoir été critiqué. C'est une inquiétude sentimentale du genre : « Je croyais qu'ils m'aimaient tant et qu'ils étaient si contents. »

Les enseignants semblent très surpris d'avoir vu leurs lycéens passer si vite et avec tant d'aisance à l'étude collective des programmes. Les lycéens, eux, ont l'impression que « ça devait arriver ». Peut-être pensent-ils qu'ils auraient dû prendre la parole plus tôt, sans attendre que l'exemple vienne d'ailleurs.

Ils parlent avec beaucoup d'enthousiasme de leurs contacts avec les ouvriers, de leur présence à l'usine. Avant la crise, ils allaient à l'entreprise de temps en temps. Maintenant, cette activité occupe une part appréciable de leur vie. Ils ont voté et fait accepter un grand principe ; en sortant du lycée, ils travaillent tous un an à l'usine. Et les ouvriers diront eux-mêmes qui doit continuer ses études et qui doit rester sur le tas pour devenir un bon militant. En attendant, chacun essaye d'apprendre « non pas un, mais au moins deux métiers manuels ».

Tout le monde s'efforce de contribuer à la refonte du programme sur tous les plans, entraînement physique et travail manuel mais aussi matières traditionnelles de l'enseignement. Le principe de base est d'éliminer un excès de connaissances livresques, apprises mécaniquement, au profit d'une pensée rationnelle articulée sur l'expérience. On développe le marxisme-léninisme comme philosophie, les sciences comme mise en œuvre de cette méthode dans la pratique. La littérature et l'histoire, non comme moyen d'échapper à l'Albanie de 1970, mais comme analyse des réalités d'autrefois et — aussi — recherche des sentiments encore vivants dans le monde où les lycéens grandissent.

Le cercle clos de l'école éclate alors nécessairement. Travailleurs de l'industrie et de l'agriculture, militants du Parti et des organisations de masse interviennent pour examiner l'aspect politique des problèmes — y compris la question du programme. Chaque classe réfléchit plus particulièrement avec un atelier, une brigade agricole, voire une unité de gardes-frontières. L'attitude très particulière des adultes envers les jeunes en Albanie — « nous en avons vu plus que vous, mais vous, vous avez grandi dans le socialisme » — permet des débats très serrés entre garçons et filles, d'une part, et travailleurs adultes, d'autre part. Les lycéens vont à l'usine — et certains ouvriers viennent dans les locaux scolaires pour des cours de perfectionnement. Une certaine égalité est rétablie.

A Tirana, le mouvement a commencé beaucoup plus tôt — dès 1965. Pourquoi ? Professeurs et élèves sont d'accord pour penser que les premiers traitaient les seconds comme des choses, des objets. Oh ! ils ne leur voulaient que du bien ! On n'en sait jamais trop ! Mais ils ne s'inquiétaient pas de savoir si cette manière de voir était partagée par les lycéens, si ces derniers ne souhaitaient pas entrer dans un monde plus vivant, plus proche de leurs soucis réels.

Les élèves n'exigeaient pas seulement un nouveau type de relations avec les enseignants. Ils revendiquaient le droit d'intervenir dans le choix des textes et des manuels, dans le plan de travail des classes, de décider des liens à nouer avec telle ou telle usine. Il a fallu que les jeunes professeurs, formés après la révolution, expliquent aux vieux ce qui se passait.

Mais comment faire lorsqu'un enseignant de langue ou de littérature albanaise est successivement critiqué par toutes les classes où il enseigne ? Le malheureux fait appel à ses collègues pour que — conformément à une coutume bien établie — ils viennent écouter sa classe. Il est sûr de son bon droit — d'autant plus qu'il trouve partout, pour le soutenir, une minorité de très bons élèves qui se déclarent heureux de faire des progrès en sa compagnie.

Il faudra du temps pour que l'évolution soit positive. L'enseignant réagit d'abord très mal : « Les élèves ont tort. Un point c'est tout. » Il est appuyé par plusieurs professeurs. Mais, dans sa propre famille, les discussions se développent. Tout le quartier commence à débattre avec lui. Pendant dix jours, cet homme, si sûr de lui-même en apparence, se met à rechercher les contradicteurs — quitte à entrer dans des colères violentes.

Mais, au bout de dix jours, il s'aperçoit que personne ne lui veut du mal. On discute pour trouver la bonne solution, pour l'aider, lui, autant que ses élèves. Il ne se prend plus pour un réprouvé. Du coup, il comprend qu'il faut enseigner pour toute la classe.

Avait-il peur de ses élèves ? Peur de ne pas être capable de parler avec eux ? En tout cas il se plaît surtout maintenant avec le groupe de lycéens qui a lancé la première « feuille-foudre » et qui a eu avec lui les débats les plus vifs.

Un autre enseignant a été critiqué parce qu' « il n'aimait pas assez les élèves, ne vivait pas vraiment avec eux ». « Il n'allait pas assez aux promenades » — grief sans appel en Albanie.

Il y a là de très sérieux problèmes affectifs. Les adultes ont beaucoup de peine à détruire toutes leurs fortifications faites d'autorité arbitraire, de pouvoir arrogant, de supériorité factice, qui les protègent dans leurs rapports avec les jeunes. Et les jeunes n'acceptent ni de subir les contraintes absurdes, ni de laisser les enseignants ou les parents à la nostalgie des temps heureux où les gosses faisaient ce qu'on leur disait. La communication entre enseignants et enseignés se fait mal quand les uns et les autres ne sont pas d'accord sur les rôles, les tâches, les libertés de chacun.

Mais il est rare que les personnages critiqués se raidissent dans une attitude de refus définitif. Le directeur d'un lycée de Tirana a renoncé à ses fonctions quand il a compris que l'autorité traditionnelle était morte avec les punitions et autres mesures administratives. *(Au moment de mettre sous presse j'apprends qu'il prépare une thèse sur l'évolution de la relation enseignants-enseignés.)*

Bien sûr, il n'y a pas que les lycées. J'ai choisi de les étudier plus particulièrement dans la mesure où ils occupent une place de choix — entre l'école de huit ans et l'Université.

Dans la première, ce sont surtout les « grands » à partir de treize ans qui ont l'initiative. Leur action s'est souvent exercée dans le sens albanais de la « dignité ». Un petit bonhomme proteste non contre la critique de son devoir, mais contre le ton de l'instituteur. Il demande gravement « pourquoi m'offenses-tu ? » — et les « feuilles-foudre » de pleuvoir.

A l'Université de Tirana, que j'ai visitée plusieurs fois toujours à l'époque des vacances — trois ou quatre professeurs ont été envoyés à la production. « Un stage chez les prolétaires les aidera à réfléchir », me dit le vice-recteur.

Mais je suis piqué de curiosité : « Qui décidera de leur retour ? »

Le vice-recteur ne s'attendait pas à une telle question : la réponse va de soi. « Ce sont les ouvriers qui décideront, bien sûr. »

Il s'agit de savoir si les hommes formés dans l'école et dans la famille albanaises sont capables de se révolter contre toute contrainte extérieure, bureaucratique, de servir le peuple sans défaillance et d'arracher d'eux-mêmes toute complicité avec le capitalisme tel qu'il existe en nous — et non seulement hors de nous.

Déjà, dans cette université nouvelle, l'enseignement de la littérature et de l'art fait problème. Dans cet immense entassement de textes et d'œuvres que nous lègue le passé, comment éviter que chaque professeur ne fasse un choix arbitraire, fondé sur ses propres goûts, ses propres préférences ? L'Albanie socialiste veut être le pays où naîtra un homme nouveau. Comment accepterait-elle que l'enseignement se laisse aller à des querelles d'école, qu'il choisisse d'enfermer ses élèves dans un monde d'idées et de sentiments étrangers aux actes et aux rêves des révolutionnaires d'aujourd'hui ?

Les écrivains qui ont vécu en d'autres temps et en d'autres pays n'expriment pas nécessairement des émotions et des croyances qui conviennent aux Albanais de 1970. Bien sûr, il faut les étudier puisqu'ils

ont joué un grand rôle, traduit l'état d'une civilisation et agi sur elle. Mais comprendre, ce n'est pas réciter aveuglément tout ce qui a été publié. C'est montrer à quel courant de pensée — toujours marqué d'une empreinte de classe — un auteur se rattache, quelles influences il a subies, comment le monde où il vivait lui a posé des problèmes et comment il a tenté de trouver des solutions.

Les enseignants albanais sont appelés par Enver Hoxha à faire œuvre de marxistes-léninistes, à lier l'étude de la littérature à celle de l'histoire d'une civilisation, à montrer comment les transformations économiques, les luttes de classes, l'évolution des mœurs ont créé le terrain sur lequel de grandes œuvres ont pris naissance.

Une telle analyse évite aux professeurs et aux élèves de simplifier dangereusement leur attitude devant les témoins du passé.

Pour d'excellentes raisons, bien des intellectuels albanais aiment et admirent les pionniers de leur Renaissance nationale. Mais certains ont tendance à leur vouer un véritable culte, à renoncer aux études historiques pour exalter sans retenue ni réserve la moindre ligne tombée de la plume de leurs auteurs favoris.

Certes, Engels a parlé de la Renaissance de l'Europe occidentale comme d'une « époque lumineuse... qui a déchiré le lourd manteau du Moyen Age, renversé croyances et systèmes, et imprimé une impulsion ininterrompue au développement économique, culturel et scientifique. Mais... l'impulsion donnée à la société par les grandes figures de la Renaissance n'était ni complète, ni achevée ». (*Discours du 7 mars 1968. Les citations suivantes sont empruntées à ce discours.*)

De même, les animateurs de la renaissance albanaise n'ont pas échappé miraculeusement aux limites de leur temps. Ils étaient « des hommes remarquables aux idées progressistes, des penseurs avancés révolutionnaires... qui ont lutté par les armes et par la plume pour la liberté et l'indépendance du peuple ».

Mais, si nous passons de l'étude historique de leur rôle dans leur propre civilisation à la lecture de leurs œuvres, nous ne pouvons plus considérer qu'ils nous apportent, aujourd'hui encore, un enseignement tout à fait positif. Nous trouvons, par exemple, chez eux, « un idéalisme philosophique, un esprit religieux qui, sont exprimés dans de beaux vers et traduits en de séduisantes images ».

Comment alors négliger le conflit entre la philosophie matérialiste, de plus en plus chère aux masses albanaises, et une pensée qui ploie encore sous le poids des mythes et des superstitions ? Faut-il qu'une croyance soit considérée aujourd'hui comme taboue, protégée contre toute critique parce qu'elle a été chantée dans de beaux poèmes, exprimée dans une langue parfaite en des temps déjà lointains ?

L'enseignement albanais ne dissimule rien : l'étude de Naïm Frashëri, de Mjeda, de Çajupi, des grands écrivains de la renaissance albanaise demeure au programme. Comme les écoliers de Tirana continuent d'apprendre Shakespeare ou Victor Hugo. Mais la littérature n'est plus l'interminable récitation des œuvres de jadis. Elle n'est plus l'expression lyrique des admirations d'un professeur qui met toute sa séduction et toute son autorité dans un effort pour transmettre à d'autres ses propres points de vue. Elle n'est plus un moyen de rendre vie et force, dans la tête et le cœur des petits Albanais, aux sentiments et aux idées qui dominaient la vie des hommes d'autrefois.

Bref, un conflit oppose le culte du passé littéraire et artistique d'une part, la volonté de forger l'avenir d'autre part. Il est résolu lorsqu'on sait que les chefs-d'œuvre font partie intégrante de l'histoire, qu'ils sont enracinés dans le terreau d'une civilisation morte, que leurs images et leurs rythmes évoquent des drames différents des nôtres. Il suffit de les placer sur leur terrain — celui du passé — et de laisser le champ libre aux chants et aux combats de la révolution d'aujourd'hui.

En revanche, l'enseignement albanais n'est pas libéral au sens bourgeois du terme. Il ne pourrait l'être, d'ailleurs, qu'en renonçant à baigner dans la vie réelle. Il est encore possible de faire revivre par un enfant les émotions du Macbeth de Shakespeare, ou du Cid de Corneille. Mais à condition de l'enfermer dans une salle de classe bien close, de le retirer du monde pour le replonger dans un autre monde. Que le lycéen français se lance dans une action de longue durée aux portes d'une usine ou dans un bidonville et il cessera de jouer à vivre quelques siècles plus tôt !

En Albanie, il en va de même — à cette différence près que les contacts entre élèves des écoles et ouvriers des entreprises sont officiellement encouragés ! Dès lors, les émotions, les idées des classiques peuvent — dans certains cas — parvenir jusqu'aux jeunes, mais à la condition d'avoir une actualité, une vie, une chaleur.

Bien sûr, tel lycéen albanais pourrait prendre un plaisir solitaire à la lecture d'un poème raffiné, qui chante l'égoïsme subtil d'autrefois, la joie d'exister pour soi-même, le culte du moi. Sans doute aussi quelque chose protesterait en lui : le souvenir de l'entraide avec les copains, la solidarité avec les travailleurs qui viennent discuter dans sa classe, le visage des professeurs et des camarades qui ont manié la pelle et la pioche avec lui sur le chantier du chemin de fer.

Peut-être, si notre lycéen est de l'espèce qui hésite encore, serait-il grave que le charme d'une grande œuvre rompe l'équilibre en faveur de l'égoïsme. Mieux vaut, à tout prendre, étudier pourquoi l'individualisme a été une défense utile et nécessaire contre les servitudes féodales. Il n'est plus, dans le monde socialiste, qu'un refus de toute solidarité révolutionnaire.

Ainsi, les lycéens et les enseignants albanais ne considèrent plus comme nécessaire d'inscrire au programme toutes les œuvres connues, célèbres, admirées dans le monde capitaliste. Ils se posent la question de savoir si les idées et les émotions d'un poète sont encore présentes dans la bataille pour le socialisme — à l'échelle de l'homme tout entier : il y a une manière socialiste et une manière capitaliste d'aimer. Parler ici de lutte de classes, ce n'est pas réduire l'homme à l'économie. C'est reconnaître qu'il est en conflit avec lui-même, qu'il peut aimer l'autre comme un bifteck à consommer, ou comme un être humain aux côtés de qui il fait bon marcher.

Un texte qui ne reflète plus rien de vivant, d'ouvert sur l'avenir va ennuyer les éléments avancés et peut-être rencontrer chez d'autres une nostalgie de l'intérêt égoïste, une survivance des sentiments liés à la propriété privée.

Il n'est donc pas nécessaire d'en imposer la lecture à tous — mais seulement de les rendre disponibles à titre de documents, de matériaux utiles à l'analyse historique.

Cette conception se retrouve en dehors de l'enseignement. On a traduit en albanais, *l'Emile* de Jean-Jacques Rousseau. Pourquoi ? demande Enver. Non seulement sa conception de l'éducation n'est pas acceptée par la classe ouvrière et le camp socialiste, mais encore elle est rejetée par la bourgeoisie elle-même. Le texte lui-même n'a plus grand intérêt. Il n'a plus d'actualité.

Bien sûr, il n'en va pas de même si un historien veut étudier le XVIII^e siècle français. Mais il s'agit alors d'un document pour spécialistes, non d'un livre à éditer.

Ici, sans doute, nombre d'intellectuels français, même « gauchistes » ne seront pas d'accord. Ils défendront les œuvres belles, ils en réclameront la diffusion la plus large, simplement parce qu'elles sont belles. Et c'est là toute la question. Est-ce l'homme nouveau ou la beauté éternelle que vise le socialisme ? Et cette beauté éternelle d'une œuvre est-elle indépendante des sentiments humains, trop humains qu'elle charrie avec elle ? Pouvons-nous être émus d'une émotion de beauté pure, sans être engagés dans rien d'autre que cette émotion elle-même ?

Allons donc ! Il faut avoir le sens de l'honneur pour relire Corneille, sentir le poids de la fatalité pour aimer Racine. Et Victor Hugo n'a jamais été cher qu'aux « vieux républicains » des années 1900.

Quiconque se plaît à lire une œuvre entre en complicité avec elle — ou crève dans la peau d'un érudit.

L'enseignement de la littérature par les textes n'est moralement recevable et humainement attrayant « que par ce *qui* peut aider à notre développement intellectuel, artistique, culturel. Chaque peuple a sa propre littérature » — et l'héritage du passé peut répondre dans certains cas « aux besoins, non pas seulement de la population en bloc, mais de chaque catégorie particulière de lecteurs ». (*Enver Hoxha, Discours du 9 avril 1968.*)

Ainsi le problème décisif n'est-il pas d'explorer les œuvres passées, à la recherche de vérités souvent mortes, mais de faire œuvre nouvelle. Mais les écrivains retardent sur la réalité. Certes, il existe en Albanie des romans, des poèmes qu'il ne faut pas sous-estimer. Le « réalisme socialiste » a évité le piège de la monotonie, de la banalité. Des personnalités très diverses s'expriment.

Malgré tout, l'élan créateur des écrivains reste faible par rapport à celui des masses. Les ouvriers, les paysans, les intellectuels eux-mêmes savent qu'ils vivent une période exaltante : « La création de chaque homme doit s'ajouter à la révolution des masses... quel héroïsme de masse est apparu et avec quel entrain les actions de masse se succèdent ! Il s'est créé partout un grand optimisme, une grande joie du travail et de la fatigue qui n'est pas vaine. » Le temps n'est plus à la poésie romantique de la guerre faite à l'individu par la société. Il est à une écriture libérée du monde intérieur, de l'interminable discours de soi-même à soi-même. Il est à un mouvement pour « rejoindre les masses et aussi refléter cet élan, cette philosophie à elles et relater les vrais traits de la vraie psychologie prolétarienne ». (*Idem.*)

Ecrire tout près du peuple et pour servir le peuple, c'est aussi renoncer à tout « sentiment de conservatisme et d'égoïsme intellectuel » —, c'est-à-dire aux raffinements obscurs du style. Tout le monde doit pouvoir comprendre tout le monde — pourvu qu'il en ait envie. La morale de l'intérêt général ne s'arrête pas à la porte de l'écrivain. Rien ne dispense celui-ci de penser aux masses à l'heure où il choisit ses mots... donc son public.

La littérature albanaise naîtra du témoignage des masses sur l'action victorieuse des masses. Elle trouvera ses représentants parmi ceux « qui vivent et travaillent à la base, avec le peuple ». (*Discours 9 avril 1968.*) L'amour du peuple est l'émotion la plus violente, la plus exaltante que connaisse l'Albanie socialiste. Il peut imprégner les œuvres les plus diverses. Enver rappelle volontiers que les masses sont faites d'individus et que la vie de tous les hommes — ou de chacun d'entre eux — est un point d'appui possible pour la création artistique.

Dès lors, « le réalisme socialiste ne doit pas être envisagé comme une formule sèche... dont on déduit souvent des formules académiques. Le réalisme socialiste, c'est la reproduction fidèle de la vie socialiste en construction, sous tous ses aspects, c'est la reproduction fidèle des transformations matérielles colossales et à des rythmes révolutionnaires que connaissent notre pays, notre société, nos hommes... Or, ce réalisme socialiste ne se présente nullement sous des formes statiques, figées ; il est en ébullition, en développement permanent et continu à travers la lutte des classes, la lutte du nouveau contre l'ancien... Le présent ouvre la voie à l'avenir ». (*Discours du 21 décembre 1968.*)

Le réalisme socialiste — ainsi entendu — se heurte à trois genres d'ennemis. Les uns préfèrent leurs rêves intérieurs aux créations des masses, leur vision du monde au monde réel où les hommes combattent.

D'autres aiment tant leur œuvre qu'ils la jugent parfaite, la polissent amoureuxment à l'écart de la critique des masses. Ils parlent des masses, mais se bouchent les oreilles pour ne pas savoir si les masses se reconnaissent dans leurs écrits.

D'autres encore comptent sur les critiques pour imposer d'en haut la lecture de leur livre. Ils raturent et corrigent sans cesse leur premier projet, non pour répondre aux attentes du peuple, mais pour satisfaire quatre ou cinq personnages en vue du monde littéraire.

Ainsi les premiers défendent leur possession la plus personnelle, leur propre moi. Les seconds tiennent que leur œuvre est à eux, qu'ils en sont maîtres pour en user ou en abuser. Les troisièmes sont des arrivistes vulgaires, soucieux de se procurer le plus grand profit possible — en honneurs, en célébrité.

Dans les trois cas — quoique de manière de plus en plus grossière — nous retrouvons le sentiment de propriété privée.

Mais, en fait, il n'existe pas de crise grave dans le monde artistique et littéraire albanais. « Notre intelligentsia est patriotique », disent les militants. Peut-être n'a-t-elle pas fait pénétrer le socialisme jusqu'à la moelle de ses os — cependant elle suit la voie que la nation a choisie. Elle pense le monde comme une épopée — la poésie semble supérieure au roman et au théâtre. La guerre de libération nationale n'a pas cessé d'inspirer les poètes — davantage que la construction du socialisme, le travail créateur ou la conquête de l'égalité pour les femmes. Cependant, depuis 1966, on célèbre davantage la construction de l'homme nouveau dans et par la vie quotidienne.

Le réalisme socialiste des Albanais s'est donné une poésie par certains côtés romantique. Le roman trouve plus lentement sa voie.

Comme me l'explique Dhimiter Shuteriqi (*Président de l'Union des Ecrivains.*), les auteurs ont mis au point une méthode de travail qui leur semble répondre au désir du Parti : l'un d'entre eux est, pour deux ans, instituteur dans une coopérative de montagne. Mon interlocuteur s'est installé dans un petit centre ouvrier de province. Là il rédige le nouveau manuel d'histoire de la littérature. Le soir, il va dans les cafés, milite dans la cellule du Parti, mange ou va au cinéma avec tout le monde.

Au bout de deux ans, l'expérience paraît, en général, concluante, l'écrivain décide d'écrire ou de ne pas écrire ce qu'il a vécu. Il est d'autant plus libre que le romancier officiel a un autre emploi. Son privilège est de travailler à mi-temps tout en étant payé à plein temps.

Les auteurs littéraires sont un peu déçus : ils n'arrivent pas à forcer autant qu'ils le souhaitent l'attention du public. L'intérêt populaire grandit certes, notamment dans la jeunesse des écoles. Les ouvriers qui entrent maintenant dans la production sont des milliers à avoir fait leurs études secondaires. Mais, ils désirent aussi des livres politiques. Les œuvres d'imagination restent à l'arrière-plan et, en outre, pénètrent dans les coopératives agricoles lorsque la langue est assez directe, assez simple pour toucher les masses.

Les écrivains d'origine ouvrière sont rares. Est-ce la raison de cette difficulté ? Sans doute n'est-il pas si facile à un intellectuel d'entrer dans la peau des travailleurs, même après deux ans passés sur le terrain.

En tout cas, la preuve est faite qu'un roman peut déclencher des débats violents et prolongés. Xhuvani et son livre *Le Tunnel* ont vraiment touché un point sensible des Albanais — cet « héroïsme de masse » dans lequel Enver voit avec raison le foyer vivant de la révolution albanaise.

Xhuvani a voulu retirer aux héros leur prestige de demi-dieux. Ce sont de pauvres hommes comme les malheureux qui creusent le tunnel et qui sont là non pas par dévouement mais faute d'avoir de l'embauche ailleurs. A quoi bon parler de « bâtisseurs » — comme s'il s'agissait d'une vocation ? Les ouvriers sous-qualifiés sont condamnés aux travaux pénibles. Les perceurs de tunnels meurent, sans être meilleurs que les autres. C'est tout bonnement la faute à « pas de chance ».

La victime du *Tunnel* est un faux héros. L'ingénieur qui le construit en est un autre. Bien sûr, cet homme pourrait se battre courageusement, s'il le fallait. Que les Grecs passent la frontière et la vie de l'ingénieur prendra un sens : il sait, il sent le sol de la patrie.

Mais il ne sait pas, il ne sent pas la nécessité de bâtir, jour après jour, le socialisme. Le tunnel ne l'intéresse pas. Il s'abrutit pourtant de travail douze heures par jour... tout bonnement parce qu'il n'a rien d'autre à faire. Et c'est aussi par ennui et désœuvrement qu'il couche chaque soir avec une femme dont le mari est absent.

Malgré son labeur incessant, l'ingénieur n'aime pas le tunnel, ni les ouvriers. On veut qu'il soit un héros du travail. C'est un imposteur.

La population de la ville où commence le véritable tunnel a violemment réagi. L'héroïsme de masse a trouvé des défenseurs passionnés. « Bien sûr, disaient-ils en substance, il y a des manœuvres sur qui tombe le sale boulot. Parfois même, un accident peut arriver. Bien sûr encore, on peut rencontrer des ingénieurs qui s'ennuient. Mais il est absurde de voir en eux des héros. Un ouvrier qui meurt écrasé — par hasard, sans conscience du danger et sans avoir voulu le courir — est une victime, rien de plus parce qu'il n'est pas volontaire pour courir un péril. Le héros sait qu'il prend des risques et choisit de les prendre parce qu'il vit et meurt pour le peuple. En fait, le héros, c'est le volontaire de la lutte armée, reconverti dans la construction du socialisme. Loin de s'atténuer avec l'éloignement, le souvenir de la guerre de libération ne cesse de gagner en force, en prestige et en pureté. Dans la mémoire collective, le combattant, le partisan a pris des proportions gigantesques. Il ne connaît pas l'échec. Il est le protecteur tout-puissant de la patrie opprimée.

Il ne faut donc pas s'étonner que *Le Tunnel* ait été l'œuvre la plus farouchement discutée dans ces dernières années. Pour continuer les débats, l'auteur — sur proposition du comité des Ecrivains a décidé d'aller vivre dans la ville même où il avait situé l'action. Il a suivi une formation professionnelle de soudeur. Puis il a passé deux ans dans cette bourgade du Sud — à se faire vertement critiquer et, aussi, à nouer de solides liens d'amitié. Il est aujourd'hui scénariste à Tirana, mais il retourne régulièrement dans « sa ville ».

Ce n'est pas un hasard si le roman le plus discuté — donc celui qui touche au point le plus sensible — traitait d'un problème de morale politique et si le thème central était de ceux qui datent des luttes de libération, tout en gardant une actualité. Il est probable qu'une question comme celle de la vie familiale dans un monde socialiste passionnerait le lecteur. Ici ou là les discussions s'amorcent dans le journal de la jeunesse. Mais il faudrait un écrivain qui parvienne à faire parler tout le monde sans ridiculiser personne, à faire sentir des conflits, des regrets, des espoirs, plus qu'à décrire une épopée victorieuse. Et, pourtant, les Albanais ne s'intéresseraient à une telle œuvre que si elle leur faisait éprouver fortement l'existence d'un lien naturel, étroit, réel entre le progrès des sentiments personnels et familiaux et la marche du pays vers l'avenir.

Pour accomplir un pareil programme, il faudrait un Balzac optimiste et socialiste !

Le succès des romans reste, peut-être aussi, limité dans la mesure où les moyens d'une création collective existent assez peu dans ce domaine. L'Albanais a une personnalité aux contours très accusés. Mais il n'est pas individualiste ; il ne tient pas à signer ce qu'il fait, à publier à son de trompe qu'il est l'auteur ou l'acteur d'une œuvre littéraire. En revanche, il ajuste volontiers ses réactions à celles de son voisin. Elles ne sont pas du tout les mêmes. Mais elles s'inscrivent dans le même ensemble.

Jouer aux échecs dans un hôtel de Durrës — un hôtel pour Albanais — est, de ce point de vue, une expérience irremplaçable. Dix ou douze fanatiques de ce jeu se rangent au hasard dans chaque camp, soutiennent de la voix les champions et très vite s'emparent des pièces pour essayer des coups. Bien sûr, il y a presque autant de suggestions de coups possibles que de supporters. Mais chacun comprend très bien ce que propose l'autre et peut prolonger, rectifier, améliorer cette tactique au coup suivant. Il

me semble que les Albanais sont particulièrement heureux dans ce genre de situation, quand l'accord se fonde sur des différences qui s'harmonisent plutôt que sur des ressemblances qui s'additionnent. Et ils n'ont surtout pas l'âme d'un spectateur.

Le théâtre et l'opéra italien ont leurs adeptes. Mais — je m'en excuse auprès des professionnels que j'ai côtoyés — l'art albanais n'est pas entre leurs mains. Peinture, musique, drame et music-hall, « variétés », comme on dit à Tirana, mobilisent par dizaines acteurs, décorateurs, accessoiristes, tous amateurs. Quand je suis passé à Durrës l'année dernière, le festival battait son plein, avec cinquante troupes qui composaient leurs propres sketches ! Et ces enragés du théâtre n'apparaissent pas du tout comme des gens un peu bizarres, différents des autres, sujets à de curieuses lubies. Ils portent le drapeau d'une usine, d'une coopérative agricole où bon nombre de travailleurs sont tout prêts à remplacer les défailants.

Cette volonté de présence active, propre aux amateurs albanais, se retrouve dans les situations les plus diverses. Au Palais de la Culture de Tirana, en juillet 1969, une exposition sur la révolution idéologique tire à sa fin. Je n'y rencontre que des enfants et des adolescents tout jeunes, quelques soldats, quelques paysannes âgées. Mais le registre des témoignages personnels continue à se garnir — et le problème le plus souvent évoqué est celui du contrôle ouvrier.

Le sous-directeur Nexhat Agolli, un ancien maçon, m'explique que les professionnels se rapprochent du public : ils ont, après beaucoup de réticences, appris un métier ouvrier. Ceux qui craignent les refroidissements — désastreux pour la voix — et ceux qui ont peur pour leurs mains — comment jouer si je m'abîme un doigt ? — ont fini par comprendre la nécessité de se lier aux masses.

La troupe cherche à se lier aux entreprises — un peu à l'image des amateurs qui, eux, travaillent à l'usine ou à la coopérative. Des représentations ont été organisées dans les usines et à la porte des usines. Le geste a touché beaucoup les prolétaires. Il est plus difficile de savoir au juste quel est leur degré d'intérêt pour le contenu du spectacle.

L'Etat multiplie ses efforts : la salle confortable de 1 050 places, suffit pour une ville de 200 000 habitants. La scène est très vaste, tournante et équipée de façon moderne. Une subvention couvre la différence entre le prix de revient d'un fauteuil (500 leks) et le prix réellement payé par le public (30 leks).

Mais si nécessaire que soit cette politique, il est peut-être plus important de noter que le recrutement des artistes parmi les amateurs est de plus en plus préféré à la préparation dès l'enfance en école professionnelle. Surtout, l'expérience d'une création collective à contenu politique a commencé.

L'exemple que je connais le mieux est celui d'une opérette dont le thème central ne serait pas, en France, très mobilisateur : l'œuvre veut montrer que les femmes peuvent parfaitement travailler dans le bâtiment. Il semble que les Albanaises — et leurs organisations — supportent très mal l'attitude des hommes par qui elles sont encore tenues à l'écart de certains travaux. En même temps, elles approuvent la loi qui interdit de les employer à des tâches pénibles. Ces deux attitudes ne sont pas absolument inconciliables. Mais il est difficile de savoir où passe au juste la ligne de démarcation entre les métiers revendiqués et les métiers refusés par les femmes.

Le sujet n'en est que plus brûlant. Il souligne, dans la vie professionnelle, l'état du problème posé par les rapports sociaux qui existent entre les deux sexes. Le thème du travail féminin dans le bâtiment a été choisi par l'Union des Femmes. Il aurait pu être le fait d'un auteur individuel ou du Comité artistique. Mais dans tous les cas, l'approbation de l'Assemblée générale — trois cents personnes, toutes celles qui travaillent au Palais de la Culture — est nécessaire.

Le livret est discuté, sur la base du projet personnel de l'auteur, au cours d'une réunion où cinquante travailleurs du bâtiment et vingt-sept intellectuels ou artistes renforcent l'Assemblée générale. Le même débat a eu lieu par la suite avec le compositeur de la musique.

Les travailleurs interviennent, dans le cas de cette opérette, pour réclamer des personnages plus définis, plus caractérisés. Ils ont trouvé difficile à comprendre la musique qui accompagne l'entrée du « méchant », et pas assez alerte, trop peu entraînée celle qui salue l'arrivée du « bon ». Des rectifications ont donc été apportées à l'œuvre.

Les critiques, en général, portent beaucoup sur l'histoire racontée, le récit, parfois sur le réalisme dans tel ou tel détail de métier, parfois sur le lien entre forme et contenu. Lentement, les artistes arrivent à comprendre leur public qui, lui-même, acquiert un langage plus technique grâce au développement des troupes d'amateurs.

Il ne s'agit là que d'un premier pas. Mais les auteurs, d'abord inquiets, pris d'un trac surprenant devant cette expérience, paraissent y prendre goût et utilisent assez largement les critiques qui leur sont faites.

C'est un peu le même principe qui est appliqué au Palais de la Culture de Durrës — à ceci près que les cercles formés sous son patronage participent au débat, mais une fois la pièce montée et représentée. Auteurs et acteurs s'engagent dans la discussion et améliorent peu à peu l'œuvre et le jeu.

Une comédie de Spiro Çomora a posé des problèmes — plus surprenants pour les lecteurs français que pour le voyageur qui connaît l'Albanie. Dans cette pièce, le grand-père et les petits-enfants expriment des sentiments clairs, nets, ardents mais simples et sans attendrissements pleurnichards. Mais le père ne les comprend pas.

Le public s'interroge : comment cet homme peut-il être en retard à la fois sur la génération qui le précède et la génération qui le suit ? Le grand-père, déjà, n'avait pas besoin d'assurer son pouvoir sur son fils en remplaçant l'autorité ouverte, avouée par des cajoleries et des protestations d'amour non moins contraignantes.

La guerre de libération n'a pu que renforcer le côté viril, chaleureux mais simple des affections familiales. Les bâtisseurs de l'Albanie nouvelle manifestent leurs sentiments sans réticence et sans surexcitation. Alors à quel moment, sous quelle influence, sous le choc de quels événements l'éducation donnée par le grand-père au père a-t-elle échoué ?

Et pourquoi les petits-enfants, eux, échappent-ils complètement aux problèmes du père ? Comment se sont-ils libérés ?

Dans un pays où les générations se succèdent au rythme d'événements historiques — générations de la résistance, de la construction du socialisme et de la révolutionnarisation idéologique — les rapports affectifs entre jeunes, adultes et vieux ne constituent pas un thème de tout repos. Certainement, le débat a permis d'améliorer la pièce. Mais j'ai quitté Durrës trop vite pour suivre cette évolution.

Il est plus facile de suivre les changements d'un film dont les transformations se trouvent enregistrées. Prenons *Deux vieilles plaies* — une œuvre de combat dirigée contre le sentiment petit-bourgeois de propriété, transporté dans le domaine de la carrière personnelle, de la réussite scientifique.

Le metteur en scène, Anagnosti, présente l'histoire d'un ingénieur qui, après ses études, n'a passé qu'un an à la mine, avant d'être appelé dans un ministère. Là, il a tendance à s'endormir, à prendre livres et circulaires pour la réalité. Le réveil est brutal : il est chargé d'aller contrôler l'efficacité d'une invention faite sur le tas. Là il découvre qu'en se détachant de la pratique, il a perdu toute faculté de découverte et d'imagination. Il décide de revenir vivre parmi les ouvriers. Mais... il y a un mais. Cet homme est marié. Sa femme est chirurgien. Il n'existe pas, dans la région de la mine, d'hôpital où elle puisse

exercer sa spécialité. Elle refuse de partir avec lui. Pendant ce temps, un vieux paysan commence à souffrir d'une balle reçue vingt-sept ans plus tôt, au cours d'une vendetta. Il est amené à l'hôpital où opère notre doctoresse. Il refuse d'abord d'être traité par une femme. Mais les autres malades arrivent à le convaincre — et elle le délivre de cette balle... en même temps que de ses préjugés.

Finalement le patient et son chirurgien se donnent rendez-vous à la mine : le problème d'un médecin, c'est de soigner les travailleurs le plus près possible de leur lieu de travail. Et, il n'est pas juste que l'ingénieur doive vivre seul parce qu'il a répondu à l'appel de la base ouvrière en quittant son bureau.

Un certain nombre de scènes ont été modifiées par les masses.

Par exemple, le vieux paysan ne défriche plus de nouvelles terres. Il participe à la grande action d'aujourd'hui : l'électrification des campagnes.

Contrairement à ce qui se passe dans le cas de l'opérette, les héros ont reçu un caractère plus souple, moins brutal, qui permet de comprendre leur évolution.

L'ingénieur envoyé par le Ministère en tournée d'inspection se comportait dans le scénario avec une arrogance bureaucratique : « Pas besoin de discuter, disait-il, je sais ce que j'ai à faire. » Cette phrase trop brutale a été atténuée : « Pas de discussion ici, déclare-t-il. Tout à l'heure. Dans mon bureau. » Son portrait reste celui d'un conservateur. Il ne fait pas confiance aux masses. Mais il n'est plus invraisemblable qu'il change sous le choc d'une révélation : celle du retard intellectuel des bureaucrates en particulier.

La doctoresse était plus hautaine encore — insultant le vieux paysan, envoyant promener ses parents lorsqu'ils défendent son mari, traitant ses collègues avec mépris. Le personnage, sur la demande du public, s'est nuancé, humanisé. Comme le disait un spectateur : « le mal à l'état pur, chez nous ça n'existe pas. »

La décision finale de cette femme : suivre son mari à la mine est ainsi mieux amorcée. Les techniciens du cinéma avaient fait passer l'héroïne devant une série de photos-affiches représentant des ouvriers. Alors elle découvrait, d'image en image, le véritable visage du travail, à la fois dur et créateur. Les Albanais ont refusé d'admettre que notre femme-chirurgien ait pu ressentir, devant de simples photographies, une telle révélation et que toute sa vie en soit transformée.

Ils ont choisi une autre solution : la doctoresse rencontre sa sœur, une adolescente de quatorze ans, qui choisit avec plaisir de passer ses vacances à accomplir un travail volontaire, au pic et à la pioche, sur la voie ferrée. Qu'une lycéenne puisse sentir tout naturellement, tout joyeusement, que les liens avec la classe ouvrière se nouent sur le terrain, à la base, là où s'accomplit le labeur physique, voilà ce qui provoque le choc décisif. « Ma sœur comprend déjà ce que je ne comprends plus. » C'est l'ultimatum involontaire de la jeune fille à la femme encore jeune qui arrache la décision.

La conclusion du film, enfin, a été la plaque tournante d'un autre grand débat. Pour les uns, l'histoire se termine au moment où la doctoresse opère le paysan. Elle décroche son téléphone et appelle son mari. Au public de comprendre pourquoi.

Pour d'autres, le dénouement se résume dans l'échange de cadeaux avec le paysan et sur cette phrase parfaitement claire : « Nous nous retrouverons à la mine. » Beaucoup d'artistes et de travailleurs du studio étaient partisans de s'en tenir là.

Mais la majorité des membres du « public-créateur » a choisi de montrer la promenade du vieux paysan à travers les rues de Tirana. En rejetant ses préjugés contre les femmes, il a brisé quelque chose en lui : un idéal patriarcal qui concurrençait obscurément son patriotisme révolutionnaire. Il médite

gauchement devant la statue du héros national de jadis, Skanderbeg. Puis ce passé ne lui suffit plus. Il retrouve Skanderbeg dans le monde moderne : c'est un buste d'Enver Hoxha.

Il a renoncé à être le seigneur de sa famille, comme notre femme-chirurgien a renoncé à faire de sa carrière une propriété privée. Sur les deux fronts de l'égoïsme — la domination féodale et l'intérêt bourgeois — le socialisme a gagné la bataille du cœur.

Ici le spectateur français a plus de peine à suivre. Mieux, à voir le film sous sa forme définitive, il risque de soupçonner dans la conclusion un coup de pouce maladroit, de suspecter une propagande dictée d'en haut. Ce en quoi, il commettrait un contresens total.

C'est un public qui a choisi, un public assez large. Le film a d'abord été réalisé sous forme de deux enregistrements séparés — image et son. Puis, après quelques projections en studio spécial et de premières corrections, quatre copies expérimentales ont été envoyées dans quatre villes différentes où le débat s'est poursuivi. Bien sûr, les représentants d'organisations sont venus, mais surtout des médecins et des ingénieurs, des paysans montagnards et des mineurs. La masse a prêté aux personnages des sentiments qu'elle connaît bien.

Il est normal, naturel, banal, pour un Albanais, d'inclure dans ses rêves et ses actes les plus personnels le souvenir de Skanderbeg et la pensée d'Enver. Nous qui subsistons dans un monde personnel, dans une famille aux portes closes, dans notre petit intérêt privé, nous ne pouvons cependant prendre tout à fait seuls une décision importante. Le visage d'une femme, d'une mère, d'un enfant, d'un copain nous accompagne à travers la vie.

Plus que nous peut-être, l'Albanais songe à ceux du foyer et à ceux de l'usine, mais il ne peut pas séparer ce qui lui arrive de ce qui arrive à son pays. L'espace de sa pensée est moins restreint que le nôtre. Il sent, il sait que sa vie quotidienne change au rythme de la révolution socialiste. Le quartier et l'école, l'usine et le Palais de la Culture ne remplacent pas le foyer. Ils pénètrent dans le foyer pour briser ce que ses limites ont d'étouffant et pour se frayer une voie vers un amour nouveau.

Je sais bien que les puristes me demanderont : pourquoi donner à cet élan vers le monde le visage d'un seul homme ?

Seulement cette question n'a de sens que dans la mesure où l'on supprime d'un trait de plume l'histoire réelle de l'Albanie réelle.

D'abord Enver représente en fait un groupe dirigeant ; sa popularité est immense. Elle n'est pas séparable de l'affection portée par le peuple à ses proches compagnons d'armes — en particulier Mehmet Shehu, au Comité central, au parti du Travail.

Ensuite, la popularité d'Enver est fondée sur une guerre gagnée, une libération conquise, une paysannerie coopérée, une industrie surgie du néant, une vie quotidienne transformée, une révolution de l'homme sans précédent en Europe.

A chaque étape de cette course à la victoire le nom d'Enver Hoxha est associé. Faites l'addition, elle donne un héros national, le visage même de la révolution.

Cette situation serait gênante si Enver confisquait le mouvement des masses, s'il était seul à penser et à ordonner. Au contraire, il est à la pointe du combat pour développer l'initiative des masses.

Bien sûr, la révolutionnarisation idéologique a transformé certains aspects de la réalité humaine — sinon elle serait une révolution manquée. Mais, à partir de notre propre expérience, nous pouvons l'approcher.

Une critique est, pour nous Français, une agression. Ma conduite est à moi. Ma pensée est à moi : propriété privée, défense d'entrer !

Mais il arrive qu'un appel à la réflexion nous touche, que nous la prenions comme une aide, un soutien, une contribution à notre propre effort en vue de résoudre un problème difficile. Je ne savais pas m'y prendre. Le débat m'aide à comprendre pourquoi je m'y prenais mal et comment rectifier le tir. Voilà un premier pas vers la révolution idéologique : à cet instant, le but à atteindre n'intéresse plus que mon amour propre.

Pensons à ces équipes passionnées de jeunes qui lancent un journal révolutionnaire. Ils ne sont pas hantés par l'idée de signer leurs articles. Souvent nul ne pourrait plus dire exactement en quoi consistent les apports de chacun. C'est « le journal qui compte ».

La révolution idéologique albanaise, c'est cela, mais avec la profondeur de l'histoire et à l'échelle d'une nation.

9 - Le peuple et le Parti

Nous avons, nous autres Français, une expérience décevante de la vie politique. Les princes qui nous gouvernent s'appellent « on », « ils », ou « eux ». Ils nous parlent le triste langage du pouvoir séparé des masses, de la compétence technique ou technocratique, d'intérêts prétendument nationaux où aucun d'entre nous, aucun homme du peuple ne reconnaît les siens. Nous sommes « pour » ou « contre » le gouvernement et le système, par instinct ou par caractère. Nous ne comprenons pas et personne ne nous demande de comprendre ce qu'il fait.

Le régime capitaliste dans lequel nous vivons, bon gré mal gré, sépare ainsi les simples gens des experts. Il y a de grands experts : ceux qui préparent un texte de loi. Il y a de petits experts : ceux qui savent comment et pourquoi circule ou s'arrête le dossier de ma dernière maladie à la sécurité sociale. Mais personne ne pense que j'ai mon mot à dire là-dessus.

Les organisations qui furent révolutionnaires jadis fonctionnent aujourd'hui de la même façon. Ceux qui savent fixent la ligne. Ceux qui exécutent n'ont pas besoin de discuter là-dessus. Ils mettent plus ou moins d'ingéniosité dans la mise en œuvre des mots d'ordre.

Au P.C.F., il est assez mal vu de s'interroger avant d'agir : c'est le signe inquiétant d'une pensée qui peut être critique.

Dès lors nous nous représentons toute politique comme l'oppression exercée par une bureaucratie dominante sur une base, une masse dominée. Et pourtant nous croyons vivre dans un pays de liberté parce que les candidats de plusieurs formations politiques s'opposent aux élections.

Les Albanais posent tout autrement le problème. A leurs yeux toute la question est de savoir si les besoins, les espoirs, les exigences du peuple sont au poste de commandement. Ils se disent libres parce qu'il existe sur leur sol un peuple uni, rassemblé autour de la classe ouvrière, un parti marxiste-léniniste qui fait de sa science militante et de sa force d'organisation deux armes décisives au service du peuple, un Etat qui met en œuvre, à l'échelle nationale, la politique du peuple et du parti.

Il n'est pas toujours vrai, d'ailleurs, que, dans « le monde occidental », les rivalités entre candidats aux élections dépassent le cadre des luttes entre personnes ou, au mieux, des querelles entre fractions d'une même classe : la bourgeoisie — républicains et démocrates, aux Etats-Unis, conservateurs et travaillistes, en Angleterre, chrétiens démocrates et socialistes en Allemagne fédérale, U.D.R. et

coalition des « gauches » en France — s'opposent dans le détail, mais s'accordent sur les grandes lignes de leur politique. Ils respectent tous le système capitaliste, l'ordre capitaliste, l'exploitation de l'homme par l'homme. Chacun veut installer sa propre bureaucratie — et non supprimer le pouvoir de la bureaucratie.

Or, l'expérience albanaise n'est pas celle d'un peuple soumis à un parti dominateur et étranger ; le peuple et le parti ont eu, dès l'abord même but, même espoir, même combat.

La lutte du peuple est antérieure à la création du parti. Même l'indépendance n'est consacrée en 1920 que par un Congrès national anti-impérialiste et par la victoire populaire sur les forces italiennes installées à Vlora. Mais, presque aussitôt, les cercles intellectuels et ouvriers commencent à étudier Lénine pour y chercher la réponse aux questions qu'ils se posent. La vie douloureuse des masses déshéritées appelle à renforcer cette présence des idées d'Octobre.

Les grandes actions de 1923 à Korça et à Vlora groupant plusieurs milliers d'ouvriers, d'artisans, de paysans débouchent sur la violence de classe : les manifestants attaquent les dépôts des spéculateurs et distribuent gratuitement des céréales « volées » aux paysans. Pourtant la classe ouvrière, très peu nombreuse et sans indépendance politique, ne peut jouer alors un rôle d'avant-garde. Les paysans veulent la terre mais ne peuvent dépasser le niveau des luttes locales. La petite bourgeoisie intellectuelle reste la seule force protestataire, trop chancelante elle-même pour vaincre. Le régime mi-féodal, mi-capitaliste du roi Zog s'installe.

En 1928 et 1929, la création du groupe communiste de Korça correspond au besoin populaire de réagir au chômage et à la famine. Mais, surtout, en 1930 la liaison du groupe avec les masses est assurée grâce aux nouvelles méthodes léninistes rapportées d'Union soviétique par le militant albanais Ali Kelmendi : apport d'une théorie apprise à l'étranger, des enseignements d'une lutte révolutionnaire étrangère ? Oui. Mais apport d'un Albanais qui parvient ainsi à exprimer plus correctement les aspirations des masses albanaises, à les aider à s'unir sur la base de leurs propres objectifs.

La paysannerie albanaise veut la terre. Les ouvriers albanais veulent s'affranchir de la bourgeoisie. Les patriotes albanais veulent libérer leur pays de l'impérialisme et de son agent : le roi Zog. Les communistes albanais ne veulent pas autre chose. Mais ils formulent scientifiquement ce faisceau d'exigences. Par là même, ils peuvent analyser avec plus de précision et d'efficacité le rapport entre ces buts et les moyens d'y parvenir.

Lorsqu'il faudra passer à la lutte armée, à la guerre de partisans, c'est l'action spontanée des masses albanaises qui déclenche le combat à Peza. C'est l'apport de l'expérience acquise par les révolutionnaires de tous les pays — expérience totalisée, réfléchi dans la conception marxiste de la guerre du peuple — qui généralise la bataille à l'ensemble du pays et jette les bases de la victoire.

Le peuple mène spontanément la guérilla. Sans le Parti, la guérilla reste locale. La stratégie du Parti était voulue par le peuple ; le peuple voulait aussi mettre en œuvre les enseignements pratiques de toutes les révoltes à travers le monde — et notamment en Union soviétique puisque, là-bas, les pauvres gens avaient dépossédé les riches. Le Parti ne répondait qu'aux questions posées par le peuple. Historiquement, les exigences des ouvriers et des paysans, des intellectuels et des étudiants ont été prises en charge par le Parti.

Dès cette époque la démocratie est un cercle sur lequel se trouvent à la fois le peuple et le Parti. Aujourd'hui, il n'en va pas autrement. Prenons l'exemple du Plan : les masses ont des objectifs encore vagues, le Parti en précise les contours et en généralise les mots d'ordre, les réalisations à entreprendre. Le mouvement, né des masses est renvoyé aux masses par le Parti. Chacun des partenaires peut d'ailleurs bloquer le processus à un moment quelconque. Mais pourquoi le ferait-il ?

Bien sûr, la position du Parti est originale : celle d'une avant-garde qui rend plus assurée la marche de toute l'armée. Il cherche à ajuster le tir à long terme, à introduire une cohérence dans l'ensemble parfois désordonné des impulsions populaires. Mais il n'est pas étranger à ses aspirations : il est l'organisateur de leur victoire.

Par exemple, il y a contradiction entre l'aspiration socialiste, d'une part, et l'asservissement de la femme et de l'enfant au seul profit de l'homme, d'autre part. Quelle étrange république égalitaire serait née entre les hommes seulement — femmes et enfants se trouvant soumis au pouvoir le plus absolu ? Allait-on renverser le modèle d'autorité que représentent le patron à l'usine et le seigneur au champ, pour retrouver le père comme patron, comme seigneur, et plus encore ? Enver Hoxha rappelle, après Engels, qu'une lutte de classes peut se dérouler à l'intérieur de la famille. Un parti prolétarien qui se déclarerait neutre, ne se trahirait-il pas lui-même ?

Economiquement, l'Albanie ne pouvait survivre en voilant et en enfermant les femmes, c'est-à-dire plus de la moitié des travailleurs disponibles. Socialement, elle ne pouvait en finir avec le régime féodal-bourgeois sans détruire la famille traditionnelle. Militairement, il lui fallait compter sur toute la jeunesse — et non sur les garçons seulement. Intellectuellement, le marxisme-léninisme pesait de tout son prestige dans le même sens. Nationalement, le voile et les interdits contre la femme, le pouvoir tyrannique du père étaient d'importation turque : les coutumes des envahisseurs ne pouvaient rester celles du peuple albanais.

Ainsi, les masses voulaient construire une économie efficace, réaliser la justice sociale, défendre le territoire libéré, assimiler le marxisme-léninisme, rejeter l'héritage des occupants de toute nationalité. Mais elles vivaient depuis de longs siècles dans un monde où la femme était esclave. Chaque Albanais ne pouvait pas, à lui seul se demander si ces vieilles habitudes s'accordaient avec ses nouveaux objectifs. Après tout, pendant la guerre, d'excellents patriotes avaient maintenu le droit du mâle dans leur foyer !

Mais le Parti et l'Etat ne pouvaient pas rester neutres. Il faut bien protéger, soit les enfants rebelles au mariage forcé, soit les parents qui ont conclu ce mariage. Imagine-t-on un militant révolutionnaire qui appelle le peuple à briser toutes ses chaînes et qui conseille à une fille d'accepter de porter le voile et de rester enfermée toute sa vie ?

Dans son discours du 15 juin 1967, prononcé devant le Comité central, Enver Hoxha analyse le rôle du Parti dans la bataille pour la liberté de la femme. (*Les citations qui suivent sont extraites de ce discours.*) Il est intervenu parce que les sentiments, si importants soient-ils, ne suffisaient plus ici. Il s'agit d'un problème qui touche à la vie de la société dans sa totalité. Et le marxisme-léninisme peut éclairer la situation de la femme et définir les moyens d'assurer « sa libération, son émancipation, la formation de sa personnalité dans la société libre, sans oppresseurs, sans exploités ».

En effet, la révolution prolétarienne crée nécessairement les principales conditions matérielles et sociales de l'affranchissement de la femme. Il reste — et c'est énorme — à faire surgir les conditions subjectives de cette libération, c'est-à-dire à développer une conception du monde qui reconnaisse l'égalité des deux sexes. C'est une bataille pour « les idées nouvelles, les théories sociales nouvelles qui combattent les anciennes et se substituent à elles ».

L'intervention du Parti — explique Enver Hoxha — n'est pas arbitraire : elle se fonde sur « l'étude très attentive des phénomènes sociaux dans leur développement » — c'est-à-dire ici sur l'observation et l'analyse des changements, des mutations qui surgissent dans la famille. Il s'agit de découvrir comment évolue en fait la position de la femme quand le socialisme s'installe, de déceler le nouveau et de l'aider à grandir.

Pour mieux y parvenir, il existe une méthode sûre à partir des « rapports humains dans la production ». La relation de l'homme et de la femme ressemble-t-elle à celle du seigneur et du serf, du patron et de

l'ouvrier ou à celle qui unit les travailleurs dans les usines de l'Albanie socialiste ? Dans le premier cas, il faut la transformer, dans le second cas, il faut la défendre.

Enfin, le développement et l'application des « idées nouvelles que notre Parti inspire » — c'est-à-dire la mise en œuvre, le passage à la pratique du marxisme-léninisme — produisent une vie sociale d'un type encore inconnu. Il n'est pas le reflet mécanique de la théorie, mais il l'enrichit, la prolonge et la rectifie parce qu'il se développe dans le peuple. S'instruire auprès des masses, c'est découvrir leur initiative, leur invention créatrice. Les idées révolutionnaires ne font que résumer ou analyser les expériences faites par les masses dans des luttes révolutionnaires passées ou étrangères. Il est nécessaire que leur application — en Albanie comme dans tout autre pays, fasse surgir des problèmes et des solutions imprévues.

Bref, l'affirmation de l'égalité de l'homme et de la femme dans tous les domaines — privé, politique, économique — s'est inscrite dès la libération de l'Albanie dans l'article 17 de la Constitution. Mais il n'était encore qu'une forme vide, un principe général juste et pourtant sans vie. Il fallait le faire entrer dans la pratique pour en saisir vraiment le sens et la portée.

Le Parti est donc à même d'examiner comment la situation concrète, réelle de la femme dans la famille, dans la production, dans la vie sociale est à la fois un effet et une cause dans « la situation des classes de notre société dans les diverses étapes et les transformations qu'elles subissent au cours du processus qui se poursuit actuellement. »

Ainsi, le Parti éprouve, vérifie, enrichit la théorie à la lumière de la pratique sociale des masses. Il s'instruit auprès d'elles et acquiert « la grande possibilité de généraliser et de porter parmi les masses cette généralisation, qui créera de nouvelles possibilités, de nouvelles situations, de nouvelles valeurs, qui assureront le développement et le progrès ininterrompus ».

Par exemple, un moment est arrivé où, dans une usine, une jeune fille devient responsable d'un atelier mixte. Il faut observer de très près les réactions des autres et les siennes propres, découvrir la racine de classe des difficultés qu'elle rencontre, enrichir ainsi notre connaissance des sentiments et des comportements que les jeunes de notre temps ont hérités du passé féodal-bourgeois et, tout au contraire, ceux qu'ils ont reçus de la société socialiste.

Une fois cette analyse faite, le Parti peut se saisir d'un tel exemple et appeler toutes les usines, voire toutes les entreprises de toute nature, à s'inspirer de cette décision. Un appel du Parti n'est pas une loi de l'Etat : seuls les membres du Parti sont tenus de la mettre en œuvre. Mais l'autorité du camarade Enver, du Comité central, de la cellule ou de la section de l'usine est très grande.

Même si certaines entreprises trouvent d'excellentes raisons pour se dérober — et l'ingéniosité de certains refus est quelquefois divertissante —, l'ensemble du peuple albanais prend un pareil texte très au sérieux. Il réfléchit au problème, il cherche comment tenir compte de cette orientation politique. Il « prend des initiatives », c'est-à-dire qu'il applique de manière créatrice, dans chaque situation particulière, cette directive centrale.

La directive, elle-même, n'est pas arbitraire. Elle est née d'une décision prise à la base dans les masses. Elle s'appuie sur une connaissance exacte de l'état du mouvement populaire comme sur une mobilisation ardente des militants qui baignent dans le peuple. Faute de quoi, les appels du Comité central resteraient lettre morte. Ils seraient vides de réalité.

En somme, « le socialisme est l'œuvre du Parti et des masses. Aussi les directives ne peuvent-elles être comprises et appliquées sans connaître et sans préparer le terrain où elles prendront racines et se transformeront en réalités objectives. La juste application des directives du Parti dépend, en premier lieu, de la compréhension juste et profonde qu'elles rencontreront auprès des masses. »

Ainsi une nouvelle situation est née — et par conséquent une nouvelle pratique où s'épanouiront de nouvelles expériences vécues, de nouvelles valeurs. Quand nous avons discuté, à Shkodra, avec une équipe dirigée par une fille toute jeune, débordante de vie et « qui ne s'était jamais tant amusée », les garçons qui travaillaient avec elle ne voyaient plus, ne sentaient plus, leurs rapports avec les femmes comme par le passé. Mais imaginons que l'appel du Parti ait été lancé trop tôt, sans analyses suffisantes, des tentatives peu nombreuses et maladroites auraient abouti à une catastrophe. L'expérience aurait paru confirmer la supériorité de l'homme, l'impossibilité de confier une autorité au « sexe faible ».

La responsabilité du Parti est donc immense, précisément parce qu'il ne peut rien — et ne veut rien pouvoir — sans les masses. En même temps il lui appartient de montrer que tous les combats des « forces progressistes » forment ensemble un même front de lutte : la participation de la femme à la production est une nécessité économique pour la construction du socialisme. Et cette même participation est un facteur décisif dans sa marche à la libération.

La bataille contre le capitalisme, à travers le monde, la révolutionnarisation des hommes pour les arracher « aux préjugés de tous les morts qui pèsent comme une grande angoisse sur les vivants » et la bataille pour l'affranchissement de la femme forment ensemble un même combat : c'est au Parti de l'expliquer clairement parce que c'est au peuple de le vivre.

Naturellement, le Parti est dans le peuple : il lui faut se révolutionnariser sans cesse — comme les masses et avec les masses. Enver dénonce avec force les erreurs du P.T.A., dont il est secrétaire général depuis sa fondation. Il constate que les membres du Parti ont admis dans leurs rangs trop peu de femmes, qu'ils ont cédé « à des points de vue rétrogrades, figés, féodalo-bourgeois dans la conscience des communistes ». Et il dénonce à l'avance une politique de facilité qui ouvrirait les portes de l'organisation aux femmes sans leur donner vraiment, réellement, pratiquement les mêmes droits qu'aux hommes : « La femme doit être vraiment consciente qu'elle se trouve dans son parti ; qu'elle prend une part active à l'élaboration des lois de son parti qu'elle les applique et les contrôle par sa participation active révolutionnaire à la vie, à la production et à la direction. »

Dans ce domaine, le rapport entre l'appel du Parti et les initiatives locales reste purement politique. C'est-à-dire que les buts sont tracés, mais que le choix des moyens n'est pas fixé. Par exemple, le discours d'Enver sur la femme albanaise, prononcé le 15 juin 1967, a fait naître des assemblées nombreuses où les deux sexes examinaient comment déraciner les survivances du passé. Et ces réunions présentaient deux caractéristiques : beaucoup de vieux étaient là alors qu'ils ont, en effet, plus de mal que d'autres à changer leur style de vie. Et, les montagnards, plus traditionalistes jusqu'alors, se sont lancés dans un grand effort d'autocritique et de réforme. La transformation des hommes ne peut être imposée du dehors. Elle est l'œuvre des hommes eux-mêmes.

Le rôle du parti du Travail est un rôle dirigeant — en ce sens qu'il porte l'expérience des masses au niveau théorique, qu'il est un organisateur dans la lutte commune et qu'il a une tâche propre : la diffusion et l'enseignement du marxisme-léninisme. Mais ses rapports avec la base sont dialectiques : telle cellule, telle section est critiquée par des non communistes et se réforme grâce à eux. Tel militant est mis en question parce que sa vie ne correspond pas à la très haute vision qu'ont les masses du véritable communiste.

La libération a été l'œuvre d'un peuple surtout paysan. Le prolétariat existait, mais il restait très peu nombreux et, comme en France au XIX^e siècle, il était formé d'ouvriers et d'apprentis de l'artisanat plus que de l'industrie proprement dite. Il ignorait totalement la grande entreprise. Il n'avait donc pas pris dans son ensemble une conscience claire de sa position de classe. En revanche, son expression politique, le P.T.A., était très forte. Le Parti pouvait largement puiser dans l'expérience du mouvement ouvrier international. Il pouvait analyser et guider la lutte du peuple contre l'occupant et le régime féodal-bourgeois.

Aujourd'hui l'industrie se développe à une vitesse impressionnante. Le P.T.A. transmet aux jeunes travailleurs l'héritage politique des prolétariats étrangers et de la lutte nationale et ouvrière albanaise. Le rôle dirigeant de la classe ouvrière tout entière s'affirme désormais avec beaucoup plus de force parce qu'elle s'est libérée des confusions qu'engendre l'atelier artisanal, parce qu'elle a grandi en nombre et en capacité politique.

Enfin, dans le grand mouvement peuple-classe-parti, aucun élément ne dirige sans être d'une certaine façon ou sur un autre plan dirigé à son tour. Le Parti est la conscience, la pensée, l'avant-garde. Mais il ne peut demeurer une conscience vraie, conforme au réel, honnête avec les masses que s'il refuse, sans hésitation, de se séparer d'elles, de tomber dans la bureaucratie, le révisionnisme, la voie du retour à la société bourgeoise.

Le Parti résume, unifie, éclaire l'action héroïque du prolétariat et du peuple. Il analyse la pratique sociale pour distinguer le nouveau de l'ancien. Il appelle à renforcer le socialisme naissant dans tous les aspects de la vie. Il dénonce et combat les mille formes sous lesquelles le vieux sentiment égoïste de la propriété privée et, avec lui, les vieilles structures sociales bourgeoises s'efforcent de renaître. Comme il généralise les expériences positives du peuple à l'intérieur, il en tire les conséquences dans ses interventions politiques internationales.

Le Parti est donc dans le peuple. Il est sa pointe avancée. Il est le moyen décisif dont le peuple dispose pour transformer les milliers de vagues qui le soulèvent en une force de frappe à laquelle rien ne peut résister.

Lors du V^e Congrès du parti du Travail, Enver Hoxha, dans son rapport présenté au nom du comité central, a constamment insisté sur ce point. Il l'a souligné de nouveau dans son discours prononcé lors du vingt-cinquième anniversaire de la libération. (*Discours paru aux éditions Naim Frasheri sous le titre : 25 années de luttes et de victoires sur la voie du socialisme, Tirana, 1970.*)

En 1912, déjà, l'Albanie proclamait une première fois son indépendance. Le peuple, profondément patriote, fut presque aussitôt dépouillé de sa liberté nationale. Bourgeois et féodaux tenaient les postes de commande : l'Albanie fut vendue à l'étranger. L'indépendance de ce petit pays pauvre et techniquement arriéré devait rester un beau rêve.

En 1944, le peuple a chassé les envahisseurs. Mais pourquoi les bourgeois et les féodaux du *Balli Kombetar* et de *Legalitati* ont-ils piteusement échoué dans leur tentative pour livrer à nouveau l'Albanie aux trusts étrangers ? Parce que l'unification des luttes patriotiques s'était faite sur une ligne révolutionnaire — celle du Parti. Parce que le Parti a su interdire aux Anglais et aux Américains de débarquer en Albanie — plus ferme sur ce point que la malheureuse résistance grecque qui devait payer si cher son erreur.

Le peuple albanais s'est bien des fois insurgé au cours de son histoire. Mais il ne pouvait adopter une stratégie militaire unifiée, échapper à la pression des forces politiques réactionnaires organisées, donner à la forme patriotique un contenu socialiste, sans se donner un moyen, un instrument, un outil approprié à cette tâche. Le peuple albanais a toujours combattu et parfois vaincu ses ennemis. Il peut maintenant conserver, garantir, développer la liberté durement conquise.

Après la victoire, les masses voulaient passionnément en finir avec « le retard séculaire hérité du passé ». (*Cette citation et celles qui suivent sont extraites du discours du 25^e anniversaire.*) Mais comment y parvenir dans un pays semi-colonial, où les masses n'avaient eu si longtemps d'autre expérience politique que celle de la soumission prolongée entrecoupée de révoltes souvent locales, aux grands seigneurs de la terre, à la fois propriétaires du sol et représentants du sultan ou du roi ? Comment passer de l'insurrection contre l'occupant au socialisme ? Comment faire fonctionner et même comment construire un Etat ouvrier, un pays révolutionnaire et souverain ? Le peuple affamé, insurgé

exigeait la justice. Comment mettre en place les moyens qui permettraient de faire triompher son rêve et de le changer en réalité ?

C'est le Parti qui apportait les réponses pratiques, concrètes, positives aux grandes interrogations. Le socialisme scientifique, « la sociologie matérialiste », dont parle Lénine, est ainsi un moyen non de confisquer le pouvoir du peuple, mais d'obtenir que le pouvoir du peuple s'inscrive dans les faits.

De même « l'ancien pays des bergers pauvres, des paysans exténués et de la vendetta féroce... ce pays arriéré de l'aire (*Sorte de charrue primitive.*) de bois et des cabanes de torchis, de la torche et des lumignons à pétrole, de l'analphabétisme et de la malaria » n'existe plus. A la place des marécages qui couvraient les meilleures plaines d'Albanie — de la Buna jusqu'au Vurg — s'étendent les puissantes coopératives agricoles au rendement élevé. Il est incroyable — mais vrai — d'apprendre au milieu des épis de blé ou des arbres surchargés de fruits que, dans les mêmes régions aujourd'hui asséchées, les petits Albanais, épuisés par la fièvre et la faim, ne pouvaient pas marcher avant d'avoir cinq, six ou parfois sept ans. Et les gamins des villages d'aujourd'hui sont, pour leurs grands-parents marqués par le passé, l'image vivante de toutes les victoires.

Mais, pour combler ainsi les espoirs paysans, encore a-t-il fallu mener la lutte contre la classe des beys et des aghas, arracher le pouvoir économique et politique à la bourgeoisie et — en fin de compte — mettre au point la planification marxiste-léniniste. Il a fallu traduire en directives la volonté de progrès, donner priorité à l'industrie sur l'agriculture pour que le développement industriel permette et soutienne le démarrage agricole, déclencher au moment voulu la lutte pour rendre la montagne « aussi fertile que la plaine », maintenir la fabrication des moyens de production à un niveau plus élevé que celle des biens de consommation. Et cela pour que ne s'arrête pas le progrès dans le secteur même des biens de consommation.

Combien de tâtonnements et de souffrances auraient été nécessaires au peuple albanais pour découvrir que les moyens d'expulser les anciennes classes dirigeantes ou ajuster l'une à l'autre agriculture et industrie, fabrication des biens de consommation courante et développement des moyens de production ?

Sans l'expression scientifique, sans la mise en œuvre politique de la volonté populaire, la lenteur et l'incohérence du progrès économique auraient conduit l'Albanie, même libérée, à retomber sous le joug d'un ou de plusieurs impérialismes étrangers.

Le Parti a répondu aux exigences des masses — et les masses ont appliqué de manière créatrice les directives du Parti. De même au moment où Khrouchchev a prétendu obtenir la capitulation politique de l'Albanie, son alignement sur le révisionnisme de Moscou — c'est-à-dire l'abandon du marxisme —, le peuple albanais s'est dressé pour défendre son indépendance et sa révolution. Il était prêt à résister, quoi qu'il en coûte. Mais, il n'aurait pu, sans le Parti, faire face à toutes les difficultés qui l'accablaient, sauver la production industrielle et agricole du désastre. L'héroïsme des masses n'a permis de réaliser le plan, à travers une telle crise, qu'avec l'apport scientifique et la force d'organisation du Parti. Le peuple a voulu, compris, appliqué les décisions prises. Il les a définies et mises en place parce qu'il était une armée révolutionnaire dotée d'une avant-garde : le Parti.

Le peuple albanais comprend et veut de telles mesures, il aspire au socialisme. Le Parti lui apporte le socialisme scientifique. Et ce peuple sait, pour l'avoir appris dans sa propre histoire, qu'il lui faut d'abord compter sur ses propres forces. Il veut bâtir ses propres usines. Le Parti éclaire la route du développement industriel. Les ouvriers d'une entreprise voient clairement comment la développer. Il faut le Parti pour que cette initiative se réalise, c'est-à-dire pour que fonctionne un système tel que toutes les initiatives de toutes les entreprises s'ajustent pour former un tout cohérent.

Bien sûr, c'est là une tâche écrasante — et qui n'est pas toujours complètement remplie ; « Nous n'avons pas fait valoir, comme il l'aurait fallu et de façon organisée, la pensée créatrice et l'initiative

des masses » — observe Enver Hoxha dans son discours au V^e Congrès. Cependant de grands progrès sont accomplis : « La participation au projet de directives » constitue « une brillante expression des liens qui unissent le Parti et les masses, de l'approfondissement ininterrompu de la ligne de masse qu'a suivie et suit en toutes circonstances notre Parti, de l'intervention effective et organisée des travailleurs dans la direction de l'économie en tant que maîtres uniques et tout puissants des destinées de la patrie et du socialisme. » (*Première forme du « Plan Quinquennal », projet qui sera de nouveau soumis aux masses comme toutes celles qui suivent, cette citation est tirée du discours au V^e Congrès.*)

Par exemple, le Parti veille à ce que, dans les campagnes « l'augmentation de la production s'accompagne d'une révolution ininterrompue comportant une série de transformations de caractère social, économique, idéologique, culturel et politique ». Le Parti a puissamment contribué, par ses appels, à la réduction de fait des parcelles individuelles dans les coopératives paysannes. Elles posaient des problèmes de plus en plus sérieux avec la modernisation de l'agriculture. Et elles pouvaient, à la longue servir de support à un retour au capitalisme.

Il est clair que les agriculteurs eux-mêmes ont décidé cette réduction. Il n'est pas moins évident qu'à la base de bonnes initiatives ont été prises spontanément dans ce sens. Mais cette campagne révolutionnaire n'aurait pu devenir générale et systématique sans le Parti. Il a été le vent qui fait grandir la flamme et la pousse en avant.

Mais le Parti ne peut-il se détacher du peuple ? A l'instant même où il trahirait ainsi sa mission, il deviendrait un instrument d'oppression. Son rôle politique dirigeant, reconnu par la Constitution albanaise, se confondrait alors avec celui de toutes les cliques réactionnaires qui ont opprimé, dominé, asservi les masses.

Certes, il suffit de visiter l'Albanie pour constater que ce terrible danger ne risque pas de se transformer dès aujourd'hui en réalité. Mais il n'a rien d'imaginaire. Il n'existe aucun moyen de s'en défendre par des lois plus ou moins parfaites et votées une fois pour toutes. En effet, les lois peuvent toujours être tournées à partir du moment où elles ne correspondent plus à la réalité sociale. Le parlement des Etats-Unis a mis au point tout un code destiné à empêcher la formation des grands trusts. Aucun autre pays ne dispose de textes aussi sévères. Et bien sûr, l'Amérique n'en est pas moins le paradis des monopoles.

Beaucoup de Partis communistes — en Union soviétique par exemple — ont rompu leurs liens avec les masses. Leurs cadres ont formé une nouvelle bourgeoisie.

Bien entendu, les documents officiels ne reconnaissent pas cette situation de fait. L'usine appartient toujours, en droit, aux ouvriers — mais c'est le directeur qui décide de tout et qui se réserve la part du lion sur « le profit d'entreprise ». Le parti du Travail albanais n'est pas tombé dans ce piège.

Il n'est pas devenu une organisation étrangère au peuple. Il a été préservé de cette déchéance par « la ligne de masse » — c'est-à-dire l'effort incessant des cadres en vue de s'instruire auprès de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse. Quiconque voyage en Albanie est frappé par une différence entre ce pays et les autres Etats d'Europe Orientale. Ici, le responsable du Parti est un homme simple, pareil aux autres travailleurs et que tous abordent volontiers pour discuter avec lui. Ailleurs, il prend de plus en plus l'allure d'un petit chef, ou d'un grand.

L'acceptation d'un nouveau membre dans les rangs du Parti, l'exclusion d'un militant indigne, les réunions de critique et d'auto-critique propres au Parti ont toujours eu lieu, dans une certaine mesure, sous le regard des masses. Mais cette mesure grandit sans cesse. A l'heure actuelle, même si, comme il est naturel, ce sont les membres du Parti qui élisent leurs dirigeants, ce vote a lieu après une enquête auprès des masses et leur avis est en général décisif.

Le mouvement de révolutionnarisation touche aussi le Parti lui-même. Déjà en 1966, au moment du V^e Congrès, un grand nombre de cadres politiques étaient retournés à la production. Sur un total de 66 000 militants on comptait alors un total de 33 % d'ouvriers, 29 % de paysans et 1 % de ménagères ou étudiants, groupés sous la rubrique des « occupations diverses » — soit 63 % de simples gens mêlés à tous les autres.

Par contre 37 % des effectifs étaient composés d'employés d'Etat, d'employés du parti ou des organisations de masses ou de militaires.

Depuis lors l'admission de nouveaux membres vise à augmenter la participation des ouvriers et des paysans-travailleurs et à réduire la proportion des fonctionnaires et des permanents — c'est-à-dire d'éléments qui pourraient être plus facilement amenés à glisser sur des positions bureaucratiques. Dès 1966, cette couche sociale était très minoritaire par rapport à l'ensemble des ouvriers et des paysans.

Enver Hoxha mettait en outre l'accent sur la nécessité de faire une place beaucoup plus importante aux femmes — 12 % des militants — et aux jeunes — 27 % des effectifs avaient moins de trente ans en 1966. Le Parti est une force politique d'avant-garde. Il n'est pas possible que son recrutement soit déformé par des préjugés qui datent de la famille patriarcale.

D'autre part, quand les nouveaux membres sont des intellectuels, des permanents ou des fonctionnaires, ils doivent rester de simples stagiaires pendant deux ou trois ans. Pendant ce temps, ils doivent accepter un labeur difficile et, de préférence, manuel. Ainsi leurs camarades de travail pourront-ils les juger à l'œuvre.

Le même souci se retrouve au sommet du Parti, tous ses permanents, tous ceux des organisations de masse consacrent de un à trois mois par an au travail manuel ouvrier ou paysan.

De même la rotation des cadres politiques rapproche périodiquement les masses des dirigeants.

Enfin, il est interdit d'accorder aucun avantage personnel ou familial aux membres du Parti. Enver Hoxha montre dans quel esprit ces décisions sont prises :

« Le communiste doit être étroitement attaché aux masses. Il doit écouter avec respect et attention leur voix. Il doit vivre et travailler avec elles, il doit écouter battre leur cœur et connaître leurs soucis ». Nous voyons aussi apparaître, dans le discours du V^e Congrès, cette condamnation très dure de « l'esprit de commandement » qui, depuis lors, se répète dans beaucoup d'interventions d'Enver, à l'adresse des responsables du Parti.

Bien sûr, un texte isolé ne prouve rien — encore qu'en Albanie je n'aie jamais pu trouver de déclarations solennelles qui restent lettre morte. Mais la répétition délibérée de ce mot d'ordre a un sens précis : quiconque se sépare de la base et s'oppose à elle ne conservera pas un poste responsable.

A l'intérieur du Parti, les mêmes précautions sont prises pour empêcher la soumission servile des adhérents aux permanents. Qu'est-ce qu'un permanent, en effet ? C'est un militant qui donne tout son temps à son organisation et qui, de ce fait, reçoit un salaire. Il est inévitable que le secrétaire d'une région soit permanent : il faut qu'il se déplace d'un bout à l'autre de ce territoire, qu'il puisse passer quelques jours là où il est nécessaire, où il contribue à la réflexion des camarades sur les problèmes de l'heure. Mais il serait périlleux de le placer dans une position privilégiée, et de le laisser décider en tout et pour tous.

L'initiative incessante de l'ensemble des militants, le développement impétueux de la critique à l'égard de tous les responsables sont autant de nécessités. Tout secrétaire d'une organisation du Parti doit se soucier que chacun ait sa tâche propre. S'il ne le fait pas, il a tort. Mais c'est alors aux militants de s'engager d'eux-mêmes dans telle ou telle activité qui leur semble utile.

C'est violer les règles de l'organisation que de tolérer l'apparition de « fonctionnaires infailibles et spécialistes du Parti ». Les membres des Comités de Parti — qui, à la différence des secrétaires, ne sont pas permanents — ne doivent pas oublier qu'ils ont été élus collectivement pour agir et non pour s'en remettre à un personnage unique, si grands que soient ses mérites. (*Discours du 6 juin 1967 aux militants de cinq organisations de base.*)

La maxime albanaise : « Aie confiance et contrôle », s'applique tout particulièrement à l'intérieur du Parti.

Bien entendu, une telle directive ne peut être mise en pratique que si la réunion de l'organisation de base est soigneusement préparée. En temps ordinaire elle a lieu une fois par mois. Il est possible à n'importe quel militant de mettre sérieusement au point ses interventions. Encore faut-il que chacun fasse un rapport précis et complet sur son activité et se soumette ainsi à la critique et critique les autres, comme il doit être prêt à se critiquer soi-même.

Il faut, pour y parvenir, rompre avec le ronronnement de l'automatisme. Il faut s'informer sérieusement sur les principaux problèmes à discuter, de façon à ce qu'un véritable débat puisse se dérouler — et que le principal dirigeant local ne soit pas seul à connaître la question.

Ainsi les communistes seront-ils plongés dans les masses, liés au peuple par toutes leurs préoccupations, tous les instants de leur vie. Et, à l'intérieur du Parti, le centralisme démocratique fonctionnera pleinement. C'est-à-dire que les informations, les opinions, les analyses des paysans et des ouvriers se centraliseront, s'éclaireront, se généraliseront dans et par le Parti.

La révolutionnarisation du peuple est celle du Parti. La lutte résolue contre le bureaucratisme, contre la transformation des militants ouvriers en privilégiés, en néo-bourgeois prolonge et confirme le combat pour la création de l'homme nouveau. En Albanie le Parti ne peut apparaître à personne comme une couche sociale privilégiée. L'image de « l'apparatchik », du permanent madré pour qui la grande affaire est l'appui de ses chefs — non des masses — ne correspond pas à la réalité albanaise. Le Parti est formé d'hommes dévoués qui font partie du peuple et qui le servent. Il n'apporte pas de l'extérieur une doctrine, une théorie extérieure à la vie, aux luttes, à la pratique des masses. Il ne se confond pas avec l'administration de l'Etat. Il est un facteur indispensable de liberté. Il impose aux fonctionnaires officiels — si hauts placés soient-ils — sa direction politique qui est l'expression intellectuelle, scientifique, organisée de la volonté ouvrière et paysanne.

Les masses albanaises se reconnaissent d'autant plus spontanément dans le Parti du Travail qu'elles n'ont jamais eu à faire l'amère expérience d'organisations politiques bourgeoises — libérales, réformistes ou faussement communistes. Du temps du roi Zog, des tentatives confuses en vue de créer un parti démocrate ont échoué piteusement. Pendant la guerre aucun courant socialiste droitier ne s'est manifesté. Le peuple se dressait, en foule, contre l'occupant. Et le Parti apportait l'expérience des forces révolutionnaires qui, partout à travers le monde, avaient déjà organisé la guerre du peuple. Dès cette époque « le Parti par son programme répondait aux aspirations des masses populaires et apportait des réponses efficaces aux questions posées dans le combat commun. Il assurait aux désirs, aux exigences du peuple le moyen de s'appliquer aux conditions réelles concrètes, dans lesquelles se trouvait notre pays ». (*Intervention d'E. Hoxha au congrès du Front démocratique, 14 septembre 1967.*)

L'héroïsme et la capacité d'organisation déployés par les communistes albanais dans la guerre ont permis « au Parti unique de la classe ouvrière » de « naître au sein du peuple ».

Aucune autre formation politique n'avait jamais existé en Albanie. D'où serait-elle née, une fois les traîtres et les exploités balayés ? Sur quels points de principe, avec quel appui de classe ou de masse aurait-elle pu s'imposer ? L'Albanie est probablement le seul pays au monde à n'avoir connu qu'un seul

parti, étroitement lié au peuple, inclus dans le peuple, reconnu par le peuple comme le seul relais possible entre les désirs des masses et leur application pratique.

Cependant le Parti n'est pas la seule force militante de l'Albanie. Le peuple albanais tout entier se rassemble pour construire sa révolution. La révolution et le socialisme sont l'œuvre des masses populaires elles-mêmes. (*Discours au V^e Congrès du P.T.A.*) Il faut créer les conditions les plus favorables au rassemblement de toutes les énergies. « L'expérience des masses et leur pratique révolutionnaire constituent la source intarissable où s'inspire et s'instruit notre Parti ». Enver Hoxha aime à citer ici Lénine : « L'initiative créatrice des masses : voilà le facteur fondamental de la vie sociale nouvelle. Le socialisme ne se crée pas par des décrets venus d'en haut. L'automatisme bureaucratique et officiel est étranger à son esprit, le socialisme vivant, créateur est l'œuvre des masses populaires elles-mêmes... Celui-là seul vaincra et gardera le pouvoir qui a foi dans le peuple, qui puise ses forces dans le génie créateur du peuple. » (*Discours au V^e Congrès du P.T.A. (Voir Lénine, Œuvres complètes, t. 26).*)

Le peuple, c'est d'abord la classe ouvrière mobilisée sur le lieu de son travail. Le prolétariat se réunit dans le cadre des Unions Professionnelles qui sont destinées à être « la tribune du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière ». (*Discours au V^e Congrès du P.T.A.*) Il s'agit d'offrir à l'ensemble de la classe les plus grandes facilités, les moyens les plus larges d'exprimer ses aspirations, de développer son rôle dirigeant en approfondissant sa maîtrise du socialisme scientifique, de soumettre au feu de la pratique les directives du Parti, de rendre publique cette vérification militante de la ligne générale, de développer partout les groupes qui exercent le contrôle ouvrier sur l'ensemble de la vie. L'Union Professionnelle, dans l'usine, multiplie les réunions critiques, favorise les débats et la pratique des « feuilles-foudre », assure aux différents ateliers le moyen de se rencontrer pour discuter de la gestion, pour élaborer le plan, pour organiser l'enseignement du marxisme-léninisme sur la base des expériences vécues dans l'usine, mais en dépassant ce cadre limité. Les travailleurs prennent ainsi plus facilement l'initiative d'aller vérifier en groupe ce qui se passe au ministère, ou d'apporter aux administrations, aux écoles, aux coopératives agricoles le point de vue des ouvriers sur l'activité des fonctionnaires, sur l'enseignement ou sur le travail politique à la campagne.

Enfin, l'ensemble de la classe ouvrière — regroupée dans les U.P. — et le Parti du prolétariat sont engagés dans des échanges incessants.

La classe d'avant-garde et son Parti sont ainsi à tour de rôle en position d'enseignant et d'enseignés. Le Parti s'instruit auprès des travailleurs en vue d'élaborer sa ligne. Les travailleurs s'instruisent auprès du Parti en s'informant de sa ligne et en la vérifiant dans la pratique. Le Parti s'instruit auprès des travailleurs en apprenant comment et sur quels points la pratique permet d'enrichir ou de rectifier sa ligne de politique.

La jeunesse albanaise — parce qu'elle vit et grandit dans un monde socialiste — a besoin de sa propre organisation. Par là, elle échappe aux survivances du passé qui pèsent même sur les meilleurs militants. Elle a besoin — aussi — de sa propre organisation pour lutter contre la sous-estimation de l'ennemi : elle n'a pas connu directement les misères de jadis, l'exploitation de l'homme par l'homme, la guerre atroce et héroïque contre le fascisme. Elle a besoin de se donner de grandes batailles — comme la construction des voies ferrées à la pelle et à la pioche par les volontaires. Elle a besoin d'apprendre à mépriser le confort et la sécurité, à rire de ceux qui chassent le diplôme pour s'assurer une petite vie tranquille. La jeunesse a besoin de son organisation pour mener une lutte très ferme contre les survivances de la famille patriarcale, sans mépriser pour autant leurs parents qui ont tant souffert et tant combattu. Sans son union, la jeunesse ou bien capitulerait devant les exigences réactionnaires des familles, ou bien traiterait comme des ennemis ceux des pères et des mères qui sont inquiets, dévoués, mais incapables de dépasser leurs craintes et leur besoin d'autorité.

Des motifs de même nature font que les femmes albanaises continuent de se regrouper. Tant que l'égalité complète et réelle des deux sexes ne sera pas un fait acquis, les femmes auront besoin de se

retrouver entre elles avant de s'affirmer devant tous. Bien sûr, la bataille pour l'égalité est menée aussi par les hommes, par l'ensemble des membres de toutes les organisations. Mais il faut qu'elle soit l'affaire des femmes elles-mêmes. Et le niveau de leur participation à la lutte est plus élevé dans leur propre organisation.

C'est d'ailleurs pourquoi l'Union des Femmes traite de l'ensemble des problèmes politiques et pas seulement de celui de l'égalité des sexes. Les jeunes filles parlent facilement, s'expriment et s'affirment volontiers dans les villes. Mais la question est moins complètement résolue à la campagne et surtout à la montagne. Elle n'est pas non plus réglée chez les gens d'âge moyen. Dans un pays où l'initiative politique des masses se développe sans cesse, l'Union des Femmes crée un milieu particulier où l'absence des hommes fait que le poids des traditions ne vient pas étouffer l'esprit de décision chez les militantes.

Mais peut-être l'organisation la plus originale est-elle la moins spécialisée de toutes, celle où se retrouvent ouvriers, paysans et intellectuels, jeunes et vieux, hommes et femmes — c'est-à-dire le Front démocratique.

Créé dix mois seulement après le Parti, le Front (*Alors Front de libération nationale.*) réunissait déjà « la majorité écrasante de la population, c'est-à-dire tous les Albanais qui ressentaient profondément la nécessité d'une Albanie indépendante, où les travailleurs des villes et des campagnes se libèrent de l'oppression militaire, politique et sociale. Il n'était pas nécessaire, pour en faire partie, d'analyser scientifiquement la situation et de tracer avec précision les grandes lignes du combat à long terme. Tous ceux qui réagissaient à l'occupation ennemie par la colère et le courage, et, en particulier, les paysans travailleurs, y trouvèrent leur place.

Les manifestes du Front de libération nationale correspondaient à cette conscience agissante, pratique, vécue de la situation de l'heure. Ils renaient du programme du Parti les points immédiatement applicables.

« C'était un programme clair, compréhensible, combatif et révolutionnaire. Les principales tâches prévues par ce programme consistaient en ceci : lutte incessante et sans compromis contre les occupants et les traîtres, pour la libération du pays, pour la liberté et l'indépendance nationale, pour un gouvernement démocratique populaire ; insurrection générale armée et création d'une armée de libération nationale ; organisation d'une aide économique et politique multiforme à la lutte populaire, aide dont la source essentielle est ici la population des campagnes et des villes ; destruction du pouvoir des occupants et de leurs collaborateurs (qui représentaient les intérêts des principales classes exploiteuses du pays), création du pouvoir des conseils de libération nationale, en tant que pouvoir politique unique du peuple ; vaste préparation politique et idéologique des masses en vue de l'insurrection populaire générale et pour la continuation de la lutte même après la libération du pays, pour la défense des victoires remportées, pour la construction du pays et pour l'accomplissement des grandes transformations sociales et économiques dans l'intérêt du peuple. » (*Enver Hoxha, Rapport au congrès du Front démocratique, présenté le 14 septembre 1967.*)

Le Front de libération nationale — après avoir complètement réalisé son premier programme — s'est transformé en Front démocratique. Son action continue sur la même base : il reste sur le terrain de l'initiative créatrice des masses. Il prend en charge, par conséquent, « les directives du Parti qui expriment les intérêts vitaux des travailleurs ». (*Enver Hoxha, Rapport au congrès du Front démocratique présenté le 14 septembre 1967.*)

Il s'agit d'abord des problèmes de la vie quotidienne, de la nécessité pour le peuple de se débarrasser non plus des beys et des agas, mais de ce qui en reste : le poids du passé, des traditions bourgeoises ou féodales, du sentiment de propriété privée. Le peuple veut — en fin de compte — sa propre libération. Il condamne — parce qu'il en a terriblement souffert — l'ancienne manière de vivre.

Mais comment en inventer une autre ? Comment se conduire aujourd'hui ? Comment traiter sa femme et ses enfants comme des égaux ? Comment, dans le quartier comme à l'usine ou dans la coopérative, prendre en charge, chaque jour davantage, l'organisation collective et devenir, chaque jour davantage, un homme libre, à l'esprit critique acéré ? Le débat incessant à même la vie quotidienne fait du Front « une grande école d'éducation politique des masses du peuple » — et c'est sa deuxième fonction. Ici encore la distance entre la masse et l'avant-garde se réduit sous l'impulsion des deux partenaires. Quand la clique de Moscou a rompu les liens économiques avec l'Albanie, le Front, confronté aux souffrances du peuple, est passé à l'étude de la politique de trahison de Khrouchtchev, à l'analyse du révisionnisme. Quand l'impérialisme américain tente d'organiser un blocus de fait, c'est la politique mondiale qui entre dans la vie de chaque Albanais.

Le Front exprime et renforce l'unité d'acier du peuple autour de son Parti. Cette unité se traduit « dans la participation active des larges masses travailleuses des villes et des campagnes à l'élaboration et à la discussion des plans de développement de l'économie et de la culture, dans la mobilisation totale du peuple pour la réalisation et le dépassement de ces plans. Nous la voyons dans les grands mouvements massifs des travailleurs en vue de révolutionnariser toute la vie du pays, d'extirper les coutumes, traditions et influences étrangères, les superstitions et les attitudes asservissantes à l'égard de la femme. Cette unité s'est manifestée avec force dans la rapidité exemplaire et patriotique avec laquelle la paysannerie a embrassé les initiatives révolutionnaires en vue de mener à terme dans un bref délai la collectivisation des zones de montagne et de réduire les lopins personnels dans les coopératives agricoles. Elle s'affirme dans le fougueux élan patriotique avec lequel notre peuple tout entier se consacre à sa préparation militaire et au renforcement de la capacité défensive du pays. Cette unité se manifeste, de façon incessante, dans tous les domaines de notre vie sociale ; dans chaque pas de notre lutte pour mener de l'avant la révolution et l'édification du socialisme ». (*Op. cit.*)

Bien entendu, l'unité des classes populaires n'empêche pas qu'il existe des différences entre elles — donc des contradictions. Mais elles peuvent se résoudre pacifiquement, sous la direction du prolétariat. Il ne s'agit pas de bataille contre l'ennemi. Le Front Démocratique doit exercer son contrôle en tout et partout. « Le contrôle des larges masses des ouvriers et des paysans, de notre peuple tout entier, sur l'activité des organes et des hommes du pouvoir, constitue une des conditions primordiales pour renforcer et démocratiser davantage le pouvoir populaire et combattre le démocratisme avec succès.

« Il appartient précisément au Front Démocratique, d'une part, d'organiser et de stimuler les contrôles des masses sur les organes de l'Etat et les hommes qui y sont employés et, d'autre part, de mener un vaste travail idéologique et politique et d'éducation, de sorte que les fonctionnaires et les employés, les représentants du peuple dans les organes de l'Etat, à toutes les instances, se sentent toujours les serviteurs du peuple.

« Aucun autre contrôle ne peut se substituer au contrôle du peuple uni dans son organisation du Front Démocratique. Aussi ce contrôle doit il être exercé régulièrement, avec toute la force voulue.

« Les problèmes du pouvoir sont les problèmes du peuple travailleur tout entier. Ils se posent et se résolvent, non point par quelques conseillers ou députés, et encore moins par quelques fonctionnaires nommés, mais par le peuple au pouvoir. Nous devons bien comprendre cela. Par conséquent, plus la participation des masses travailleuses à l'activité d'Etat est large, mieux et de façon plus juste sont étudiés et résolus les problèmes. En ce sens, un grand rôle revient à l'organisation du Front Démocratique pour augmenter la participation des masses à l'étude et à la solution des grands problèmes du pouvoir populaire, pour rendre les masses plus conscientes à prendre une part active au gouvernement du pays. Sans cela il ne peut être question de renforcement et de démocratisation ininterrompue du pouvoir du peuple, on ne peut combattre avec succès le bureaucratisme. « Le bureaucratisme, dit Lénine, peut être combattu jusqu'au bout, jusqu'à la victoire totale, seulement lorsque tout le peuple prend part au gouvernement du pays. » (*V. I. Lénine, Œuvres, éd. alb., vol. 29, 196.*)

« L'expérience d'un grand nombre d'organisations du Front à Tirana, à Durrës, Ulorë, Shkodër, Tropojë, Mirditë, Korçë et ailleurs — qui attirent régulièrement l'attention des masses sur les différents problèmes du pouvoir, depuis les questions des services communaux, de l'artisanat, de la santé publique, de l'instruction et de la culture, jusqu'aux problèmes de la défense de la patrie, et mobilisent ces masses pour leur solution — doit être mise en pratique et propagée partout. » (*Enver Hoxha, op. cit.*)

Dès lors, les grandes tâches du Front rejoignent les plus modestes. Un secrétaire du Front démocratique — qui venait d'arriver de sa province et la regrettait — m'a expliqué comment les familles de son quartier s'inquiétaient quand l'une des leurs se tenait à l'écart. Pourquoi ce foyer se repliait-il sur lui-même ?

Les militants du Front viennent frapper à cette porte, discuter des raisons pour lesquelles les rencontres sont aussi rares. Une aide matérielle est parfois suffisante. En général il s'agit d'une répugnance à une vie plus communautaire. Il suffit parfois de parler du lien entre l'existence villageoise d'hier et les échanges dans les quartiers des cités d'aujourd'hui. La tradition albanaise peut jouer ici un rôle positif.

Sinon, il faut user de patience — venir ni trop souvent, ni trop rarement, manifester un intérêt réel, mais non indiscret. Ce genre de visite n'a rien qui surprenne : déjà quand une famille s'installe, tous ceux qui habitent le même escalier viennent lui dire bonjour, lui offrir une aide...

Bien sûr, tous les voisins ne sont pas commodes — et les relations continues entre enfants créent des liens, mais aussi des querelles. La grande force de la société albanaise, du F.D. où elle s'exprime, c'est que des problèmes très semblables se posent un peu à tout le monde dans la mesure où ils naissent sur un même terrain, celui du passage à une vie nouvelle. Ils se règlent dans de patientes discussions d'immeuble — voire de bloc ou de quartier.

Ces réunions spontanées sont aussi des réunions du Front démocratique. Elles prennent place dans l'effort du peuple lui-même pour refaire, remodeler, changer sa vie. Ainsi le Parti et les masses marchent-ils du même pas vers l'homme socialiste.

Terminer un livre sur l'Albanie, c'est garder le sentiment de n'avoir rien su dire — ni l'héroïsme, ni la tendresse sans effusion sentimentale, ni le romantisme révolutionnaire, ni la fermeté austère des militants, ni la force de combattre et de mourir, ni la volonté évidente de vaincre et de vivre.

Dans la masse énorme des faits, comment aider chacun à trouver celui qui le conduira à comprendre comment naît un homme nouveau ?

Terre de l'union du peuple et de la lutte des classes, du parti guide et des masses souveraines, pays d'Enver Hoxha à qui va tant d'admiration et d'amitié — mais aucun culte — ; Albanie, où les aigles meurent pour que les hommes vivent, tu comptes à travers l'Europe autant d'amis fraternels que tu es le pays de l'espoir.